

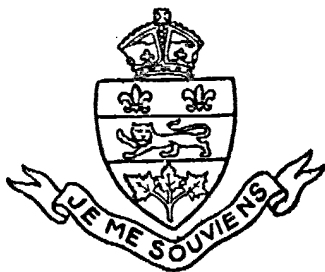
RAPPORT GÉNÉRAL  
DU  
**Ministre des Travaux publics  
et du Travail**

DE LA  
**PROVINCE DE QUÉBEC**  
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN  
**1921**

---

**Imprimé par ordre de la Législature**

---



QUÉBEC  
IMPRIME PAR Ls-A. PROULX  
IMPRIMEUR DU ROI  
1921



AU TRÈS HONORABLE SIR CHARLES FITZPATRICK,

*Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.*

*Monsieur le lieutenant-gouverneur,*

En conformité des articles 2363 et 2375 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport général sur le fonctionnement du département des Travaux publics et du Travail, pendant l'année financière 1920-1921. Vous y trouverez les rapports spéciaux des chefs des différents services relatifs à la construction et à l'entretien des édifices du gouvernement, aux chemins de fer, à l'inspection des établissements industriels et des édifices publics et à l'exécution de la loi des différends industriels, à la construction des ponts métalliques, au fonctionnement des bureaux de placement provinciaux, à l'inspection des hôtels, à la comptabilité du département, etc.

#### TRAVAUX PUBLICS

Vous trouverez dans le rapport de l'architecte de mon département, le détail des travaux de construction et de réparation exécutés dans le cours de l'année à l'Hôtel du Gouvernement et aux autres édifices dans la province, dont l'entretien relève de ce département.

Le palais de justice de Québec, l'école normale Laval, chemin Ste-Foy, Spencer Wood, etc., ont subi diverses réparations et additions.

La peinture historique au plafond de l'Assemblée législative par M. Huot, l'artiste bien connu, est maintenant terminée. Ce tableau est une œuvre d'art, objet de l'admiration générale et qui témoigne des fortes études et du grand talent de l'auteur. C'est une œuvre originale et d'une noble inspiration. Son exécution était très difficile à cause de l'altitude de la surface horizontale qui devait la recevoir et la nécessité d'éviter tout ce qui pouvait heurter la contexture architectonique.

#### CHEMINS DE FER

Le Quebec Central a terminé l'embranchement de Scott Jonction à Diamond Jonction, sur les chemins de fer nationaux canadiens, permettant ainsi son entrée dans la ville de Québec via le pont de Québec. Ce tronçon, qui a une longueur de 19.33 milles, avait été subventionné par le gouvernement, et une bonne partie de la population de cette province va bénéficier de sa construction.

Des contrats ont été accordés par la compagnie Interprovinciale et Baie James, subsidiaire de la compagnie du Pacifique Canadien, pour la construction de la voie Kippawa, à la rivière des Quinze, via Ville-Marie. Ce chemin de fer est destiné à rendre de grands services aux colons de cette région laquelle, jusqu'ici, était limitée dans ses moyens de communication.

Le gouvernement est actuellement en instance auprès de la compagnie du chemin de fer Québec et Chibougamau pour qu'elle se hâte de construire sa ligne au nord du Lac St-Jean. Cette région du Lac St-Jean sera ainsi pourvue d'un système ferroviaire qui contribuera grandement à la prospérité de cette partie de la province.

#### INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

M. Guyon, sous-ministre du Travail, dans son rapport, signale la désorganisation économique causée par la dernière guerre, dans le monde entier. Nous devons fatalement éprouver les effets de cette dépression économique, qui, toutefois, ajoute M. Guyon, n'a pas eu, heureusement, un caractère aussi aigu dans notre province que dans les autres provinces du pays, surtout dans celles de l'Ouest.

La situation cependant, si elle tend à s'améliorer, est loin d'être rassurante. Bien des industries, naguère encore prospères, se voient obligées de réduire le nombre de leurs ouvriers. Les industries les plus vivement affectées furent celles de la métallurgie ; plusieurs propriétaires d'usines ont même fermé les portes de leurs établissements. Actuellement, nombre de travailleurs, dans les grandes villes surtout, ne peuvent trouver de l'emploi, et bien que l'on se plaise à prédire une ère de grande prospérité pour notre pays dans un avenir prochain, il est à craindre que le malaise industriel et commercial persiste encore pendant quelque temps.

Les rapports des inspecteurs sur les accidents du travail n'accusent pas une différence bien marquée comparativement aux dernières années. Ils constatent cependant que, sur les accidents survenus, un certain nombre auraient pu être évités. Les manufacturiers en général, dit M. Guyon, ne semblent pas apporter un soin suffisant à cette partie de la loi, et il est très rare de trouver un patron qui soit bien familier avec les moyens préventifs en usage dans les autres pays.

L'enregistrement des enfants en vertu de la loi sur le travail des enfants dans l'industrie, se poursuit dans toutes nos divisions d'inspection et produit un excellent effet. Au cours de mes inspections, remarque madame King, dans son rapport, en causant avec les ouvriers et les ouvrières, j'ai été touchée du dévouement et de l'abnégation dont ils font



preuve pour donner une bonne éducation à leurs enfants. Ils disent, et avec raison, que c'est le meilleur héritage à leur léguer.

#### BUREAUX DE PLACEMENT

Les rapports du surintendant général et des surintendants locaux de nos bureaux de placement seront lus avec intérêt. Ces bureaux continuent à rendre de grands services tant à la classe ouvrière qu'aux chefs d'établissements qui ont recours à nos agences gratuites pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire.

Le chiffre des placements d'ouvriers, pour le présent exercice, est quelque peu inférieur à ceux des dernières années. Cela est dû, fait remarquer M. Ainey, le surintendant général, à la crise qui sévit dans le monde entier, et dont la cause remonte à la grande guerre. Le rapport du surintendant général contient des détails d'un intérêt particulier.

Les opérations de nos cinq bureaux de placement durant l'année terminée le 30 juin 1921 ont été somme suit :

Nombre de sans-travail inscrits . . . . .	33,391
Places vacantes notifiées par les patrons . . . . .	14,433
Nombre de personnes référées à des employés . . . . .	14,784
Nombre de personnes placées . . . . .	12,237

ce qui accuse une diminution de 1371 comparée au nombre de personnes placées l'an dernier.

#### DIFFÉRENDS INDUSTRIELS

M. Marois, un des greffiers des conseils de conciliation et d'arbitrage, traitant du chômage et des grèves, fait remarquer que les personnes qui profitent le plus des grèves sont les agitateurs qui les déclanchent. Dans presque chaque cas, dit-il, si les patrons et les employés étaient laissés à eux-mêmes, ils pourraient régler et régleraient pacifiquement leurs différends sans que la bonne entente en souffre. Malheureusement, il y a toujours quelqu'un qui a intérêt à soulever des conflits, quelqu'un qui trouve son profit à créer la discorde entre le travail et le capital.

Le différend le plus sérieux survenu dans le cours de l'année a été la grève des mineurs à Thetford-Mines. MM. Marois et Brunet, sur instructions du département, se sont rendus sur les lieux en vue de régler cette difficulté à l'amiable. Les rapports qu'ils nous font de leurs démarches pour en venir à une entente sont très intéressants. Cette grève commencée le 11 octobre s'est terminée le 11 novembre, les ouvriers ayant dû reprendre leur travail aux mêmes conditions et mêmes

---

salaires qui existaient au moment de la suspension du travail. Si les propositions d'arbitrage faites par nous avaient été acceptées, dit M. Brunet, beaucoup de temps et d'argent auraient été épargnés des deux côtés. On évalue à près de \$130,000 la perte subie par les ouvriers au cours de cette grève.

On ne saurait donc trop insister sur les effets généralement funestes que les grèves produisent. Ces conflits pourraient être facilement évités en y mettant de part et d'autre un peu de bonne volonté, d'esprit d'équité, et en ayant recours aux bureaux de conciliation et d'arbitrage. La bonne volonté servira toujours mieux les intérêts de la société, ceux des employeurs comme des employés, que ne le feront jamais la violence et la lutte. Il est fort douteux que les profits que les grèves peuvent rapporter aux ouvriers compensent pour le temps perdu par le chômage. On a même vu parfois que des contrats avantageux auraient pu être passés ou des travaux d'utilité publique être abandonnés par suite de grèves que l'on subit ou que l'on appréhende.

#### CONSTRUCTION DES PONTS MÉTALLIQUES

Si le malaise et le chômage se font sentir un peu partout, si l'industrie n'est pas aussi prospère qu'on le voudrait, il n'en est pas ainsi de la construction des ponts métalliques, qui n'a jamais été aussi active que cette année. Mon département, malgré que le personnel des ingénieurs ait été augmenté, peut à peine suffire à répondre aux demandes qui lui viennent de toutes parts. L'activité ainsi déployée par le gouvernement dans la construction des ponts métalliques a grandement contribué à la solution du problème des sans-travail dans la province. C'est une politique qui est très appréciée du public, et nous espérons que dans un avenir assez rapproché la plus grande partie des ponts en bois dans cette province aura été remplacée par des constructions permanentes. Ajoutons que nos ingénieurs s'efforcent, chaque fois que le site s'y prête et que les autres considérations n'interviennent pas, de recommander la construction de ponts en béton armé qui, en outre de la solidité, se distinguent par l'esthétique.

Comme par les années passées, mon département s'est occupé avec beaucoup de zèle, malgré les difficultés du problème, de l'entretien des ponts qui ont été subventionnés par le gouvernement, et nous n'insisterons jamais trop auprès des municipalités sur l'importance de donner une attention particulière à cet entretien.

Le pont de Batiscan, qui complète la route Montréal-Québec, a été ouvert régulièrement au trafic le 1er novembre. Ce pont est non seule-

ment solide, mais remarquable au point de vue du génie civil, par suite des difficultés qui se sont présentées au cours de sa construction. Il a une longueur de 1219 pieds et une voie charretière libre en béton armé de 18 pieds ; il comporte en outre une travée mobile pour fins de navigation.

Le tableau suivant fait voir d'un seul coup d'œil l'activité déployée par cette branche importante de mon département relativement aux ponts-routes.

Nombre de ponts construits depuis le 1er juillet 1908 au 30 juin 1921.....	632
Coût des ponts construits.....\$	5,083,579.09
Longueur totale de superstructure des ponts construits.....	62,629 pieds.
Subvention du Gouvernement pour ponts construits.....\$	2,803,875.67
Nombre de ponts construits depuis le 1er juillet 1920 au 30 juin 1921.....	58
Nombre de ponts en construction.....	55
Coût des ponts en construction.....\$	1,368,728.50
Longueur totale de superstructure des ponts en construction.....	6,238 pieds.

#### ABOLITION DES CHEMINS A BARRIÈRES ET DES PONTS DE PÉAGE

Un pont a été racheté dans le cours de l'année en vertu de la loi pourvoyant à l'abolition des chemins à barrières et des ponts de péage, ce qui porte à vingt-cinq le nombre de ponts de péage abolis depuis la mise en vigueur de cette politique.

Les taux de péage ont été abolis sur deux chemins : "The By-Town and Turnpike Road", et le chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe, d'une longueur d'environ cinq milles chacun, ce qui porte à quarante-quatre le nombre de chemins à barrières abolis et forme une étendue totale d'environ 185 milles.

Le montant payé par le gouvernement, tant pour l'abolition des ponts de péage que pour les chemins à barrières, est de \$808,821.70.

#### PRÉVENTION DES INCENDIES

Le rapport du commissaire des incendies, M. P.-J. Jobin, donne des détails intéressants sur cette branche des services publics.

Maintenant que la loi est mieux connue, un grand nombre de municipalités, malgré le coût élevé des appareils et de la main-d'œuvre, ont manifesté le désir de profiter des avantages de cette législation. Les municipalités suivantes ont installé ou amélioré leur système de protection moyennant l'aide du gouvernement.

St-Benoît-Labre, Matane.....	\$ 3,300.00
Macamic, Témiscamingue.....	3,000.00
St-Guillaume, Yamaska.....	2,000.00
Neuville, Portneuf.....	3,900.00
St-Georges-Est, Beauce.....	1,200.00
Courville, Québec.....	1,380.00
Kénogami, Chicoutimi.....	2,700.00
Ste-Marie-des-Carrières, Portneuf.....	1,050.00
Chandler, Gaspé.....	2,160.00
Amos, Témiscamingue.....	2,219.76
	<hr/>
	\$ 22,909.76

Souvent, ajoute M. Jobin, on m'a fait savoir que des propriétés avaient été préservées et des incendies promptement éteints grâce aux appareils dont j'avais recommandé l'installation.

#### INSPECTION DES HOTELS

M. Murray, inspecteur pour la division de Montréal, se plaît à constater une amélioration constante dans la tenue des hôtels, restaurants et maisons de logement. Il y a partout tendance, dit-il, à perfectionner et les édifices et le service. Sans le fait de gens qui entreprennent ce genre d'affaires sans en avoir l'expérience, le service serait encore beaucoup plus effectif. On remédie toutefois à cet état de choses par des visites et des instructions répétées.

M. Murray a fait 1362 inspections dans le cours de l'année. Dans sept cas il a été obligé de donner des ordres pour faire des améliorations, et lorsque cela a été nécessaire il a refusé le renouvellement du certificat. Il n'a pas reçu de plainte touchant l'observance du repos hebdomadaire.

MM. Jobin et Desrochers, inspecteurs pour la division de Québec, se plaisent également à constater un changement sensible pour le mieux dans la tenue des hôtels, et ils constatent qu'en général les propriétaires d'hôtels, de restaurants et maisons de pension se conforment aux instructions données. Ils notent toutefois que les règles de l'hygiène dans plusieurs de ces établissements laissent à désirer. Ils ont eu soin de remettre aux propriétaires une copie de la loi et des règlements qui les aideront à tenir leurs établissements sur un bon pied.

M. Jobin a fait 400 inspections dans les différentes parties du territoire qui lui a été assigné ; M. Desrochers 324 premières inspections, 40 deuxièmes et 23 troisièmes.

L'année dernière, dit M. Gooley inspecteur pour la division des cantons de l'Est, j'ai fait une visite spéciale de tout mon district, d'abord afin de faire connaissance avec les hôteliers, de m'assurer dans quelles conditions étaient les hôtels, en avoir une description, et aussi pour m'assurer du nombre des chambres pour lesquelles il y aurait à faire payer licences.

Il a reçu plusieurs plaintes tant du public voyageur que de gens des localités qui se plaignent de différends locaux, demandant ni plus ni moins que les certificats soient refusés à des anciens hôteliers, décidant eux-mêmes à qui ces certificats doivent être accordés ; mais ce sont là des difficultés à être réglées par les intéressés eux-mêmes plutôt que par l'inspecteur.

Il note cependant une amélioration sensible dans la tenue des hôtels, et le fait que ses instructions sont généralement suivies.

#### EXAMINATEURS DES INGÉNIEURS STATIONNAIRES

Nos examinateurs des ingénieurs stationnaires sont heureux de constater le bien que produit la loi des ingénieurs stationnaires. Elle les force à faire des études qui augmentent leurs connaissances et les rendent plus aptes dans la pratique de leur métier, diminuant d'autant les dangers qui entourent l'usage de la vapeur. Les ingénieurs d'ailleurs s'aperçoivent qu'ils ne peuvent devenir habiles dans leur profession qu'en se conformant aux exigences de la loi.

Les services que rendent nos bureaux de Montréal et de Québec sont maintenant connus et appréciés au point que souvent nos industriels s'adressent à nos examinateurs lorsqu'ils ont besoin d'hommes compétents pour prendre charge de leurs installations.

Le nombre de demandes pour examens, dans le district de Montréal, dans le cours de l'année, a été de 1219. De ces candidats, 1199 ont réussi à passer l'examen.

Les demandes pour examens se divisent comme suit :

Inspecteurs de chaudières.....	1
Ingénieurs de 1ère classe.....	16
“ 2e “ .....	20
“ 3e “ .....	134
“ 4e “ .....	389
Chauffeurs .....	659
Total.....	1,219

## RENOUVELLEMENT DE LICENCES

1ère classe.....	87
2e “.....	159
3e “.....	580
4e “.....	1,047
Chauffeurs.....	1,176

Total..... 3,049

Ce tableau démontre que, dans le district de Montréal, il y a 4,248 ingénieurs et chauffeurs licenciés en conformité avec la loi, comme suit, savoir :

Ingénieurs, 1ère classe.....	103
“ 2e “.....	178
“ 3e “.....	705
“ 4e “.....	1,431
Chauffeurs.....	1,831

Total..... 4,248

Pour la région de Québec, le nombre des nouveaux examens passés dans le cours de la dernière année, se décompose comme suit :

Classe d'ingénieurs	Passé en 1920	Passé en 1921
Inspecteurs de chaudières.....	1	0
Ingénieurs de ch.—1ère classe.....	1	2
“ “ —2e “.....	9	9
“ “ —3e “.....	29	47
“ “ —4e “.....	129	153
Chauffeurs.....	74	60
	243	271

## GRADATION DE CERTIFICATS

	Passé en 1920	Passé en 1921
Inspecteurs de chaudières.....	1	0
Ingénieurs de 1ère classe.....	0	4
“ 2e “.....	6	13
“ 3e “.....	8	26
“ 4e “.....	4	12
	19	55

## RENOUVELLEMENT DE CERTIFICATS

	Passé en 1920	Passé en 1921
Ingénieurs de 1ère classe.....	19	18
“ 2e “ .....	86	85
“ 3e “ .....	225	253
“ 4e “ .....	469	586
Chauffeurs .....	129	193
	928	1,135

## OFFICIER DES SALAIRES RAISONNABLES

M. Brunet, dans son rapport comme officier des salaires raisonnables, mentionne qu'une plainte seulement touchant les salaires payés par les entrepreneurs sur les travaux du gouvernement lui a été faite dans le cours de l'année, et que cette plainte a été aussitôt réglée après une enquête sur les lieux. Mon département, d'ailleurs, a soin de faire insérer la clause dite des salaires raisonnables dans tous les contrats qu'il accorde.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail.*

Québec, 9 décembre 1921.





---



---

 PERSONNEL

DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL À QUÉBEC

(novembre 1921)

L'HON. ANTONIN GALIPEAULT.....ministre.  
 J.-A. MÉTAYER .....sous-ministre.  
 LOUIS GUYON.....sous-ministre du travail.  
 ALPHONSE GAGNON.....secrétaire.  
 ELZÉAR THÉRIEN.....assistant-secrétaire.  
 MAURICE HÉBERT.....secr.-particulier du ministre.  
 ARTHUR GAGNON.....comptable.  
 GEORGES ST-MICHEL.....arch. direct. des travaux publics.  
 L.-P. VALLERAND.....dessinateur.  
 IVAN-E. VALLÉE.....Ing. en chef. et dir. des ch. de fer.  
 F. BENOIT PAINCHAUD.....1er assistant-ingénieur.  
 ERNEST LAVIGNE.....2e assistant-ingénieur.  
 O. DESJARDINS.....sous-asst-ingénieur.  
 C. MILOT.....“ “ “  
 A. POULIOT.....“ “ “  
 W. DUBÉ.....“ “ “

---

HENRI TALBOT.....	dessinateur.
A. BOIVIN.....	“
ALPH. GAGNÉ.....	classificateur.
E. TARDIVEL.....	inspecteur de peinture.
J.-E. GARNEAU.....	régistratre.
J.-A.-M. GAGNON .....	assistant-régistratre.
J.-H. BRASSARD.....	assistant-comptable.
ALBERT FORGUES.....	teneur de livres.
J.-A. TAILLON.....	compt. br. des ponts et ch. de fer.
ERNEST MACKAY.....	commis.
ADÉLARD COTÉ.....	sténographe et dactylographe.
JOSEPH-ALPH. DROLET.....	“ “
MAJOR VICTOR PELLETIER.....	surint. de l'Hôt. du Gouvern.
J. BAILLARGEON.....	officier spécial.
JACQUES-O. VÉZINA.....	contr. à l'hôt. du Gouvernement.
ADÉLARD GAGNON.....	électricien.
FERDINAND BERTRAND.....	assistant-électricien.
EDOUARD POULIN.....	ingénieur-mécanicien en chef.
ALPHONSE POULIOT, LOUIS LAVOIE et THÉODORE BERNARD.....	Messagers.

---

# RAPPORT

DU

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

---

### I

#### EDIFICES PUBLICS

#### RAPPORT DE L'ARCHITECTE-DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

---

QUÉBEC, 1er juillet, 1921.

Honorable M. ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux Publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport pour l'année 1920-1921, sur les travaux exécutés aux édifices publics de la province, sous le contrôle de ce département.

#### HOTEL DU GOUVERNEMENT

Une des voûtes du Trésor a été transformée et aménagée, afin de la rendre plus sûre.

Les bureaux du sous-secrétaire provincial ont été restaurés ; les murs et les plafonds ont été peints et les planchers recouverts en bois dur, cirés, polis et vernis.

La chambre du député-orateur de l'Assemblée législative, les bureaux du cadastre, quelques chambres dans le département du Trésorier de la province, du Secrétaire Provincial, des dessinateurs de la Colonisation et les chambres du ministre de l'Agriculture, de même que le grand bureau de l'Imprimeur du Roi, ont été peints et les planchers recouverts en bois dur, polis et vernis.

Un lavabo à eau chaude et eau froide a été placé dans le bureau du comptable de l'Assemblée législative.

Des armoires ont été placées dans les bureaux du service des statistiques.

Les bureaux de l'honorable Premier Ministre ont été quelque peu restaurés.

La maçonnerie de deux chaudières à vapeur a été complètement renouvelée.

Les joints à la maçonnerie des murs donnant sur la cour de l'aile nord-est et partie côté nord de l'Hôtel du Gouvernement ont été tirés.

La base des pans de chaque côté de l'escalier montant à l'appartement du président du Conseil législatif, ainsi que les pans des passages sur le deuxième étage près des chambres du président, ont été revêtus en marbre d'Italie. Les marches de l'escalier ont été renouvelées.

Des carpettes ont été posées dans les bureaux du sous-secrétaire provincial, du surintendant des Mines, du sous-ministre de la Colonisation et dans plusieurs autres bureaux.

Une chambre a été restaurée et aménagée pour servir de bureau au sous-ministre du Travail.

Des ouvriers sont constamment occupés à maintenir en ordre le système électrique pour l'éclairage, les ascenseurs, les appels électriques dans les bureaux, le chauffage, la plomberie, etc.

La voûte de l'ingénieur des ponts et chemins de fer a été aménagée de manière à doubler l'espace. La lumière électrique y a été installée, etc.

Quelques couches chaudes ont été construites pour aider à la production des plantes destinées à l'embellissement des terrains de l'Hôtel du Gouvernement.

Les plafonds, les pans, etc., des passages, ainsi que la montée de l'escalier récemment revêtus en marbre, ont été peints.

M. Huot, artiste peintre, a terminé la pose de la peinture historique au plafond de la salle de l'Assemblée législative.

Une construction en béton, pierre et brique, avec charpente en métal, couverture en tôle galvanisée, a été érigée dans la cour du Parlement pour y installer les transformateurs électriques.

Les grillages des ascenseurs ont reçu une couche de peinture aluminium et les ascenseurs mêmes ont été repolis.

Les châssis, face extérieure, donnant sur la côte St-Augustin, ont été peints à trois couches.

Les portiques de tout l'édifice ont été peints.

Les maîtres fils électriques, pour le luminaire, ont été posés dans les conduits souterrains à partir de la côte Saint-Augustin jusqu'à l'annexe contenant les transformateurs dans la cour du Parlement.

#### PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

Une chambre, au quatrième étage, a été mise à la disposition de la police du revenu de la province, après avoir été restaurée, agrandie et peinte, et le chauffage, la lumière électrique et l'eau installés au complet.

La chambre qu'occupait autrefois la police du revenu a été remise à l'archiviste après avoir été restaurée, peinte, etc.

La Cour supérieure a été peinte et les boiseries imitées en chêne ainsi que tout l'ameublement, le tout verni, etc.

Les bureaux du protonotaire et du député-protonotaire ont été peints et l'ameublement restauré, etc.

La pesée pour le charbon a été complètement renouvelée.

La chambre de toilette des juges et des employés a été restaurée et la lumière électrique améliorée.

Le vestiaire des juges, dans l'antichambre de la salle des délibérations, en face de la Cour Criminelle, a été transporté dans la chambre des délibérations même, et cette chambre, qui servait de vestiaire, a été transformée en bureau pour l'usage de l'honorable Juge L.-P. Pelletier. Une cloison a été érigée et deux radiateurs placés.

Une garde-robe a été construite de manière à utiliser un dessous d'escalier qui répond parfaitement à ce besoin.

Le cabinet de toilette pour les juges a été renouvelé.

Une porte a été ouverte pour communiquer directement du passage à la chambre des délibérations.

La chambre laissée par l'honorable Juge Pelletier a été restaurée et mise à la disposition de l'honorable Juge Flynn.

Quelques ajoutés ont été faits aux casiers des greffes de la Cour supérieure, de même que dans le bureau du protonotaire.

Les bureaux des honorables juges Gibson, Belleau, Sévigny, Bernier, Rivard, D'Auteuil et Tessier ont été restaurés, peints, meublés, pourvus de tapis, luminaire, etc.

La chambre des mécaniciens a aussi été restaurée.

La Cour de Police a été peinte. Les meubles ont été repolis et vernis.

## PRISON DE QUÉBEC.

Les arches des fenêtres, côté nord-est de la prison, la partie nord-est du mur d'enceinte sur une étendue de 267 verges, les fenêtres du côté nord-est et la base du côté du fleuve ont été réparées ; les joints ont été vidés et refaits ainsi que les joints de l'aile centrale faisant face au fleuve.

Une pompe électrique a été placée au sous-sol de la prison. Cette pompe servira à alimenter d'eau chaude la prison et le logement du gouverneur.

La couverture a été peinte à trois couches après avoir été soudée avec soin.

## ÉCOLE NORMALE LAVAL (Chemin Ste-Foy)

Les galeries, vérandas, etc., la face extérieure des châssis donnant sur le Chemin Ste-Foy, ont été peinturées à deux couches.

La plomberie, le chauffage et le luminaire électrique ont été l'objet d'une revue générale.

Des radiateurs nouveaux ont été placés dans les chambres des domestiques.

Une chaufferette électrique a été placée dans la salle commune des religieuses qui ont charge de l'entretien de l'école et de ses dépendances.

La clôture en broche, pour protéger les voisins contre les balles, côté nord-est, a été renouvelée.

Le jeu de balles a été peinturé à deux couches et recouvert en toile métallique après avoir été réparé.

Quelques travaux de réparation, vernis, etc., ont été faits à l'ameublement des classes, salles, etc., de l'école modèle et du pensionnat.

Un petit abri a été construit pour y mettre les traîneaux, pelles, haches, etc.

## SPENCER WOOD.

Le chemin principal du domaine a subi quelques réparations.

Le tennis et le bain de natation ont été refaits à neuf.

Le réfrigérateur et le poêle électrique ont été réparés.

Le logement du jardinier a été peinturé et tapissé et un châssis et une lucarne y ont été ajoutés. Le bain, le lavabo, le cabinet, etc., ont été transportés dans une autre pièce.

Le logement du cocher a été restauré à neuf.

Le trottoir en ciment le long des cuisines de même qu'un puisard ont été réparés.

Un pavé en briques "Citadel" a été posé dans la cave à légumes.  
Les verres de la serre ont été mastiqués avec une composition spéciale.

La serre salon a été peinte à l'intérieur.

Un radiateur a été placé dans la chambre du chauffeur.

La plomberie, l'électricité, le chauffage, etc., ont été entretenus au fur et à mesure que le besoin se faisait sentir.

Le portique ainsi que la marquise ont été peints à deux couches.

#### PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE

Une série assez considérable d'armoires et deux pupitres hauts ont été placés dans les bureaux du protonotaire.

Deux armoires en chêne ont été placées dans la bibliothèque du barreau.

Les dalles du palais de justice ont été renouvelées et la couverture et les dalots ont été réparés.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE.

La salle des séances a été peinte et les boiseries ont été vernies.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BRYSON.

Le puisard, près du palais de justice, a été reboisé en bois de cèdre et quelques réparations ont été faites au drainage.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI.

Quelques travaux en peinture ont été faits dans les passages. On a aussi fourni des lits avec literie pour les jurés, un tapis pour le bureau du magistrat ainsi que des chaises.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ROBERVAL.

Le système de chauffage a été réparé.

Des casiers ont été placés dans la voûte du protonotaire.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI.

Des pièces de rechange ont été posées à l'appareil de chauffage.

Un casier double a été placé dans la voûte supérieure du bureau du protonotaire.

La sous-voûte a été lambrissée en "terra-cotta" et blanchie.

Des meubles, casiers, etc., y ont été placés.

Des changements en conséquence ont été apportés à l'appareil de chauffage et à l'éclairage.

Un ventilateur a été placé dans la cheminée pour assainir la voûte.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG.

Une entrée privée a été pratiquée dans l'aile qui constitue le logement du géolier.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-HYACINTHE

Le système d'éclairage électrique a été restauré et un certificat des "Underwriters" a été fourni au département.

Cette installation a nécessité quelques travaux en plâtre, peinture, menuiserie, etc.

Les couvertures du palais de justice et de la prison ont été peinturées après avoir été réparées.

La clôture en fer et en bois entourant le terrain a été peinturée par les prisonniers.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN D'IBERVILLE

Il a été fait une sortie pour les cendres au sous-sol avec ouverture dans le mur, boîte, châssis, etc., base et plancher en ciment, couverture, cadre, porte, etc., le tout peinturé à trois couches. Un petit drain a été posé.

Une chambre de toilette destinée au public a été placée dans le palais de justice.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE

Les murs en crépi de l'escalier principal ont été réparés et peinturés de même que les marches, contre-marches, etc.

Les prélaris au deuxième étage ont été vernis.

Les chambres en arrière de la Cour ont été nettoyées et pourvues de bancs pour les témoins.

La tapisserie du plafond de la chambre du juge a été renouvelée.

Quelques meubles ont été rembourrés.

Des couchettes en fer ont été fournies pour la prison. Ces couchettes sont faites par les prisonniers de la prison de Bordeaux.



## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONTMAGNY.

La lumière électrique a été installée dans l'annexe et modifiée dans quelques autres bureaux.

Les voûtes nouvelles ont été pourvues de tablettes, casiers, armoires, tables, etc.

Les murs extérieurs de l'ancienne partie, en arrière du palais de justice, ont été réparés.

La toiture de la prison a été peinte.

Le mur du côté nord, qui menaçait de s'écrouler, a été réparé.

Le mur d'enceinte de la prison a été restauré ; les joints ont été tirés, etc.

La porte de la Cour a été peinte à trois couches.

Des tiroirs, casiers, tablettes, etc., ont été placés dans la voûte du shérif.

Un comptoir a été fourni et posé au bureau du protonotaire. Quelques chaises et stores ont été placés dans ce même bureau.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE VALLEYFIELD.

Un régulateur a été placé dans le bureau du juge.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE.

La fournaise a été réparée.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA.

Une partie de la couverture (environ la moitié) du palais de justice a été refaite à neuf ; le reste a été peinturé à deux couches après avoir été bien brossé.

Une partie du mur d'enceinte a été démolie et refaite à neuf. Les joints des deux côtés de ce mur ont été tirés. Les joints du côté sud de la prison ont aussi été tirés, de même que ceux de la façade principale du palais de justice, etc.

Le face et le côté sud de ce même édifice ont été réparés en brique et cimentés ensuite. Le tout a été peinturé à trois couches de peinture à l'huile.

L'ameublement de la chambre du juge a été complété.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON, MALBAIE.

Une clôture en tuyaux de fer de 1¼" avec poteaux de 5" x 5" en bois a été placée sur le front du terrain longeant le chemin du Roi. Une barrière a aussi été posée afin de protéger le terrain.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCÉ.

Il n'y a eu rien de fait cette année à cet édifice.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONT-LAURIER.

Un plancher en bois a été fait au hangar à charbon.

Il y a eu aussi du blanchissage de fait dans différentes parties du bâtiment.

La clôture en bois de pin le long du chemin a été remplacée par une en cèdre et mailles en broche.

La couverture en bois et tôle a été modifiée sur le devant de l'édifice, et les dalles et dalots ont été réparés.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL.

Un certain nombre de couchettes en fer a été placé dans les cellules.

Des divisions ont été faites dans les bureaux du magistrat et du percepteur du revenu.

Les chambres du juge, du protonotaire et une partie des passages ont été peints.

Deux bains ont été posés, un dans la prison des femmes et l'autre dans celle des hommes.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NICOLET.

Aucune réparation n'a été faite à ce palais de justice.

## ECOLE DES ARTS DE QUÉBEC.

Un perron avec marches et contre-marches en bois et balustrade en fer a été fait et posé. Le tout a été peinturé à trois couches de peinture à l'huile.

Les murs entourant le terrain, sur la rue St-Joachim et la ruelle Stewart, ont été recouverts en bois et peints à deux couches.

La couverture de l'aile en arrière a reçu une réparation temporaire, et une couverture neuve a été posée sur le corps principal de la bâtisse.

## ECOLE NORMALE MCGILL.

Il n'y a rien eu de fait à cette école.

## ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER (Montréal).

Les enduits ont été réparés.

La couverture de l'aile neuve a été peinte à deux couches, et les dalles et dalots réparés.

Quelques vitres ont été renouvelées et les poteaux et braquettes en fonte de l'escalier de l'entrée principale réparés.

Tous les châssis ont été peints et mastiqués.

## PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.

Quatre nouvelles fournaises ont été placées dans l'annexe.

Une nouvelle distribution des pièces a été faite afin de fournir des bureaux aux juges de la Cour d'Appel, au greffier de la loi des faillites, etc. Pour ces fins, des divisions ont été exécutées et le tout peint, etc.

Un ascenseur a été placé dans cette partie du palais de justice.

Quelques rayons de bibliothèque ont été achetés pour les juges.

## PROPRIÉTÉS RUE NOTRE-DAME, ST-GABRIEL ET ST-JACQUES

Des travaux en peinture ont été faits à différentes pièces de cet édifice ; on a réparé la façade de même que les châssis, etc.

Le département de la police a été restauré et peint, et les planchers et les boiseries ont été polis et vernis.

Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, les bureaux d'information, des maladies vénériennes et les bureaux de la commission des services publics ont été restaurés, peints, les planchers vernis et polis.

Quelques meubles ont été fournis à ces différents bureaux.

Quelques changements ont été faits à la propriété connue sous le nom de Maison Pérodeau. Une porte a été pratiquée avec couvrement en pierre, joues en briques, etc. Les enduits ont été réparés et la corniche en pierre au sommet de l'édifice, qui menaçait de s'écrouler, a été mise en place.

Une des fournaises a été renouvelée.

## PRISON DE BORDEAUX

Comme les années passées, il y a eu des travaux d'entretien de faits à la couverture, etc. Ces travaux ont été exécutés par les prisonniers sous la direction des officiers de cette prison.

## PRISON DES FEMMES (Rue Fullum, MONTRÉAL)

Quelques meubles, chaises, tables, etc., ainsi que quelques verges de prélat, ont été fournis pour le quartier des femmes protestantes.

Humblement soumis,

(Signé) GEO ST-MICHEL,

*Architecte et directeur des travaux publics.*

---

## II

## RECETTES ET DÉPENSES

## RAPPORT DU COMPTABLE

ÉTAT des recettes et des dépenses du Département des Travaux publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1920 jusqu'au 30 juin 1921.

RECETTES	
La Cie du Château Frontenac :	
Portion du terrain occupé par le Château Frontenac, 2 janvier 1920 au 2 janvier 1921.....	\$ 760.60
Quebec Lawn Tennis Club :	
Loyer du terrain contigu au mur de la Porte St-Louis, 1er juillet 1919 au 30 juin 1920.....	1.00
Ville de Montréal :	
Loyer du terrain entre le Palais de Justice et l'Hôtel-de-Ville, vis-à-vis la colonne Nelson, 1er juin 1919 au 31 mai 1920.....	1.00
Ingénieurs stationnaires :	
4 Geo. V, ch. 42. Honoraires d'examens. ....	7,292.00
Bureau du Commissaire des Ecoles Protestantes, Montréal, 1 an de loyer au 30 juin 1921.....	1,000.00
Inspection des hôtels :	
Honoraires. ....	610.09
	<hr/>
	\$ 9,664.69

Département des Travaux publics et du Travail.

Québec, 30 juin 1921.

ARTHUR GAGNON,

*Comptable.*

**ÉTAT des recettes et des dépenses du Département des Travaux Publics  
et du Travail, depuis le 1er juillet 1920 jusqu'au 30 juin 1921.**

**DÉPENSES**

<b>ENTRETIEN DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL :—</b>		
Entretien des édifices publics et des départements.....	\$ 275,858.70	
Spencer Wood.....	43,247.11	
Arts et métiers.....	1,272.52	
Ecole Normale Laval, Chemin Ste-Foy.....	4,165.96	
Propriété, rue Ste-Julie.....	805.14	
Ecole Normale Jacques-Cartier.....	1,615.12	
Bureau de Poste, Edif. Lég. et Dépt.....	3,969.19	
La Morgue, Montréal.....	1,253.05	
Ancienne prison, Montréal.....	516.77	
Réception Presse Impériale.....	1,851.79	
Inspection et exploration.....	416.90	
Sanatorium, Lac Edouard.....	1,680.82	
Bibliothèque, Annexe.....	22,000.00	358,653.07
Assurances des édifices publics en général.....	3,000.00	
Taxes d'eau sur édifices publics en général.....	11,579.58	
Inspections et explorations.....	7,000.00	
Réparation et entretien des Ecoles Normales.....	5,000.00	
Ponts en fer.....	265,000.00	
Embel. des terrains et des bâtisses du Parlement.....	5,000.00	
Entretien, Bureaux du gouvernement, Montréal.....	25,000.00	
Loi préventive des incendies.....	25,000.00	
Inspection des Hôtels, etc.....	9,000.00	
Ingénieurs stationnaires.....	7,500.00	
Abolition ponts et barrières de péage (2 G. V., ch. 2).....	44,905.23	
Abolition ponts et barrières de péage (5 G. V., ch. 10).....	5,736.00	
Pont Interprovincial entre Ottawa et Hull.....	38,333.33	\$ 452,054.14
A reporter.....		\$ 810,707.21

**ÉTAT des recettes et des dépenses du Département des Travaux Publics  
et du Travail, depuis le 1er juillet 1920 jusqu'au 30 juin 1921.**

**DÉPENSES—*Suite***

	Reporté.....	\$810,707 21
Palais de Justice et Prison, Arthabaska.....	32.50	
“ “ “ Beauce.....	187.00	
“ “ “ Beauharnois.....	718.60	
“ “ “ Bedford.....	183.00	
“ “ “ Chicoutimi.....	246.57	
“ “ “ Bonaventure.....	182.30	
“ “ “ Iberville.....	1,199.38	
“ “ “ Joliette.....	439.66	
“ “ “ Kamouraska.....	1,156.95	
“ “ “ Montcalm.....	1,363.03	
“ “ “ Montmagny.....	3,111.42	
“ “ “ Hull.....	595.00	
“ “ “ Pontiac.....	271.45	
“ “ “ Richelieu.....	4,113.67	
“ “ “ Rimouski.....	42.45	
“ “ “ Roberval.....	143.21	
“ “ “ Saguenay.....	380.97	
“ “ “ St-Hyacinthe.....	1,896.42	
“ “ “ Iles de la Madeleine.....	2,358.22	
“ “ “ Montréal.....	1,3763.97	
Prison de Montréal.....	158.10	
Palais de Justice, Québec.....	23,179.68	
Prison de Québec.....	4,289.85	
Palais de Justice, Sherbrooke.....	1,815.00	
Palais de Justice, Trois-Rivières.....	3,102.00	
Prison de Trois-Rivières.....	69.60	
		65,000.00
Construction d'une voûte et réparations générales.....		
Palais de Justice, Amherst, Iles de la Madeleine.....	10,000.00	
Sanatorium, Lac Edouard.....	60,000.00	
Loi des établissements industriels.....	36,000.00	
Greffiers des Conseils de Conciliation et Arbitrage.....	600.00	
Bureaux de Placement.....	25,000.00	
		131,600.00
		<b>\$1,007,307.21</b>

Département des Travaux Publics et du Travail.  
Québec, 30 juin 1921.

ARTHUR GAGNON,  
*Comptable.*

## III

## ASSURANCES DU GOUVERNEMENT

## DIVISION DE QUÉBEC

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothé- que et ameu- blement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
	\$	\$	\$	\$	
Hôtel du gouvernement (palais législatif et départements publics) Québec.	375,000.00	125,000.00	.....	500,000.00	1 août 1924
Ecole normale Laval (Ursulines).....	.....	3,000.00	.....	3,000.00	1 mai '22
Ecole normale Laval, chemin Ste-Foy.....	75,000.00	20,000.00	.....	95,000.00	1 mai '22
Spencer Wood,.....	80,000.00	17,000.00	20,000.00	117,000.00	1 mai '22
Ecole des Arts et Métiers.....	8,000.00	1,000.00	.....	9,000.00	1 mai '22
Nouvelle Bibliothèque.....	.....	51,000.00	.....	51,000.00	1 août '24
Ascenseurs.....	.....	.....	.....	10,000.00	16 juillet '22
Propriétés rue Ste-Julie.....	34,000.00	.....	.....	34,000.00	Sept. déc. '23
Serres (Hôtel du Gouvernement).....	4,000.00	.....	.....	4,000.00	1 mai '22
Serres (Spencer-Wood).....	10,000.00	.....	.....	10,000.00	1 mai '22
Chaudières à vap. (Hôtel du Gouvernement).....	25,000.00	.....	.....	25,000.00	7 nov. '21
Palais de Justice et Prisons. Prison de Québec.	25,000.00	.....	.....	25,000.00	1 mai '22
Maison ci-devant occupée par M. B. Larue, tourne-cléf.....	800.00	6,000.00	1,500.00	32,500.00	1 mai '22
" " " M. Delage, jardinier.....	800.00	.....	.....	1,600.00	" " "
Palais de Justice, Québec.....	19,500.00	.....	.....	20,500.00	" " "
" " et Prison Iles-de-la-Madeleine.....	5,000.00	1,000.00	.....	5,500.00	" " "
" " " Percé, Gaspé.....	10,000.00	600.00	.....	10,600.00	" " "
" " " New-Carlisle.....	10,000.00	700.00	.....	10,700.00	" " "
" " " Beauce.....	17,000.00	700.00	400.00	18,100.00	" " "
A reporter.....\$10,000.00	699,100.00	226,500.00	21,900.00	\$957,500.00	



III

ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite)

DIVISION DE QUÉBEC

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèque et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
	\$	\$	\$	\$	
Palais de Justice et Prison, Chicoutimi.....	Report.....	226,500.00	21,900.00	957,500.00	'22
" " " " " " " " " " " "	17,000.00	800.00	400.00	18,200.00	1 mai
" " " " " " " " " " " "	30,000.00	5,000.00	.....	35,000.00	"
" " " " " " " " " " " "	16,000.00	500.00	400.00	16,900.00	"
" " " " " " " " " " " "	18,000.00	800.00	400.00	19,200.00	"
" " " " " " " " " " " "	25,000.00	1,000.00	400.00	26,400.00	"
" " " " " " " " " " " "	20,000.00	1,500.00	400.00	21,900.00	"
	\$10,000.00	825,100.00	236,100.00	1,065,100.00	

## ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite)

## DIVISION DE MONTRÉAL

## NOMS DES ÉDIFICES

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothé- que et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
	\$	\$	\$	\$	
ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL					
Ecole normale McGill.....	45,000.00	3,000.00	.....	48,000.00	1 mai 1922
63 rue St-Gabriel.....	8,000.00	1,000.00	.....	9,000.00	"
Ecole normale Jacques-Cartier.....	85,000.00	20,000.00	500.00	105,500.00	"
Ecole d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.....	40,000.00	13,000.00	10,000.00	63,000.00	"
" " (Maison du fermier).....	2,000.00	.....	.....	2,000.00	"
Propriété Pérodeau.....	17,000.00	.....	.....	17,000.00	"
Propriétés du Gouvernement, rues St-Gabriel et St-Jacques.....	17,000.00	.....	.....	17,000.00	déc. 21 mai 22
" " Notre-Dame.....	250,000.00	.....	.....	250,000.00	27 juin 1922
Propriété Berthelot.....	10,000.00	.....	.....	10,000.00	6 déc. '22
Bureau de Placement.....	.....	1,000.00	.....	1,000.00	21 avril '22
Palais de Justice et Prisons.....	.....	.....	.....	.....	.....
de Bordeaux, Maison du Gouverneur.....	5,200.00	.....	.....	5,200.00	sept. '22
Palais de Justice de Montréal.....	150,000.00	.....	.....	150,000.00	10 déc. '21
" " ".....	250,000.00	50,000.00	.....	300,000.00	1 mai 1922
" " annexe.....	80,000.00	15,000.00	.....	95,000.00	"
Palais de Justice et Prison, Beauharnois.....	14,700.00	.....	300.00	15,000.00	"
" " Valleyfield.....	30,000.00	2,000.00	.....	32,000.00	"
" " St-Jean.....	20,000.00	1,500.00	400.00	21,900.00	"
" " St-Hyacinthe.....	25,000.00	800.00	400.00	26,200.00	"
" " Ste-Scholastique.....	20,000.00	1,500.00	400.00	21,900.00	"
" " Sweetsburg.....	25,000.00	800.00	400.00	26,200.00	"
" " Bryson.....	20,000.00	1,200.00	.....	21,200.00	"
" " Hull.....	35,000.00	5,000.00	.....	40,000.00	"
" " Mont-Laurier.....	35,000.00	5,000.00	.....	40,000.00	"
	\$1,183,900.00	\$ 120,800.00	\$ 12,400.00	\$1,317,100.00	

## ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite et fin)

## DIVISION DES TROIS-RIVIÈRES, SHERBROOKE, ETC.

NOMS DES ÉDIFICES	Sur édifices	Sur bibliothèques et ameublement	Sur hangars, remises et écuries	Totaux	Dates de l'expiration des polices
	\$	\$	\$	\$	
Palais de Justice et Prisons :					
Palais de Justice des Trois-Rivières.....	80,000.00	10,000.00	.....	90,000.00	mai 1 1922
Prison des Trois-Rivières.....	9,000.00	500.00	500.00	10,000.00	"
Palais de Justice de Sherbrooke.....	70,000.00	10,000.00	.....	80,000.00	"
Prison de Sherbrooke.....	10,000.00	500.00	500.00	11,000.00	"
Palais de Justice et Prison, Sorel.....	25,000.00	800.00	400.00	26,200.00	"
" " " Arthabaska.....	25,000.00	1,000.00	400.00	26,400.00	"
" " " Joliette.....	25,000.00	2,600.00	400.00	28,000.00	"
" " " Nicolet.....	15,000.00	2,500.00	.....	17,500.00	"
	259,000.00	27,900.00	2,200.00	289,100.00	

## RECAPITULATION

	Primes
Assurances de la division de Québec.....	\$ 13,036.50
Assurances de la division de Montréal.....	16,414.41
Assurances de la division de Trois-Rivières, Sherbrooke, etc.....	3,678.80
Montant total des primes payées pour les assurances portées au tableau ci-dessus.....	\$ 33,129.71

Département des Travaux publics et du Travail,  
Québec, 30 juin 1921.

ARTHUR GAGNON,  
*Comptable.*

## IV

## CHEMINS DE FER

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES CHEMINS DE  
FER

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

BUREAU DES CHEMINS DE FER

Québec, 30 juin 1921.

L'HONORABLE ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon troisième rapport en ma qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la province de Québec, pour l'année écoulée depuis le 30 juin 1920 à venir au 30 juin 1921.

Vous trouverez ci-après annexé :

1° Le tableau "A", montrant les balances restées disponibles dans le Département des Travaux publics et du Travail sur les sommes reçues du Trésor ;

2° Le tableau "B", montrant (a) les subventions en argent accordées à certaines compagnies ; (b) les sommes payées au 30 juin 1921 ; (ces montants à payer à cette date ; (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc.

3° Le tableau "C" (a), montrant les subventions en terres accordées à certaines compagnies ; (b) les sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 ; (c) les montants restant à payer à cette dernière date ; (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc., etc.

4° Le tableau "D", montrant les subventions en terres non convertibles en argent gagnées par différentes compagnies de chemin de fer à venir au 30 juin 1921, sur les subventions accordées par les Actes 4 Ed. VII, chap. 2, section 1 ; 6 Ed. VII, chap. 4, sec. 1 ; 8 Ed. VII, chap. 5, sec. 1 ; 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1 ; 8 Geo. V, chap. 3, sec. 1 ; 9 Geo. V, chap. 2, sec. 1.

5° Le tableau "E", montrant (a) les subventions en terres non convertibles en argent accordées à certaines compagnies ; (b) les subventions gagnées jusqu'au 30 juin 1921 ; (c) les subventions restant à gagner à cette dernière date : (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc.

6° Les tableaux "F" et "G", énumérant le nombre de milles de chemin de fer qui ont été construits et mis en exploitation ou qui sont prêts à l'être en cette Province depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 décembre 1920.

Humblement soumis,

IVAN-E. VALLEE,

*Ingénieur et Directeur des chemins de fer.*

#### TABLEAU "A"

Etat indiquant les balances restant disponibles dans le Département des Travaux publics et du Travail, sur les sommes reçues du Département du Trésor, pour payer les subventions en terres non convertibles en argent, deuxième 35 centins réduits à 17 $\frac{1}{2}$  centins, suivant les dispositions de l'Acte 60 Victoria, chap. 4, sec. 12 et les subventions en argent aux compagnies de chemins de fer suivantes :

Grand Nord :

(Section de Lachute à St-André) .....	\$ 971.41
Baie des Chaleurs .....	1,029.05
Québec, Montmorency & Charlevoix.....	36.25

Total.....\$ 2036.71.

IVAN-E. VALLÉE,

*Ingénieur et Directeur des chemins de fer.*

Département des Travaux publics et du Travail.

Québec, 30 juin 1921.



---

---

**TABLEAU “B”**

---

---

TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Arthabaska et Wolfe.....	54 Vict., ch. 88, par. hh.....	3,200.00	60
Baie des Chaleurs (ancienne compagnie) ...	37 Vict., ch. 2, sec. 1 et 38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000.00	180
Baie des Chaleurs, pour pont sur la rivière Grande Cascapédiac.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. i.....		
Jonction de Beauharnois.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3.....	5,000.00	20
Jonction de Beauharnois, pont sur la rivière Châteauguay.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3.....		
Canada Atlantique, (ponts de Côteau Landing à la frontière).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. b.....		
Cap-Rouge et St-Laurent.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. y et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200.00	9
Comté de Drummond.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 par. d...	4,000.00	39
Comté de Drummond, construction de ponts.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. f.....		
Grand Oriental, Yamaska à Doucet's Landing.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 5 et 57.. Vict., ch. 5, céd. A.....	4000,00	31
Grand Oriental, pont sur la rivière Nicolet.	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 par. a...		
Grand-Nord, entre Caxton et Joliette partie des subventions déclinées par le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix et Pontiac et Pacifique.....	58 Vict. ch. 2, sec. 1 et 4; 60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
A Reporter.....			339



## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et-3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
192,000.00	.....	.....	192,000.00		
720,000.00	.....	12,840.95	707,159.05		
50,000.00	.....	50,000.00			
100,000.00	19.13	95,610.00	4,390.00		
50,000.00	.....	50,000.00			
200,000.00	.....	200,000.00			
28,800.00	.....	.....	28,800.00		
156,000.00	38.98	155,945.00	55.00		
50,000.00	.....	50,000.00			
124,000.00	12.36	62,742.00	61,258.00		
32,000.00	.....	32,000.00			
50,000.00	48.00	50,000.00			
1,752,800.00	118.47	759,137.95	993,662.05		

TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....	.....	.....	339
Grand-Nord, pont sur la rivière Shawinigan	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....	.....	.....
Grand-Nord, pont sur la rivière Assomption.....	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....	.....	.....
Grand-Nord, (section des basses Laurentides).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par K, et 56 Vict., ch. 3, sec. 2 et 3.....	5,000.00	23
Grand-Nord, pont sur le St-Maurice à Grand'Mère.....	56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 58 Vict., ch. 2, sec. 4, ss. 3.....	.....	.....
Hereford, de Cookshire à Lime Ridge.....	54 Vict. ch. 88, sec. 1, par. 1.....	3,000.00	18
International.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000.00	80
International, (partie de la subvention fournie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	941.45	
Lachine et Hochelaga.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. m et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200.00	15
Colonisation du lac Témiscamingue.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 11, 53 Vict., ch. 101, sec. 4, 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. t, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	5,000.00	50
A reporter.....	.....	.....	525

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et—3. des montants restant à payer à cette dernière date.

## EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts	\$ cts.	
1,752,800.00	118.47	759,137.95	993,662.05		
25,000.00	.....	25,000.00			
25,000.00	.....	25,000.00			
115,000.00	20	115,000.00			
50,000.00	.....	50,000.00			
54,000.00	18	54,000.00			
320,000.00	80	395,315.80			
75,315.80					
48,000.00	.....	.....	48,000.00		
250,000.00	45.88	232,266.82	17,733.18		
2,715,115.80	282.35	1,655,720.57	1,059,395.23		

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

## SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports .....			525
Vallée du Missisquoi.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4 et 45 Vict., ch. 23, sec. 1, par. g....	2,500.00	56
Massawippi, de Magog à Coaticook.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. m et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200.00	25
Montreal Bridge Company, pour explo- rations.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1 par. i. i., et 57 Vict., ch. 5, céd. A .....		
Jonction de Montréal et lac Champlain...	51-52 Vict., ch. 91, sec. 2.....		
Montréal et lac Maskinongé.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 7 et 51- 52 Vict., ch. 91, sec. 3, par. b.,	5,000.00	13
Montréal et Laurentides.....	37-38 Vict., ch. 2 et 40 Vict., ch. 3 .	4,000.00	16
Montréal et Laurentides, (aux municipa- lités de St-Lin et Ste-Anne-des-Plaines..	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. o. o.....		
Montréal et Ottawa, pont sur la rivière " La Graisse ".....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. w et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....		
Montréal, Portland et Boston.....	37 Vict., ch. 2, sec. 1, 39 Vict., ch. 3, 40 Vict., ch. 3, sec. 3 et 46 Vict., ch. 85.....	4,000.00	58
Montréal et Sorel.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. b.....	2,500.00	45
A reporter.....			737

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et 3, des montants restant à payer à cette dernière date.

## EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
2,715,115.80	282.35	1,655,720.57	1,059,395.23		
140,000.00	10.10	43,842.50	96,157.50		
80,000.00	.....	.....	80,000.00		
10,000.00	.....	2,449.96	7,550.04		
150,000.00	.....	150,000.00			
65,000.00	13	65,000.00			
60,000.00	15	60,000.00			
30,000.00	.....	30,000.00			
37,500.00	.....	24,710.00	12,790.00		
232,000.00	57.76	231,122.00	878.00		
112,500.00	45	112,500.00			
3,632,115.80	423.21	2,375,345.03	1,256,770.77		

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports .....			737
Montréal et Sorel.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. B. B. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....		
Montréal et Sorel, pont sur la rivière Richelieu.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. a. a. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....		
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 4, 51-52 Vict., ch. 91, sec. 5 et 54 Vict., ch. 88, sec. 3.....	5,000.00	70
Montagne d'Orford.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 4 ; 52 Vict., ch. 86, sec. 3 ; 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. C. C., 2 Ed. VII, ch. 2, sec. 2 ; 62 Vict., ch. 4, sec. 4 ; 4 Ed. VII, ch. 2, sec. 9 ; 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u. ....	4,000.00	38.50
Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 7, et 54 Vict., ch. 88, sec. 2.....	5,161.00	62
Vallée d'Ottawa, (partie des subventions déclinées par le Q. M. et C., et jonction de Pontiac au Pacifique).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1 ; 63 Vict., ch. 2, sec. 4 et 2 Ed. VII, ch. 2, sec. 1.....		
Jonction des carrières de Philipsburg, (subvention caduque du St-Laurent et Lac Champlain).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. j. j.	4,000.00	6.75
A reporter.....			914.25

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et—3. des montants restant à payer à cette dernière date.

## EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
3,632,115.80	423.21	2,375,345.03	1,256,770.77		
150,000.00	.....	114,145.00	35,855.00		
50,000.00	.....	.....	50,000.00		
350,000.00	70	350,000.00			
153,907.50	36,383	150,340.31	.....	3,567.19	
319,982.00	62.00	319,982.00			
115,320.00	1.00	115,320.00			
25,720.00	6.87	25,720.00			
4,797,045.30	599,463	3,450,852.34	1,342,625.77	3,567.19	

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

## SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			914.25
Quebec Frontière, (exploration).....	37-39 Vict., ch. 2.....		
Québec et Lac St-Jean.....	37-38 Vict. ch. 2. sec. 1 et 45 Vict., ch. 23, sec. 1.....	5,000.00	170
Québec et Lac St-Jean.....	O. C. No 293 du 22 avril 1897.....		
Québec et Lac St-Jean, (Pointe aux Trembles à Metabetchouan).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. a. et 55-56 Vict., ch. 66.....	5,000.00	14
Québec et Lac St-Jean, (Jeune Lorette à Québec).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. c.....	5,000.00	12
Québec et Lac St-Jean, (Métabetchouan à la Baie des Ha ! Ha !.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. p. et 55-56 Vict., ch. 66.....	5,000.00	66
Québec et Lac St-Jean.....	55-56 Vict., ch. 66.....		
Québec et Lac St-Jean.....	57 Vict., ch. 5, sec. 5.....		
Québec et Lac St-Jean, (construction de ponts sur les rivières Métabetchouan, Kouspiganiche et Belle-Rivière).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. q.....		
Québec, Montmorency et Charlevoix, (Québec à Cap Tourmente).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6.....	4,000.00	30
Québec, Montmorency et Charlevoix, (partie de subvention déclinée entre le Cap Tourmente et Murray Bay).....	53 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
A reporter.....			1,206.25



B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et —3. des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
4,797,045.30	599,463	3,450,852.34	1,342,625.77	3,567.19	
6,027.00		6,027.00			
850,000.00	170	850,000.00			
148,171.20		148,171.20			
70,000.00	7.71	38,550.00	31,450.00		
60,000.00	12	60,000.00			
330,000.00					
31,450.00	46,347	456,408.43	5,041.57		
100,000.00					
150,000.00		150,000.00			
120,000.00					
	30	220,000.00			
100,000.00					
6,762,693.50	865.52	5,380,008.97	1,379,117.31	3,567.19	

TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
Reports.....		\$ cts.	1,206.25
Jonction Pontiac au Pacifique.....	44-45 Vict., ch. 2 ; 51-52 Vict., ch. 91 ; 57 Vict., ch. 5 et 58 Vict., ch. 2.....	6,000.00	95
Jonction de Pontiac, au Pacifique (pour construction de pont).....	38 Vict., ch. 2, sec. 7.....		
Jonction de Pontiac au Pacifique (partie de subvention déclinée sur les derniers 24 milles).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1 et 63 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Québec et Boston Air Line.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. x et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3 000.00	100
Québec Central.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000.00	100
Québec Central, (partie de subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	739.22	
Québec Central (Lévis et Kennebec).....	37-38 Vict., ch. 3, sec. 1 ; 40 Vict., ch. 3, sec. 1 et 4 ; 41 Vict., ch. 2, sec. 1 et 54 Vict., ch. 88, sec. 4.....	4,000.00	90
Québec Central, (partie de la subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 8, sec. 4.....	710.53	
Québec Central, (Jonction de Tring au Lac Mégantic).....	52 Vict., ch. 86, sec. 1 et 53 Vict., ch. 101, sec. 1.....	2,250.00	52
Québec Central, (partie de la subvention caduque du Lévis et Kennebec).....	54 Vict., ch. 88, sec. 4.....		
A reporter.....			1,643.25

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et—3. des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
6,762,693.50	865.52	5,380,008.97	1,379,117.34	3,567.19	
570,000.00	71	426,000.00	144,000.00		
30,000.00	....		30,000.00		
110,000.00	8.50	110,000.00			
300,000.00	.....	7,500.00	292,500.00		
400,000.00	99,964	473,750.79	143.96		
73 894.75					
360,000.00	60.86	321,660.00	102,287.35		
63,947.35					
117,000.00	40	219,287.35			
102,287.35					
8,889,822.95	1,145,844	6,938,207.11	1,948,048.65	3,567.19	

TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			1,643.25
Québec, Montmorency et Charlevoix, (Cap-Tourmente à Murray Bay).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. K. K. 57 Vict., ch. 5, céd. A, et 58 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000.00	60
Québec, Montmorency et Charlevoix, (pour la construction d'un pont sur la rivière St-Charles, et d'une gare, etc.).....	45 Vict., ch. 88, sec. 1, par. s.....		
Sud-Est (primitif).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1.....	1,000.00	43
Sud-Est, (de Sorel à la jonction de Sutton).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1 et 39 Vict., ch. 3, sec. 5.....	3,932.30	96
Sud-Est, (partie de subvention devenue caduque du chemin de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	592.10	
Sud-Est, (primitif), Embranch. de l'Avenir (abandonnée).....	32 Vict., ch. 52.....	1,710.00	11.50
De la rive sud, (partie de subvention déclinée par les compagnies de Q. M. et C et P. et P.....	58 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Embranchement St-Jérôme du chemin de colonisation de Montréal, au-delà de St-Jérôme.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000.00	18.00
St-Laurent et Adirondack.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. A, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200.00	22.00
A reporter.....			1,893.75

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et—3. des montants restant à payer à cette dernière date.

## EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payé jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques,
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
8,889,822.95	1,145.844	6,938,207.11	1,948,048.65	3,567.19	
240,000.00			240,000.00		
30,000.00		30,000.00			
43,000.00	43	43,000.00			
377,500.00					
56,842.10	96	434,342.10			
19,665.00		19,665.00			
50,000.00		50,000.00			
72,000.00		3,150.00	68,850.00		
70,400.00	20.38	65,216.00	5,184.00		
9,849,230.05	1,305.224	7,583,580.21	2,262,082.65	3,567.19	

## TABLEAU

ETAT :—1 des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

## SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			1,893.75
St-Laurent et Lac Champlain.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 et 49-50 Vict., ch. 77, sec. 5.....	4,000 00	69
Waterloo et Magog.....	37-38 Vict., ch. 12, sec. 1 et 40 Vict., ch. 3.....	4,000.00	43
Compagnie du Pont de Québec.....	63 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
Chemin de fer depuis Labelle au Lac Nomingue.....	63 Vict., ch. 2, sec. 3 ; 2 Ed. VII, ch. 2, sec. 3.....		
Chemin de fer de la rive sud.....	63 Vict., ch. 2, sec. 2.....		
Chemin de fer de la colonisation de Montfort.....	60 Vict., ch. 4, sec. 3.....		
Chemin de fer de colonisation de Montfort (pour exploration).....			
Chemin de fer Grand-Nord.....	4 Ed. VII, ch. 2, par. 3.....		
A reporter.....			2,005.75

## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et —3. des montants restant à payer à cette dernière date.

## EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
9,849,230.05	1,305.224	7,583,580.21	2,262,082.65	3,567.19	
276,000.00	62.57	250,280.00	25,720.00		
172,000.00	43.00	172,000.00			
250,000.00	.....	250,000.00			
96,000.00	20.90	96,000.00	.....		ont été pris sur les sommes votées pour la colonisation.
89,000.00	.....	87,964.49	.....	1,035.51	à être pris sur les sommes votées pour l'agriculture.
60,000.00	12.00	60,000.00	.....		ont été pris la moitié sur les sommes votées pour la colonisation et l'autre moitié sur les sommes votées pour l'agriculture.
5,000.00	.....	5,000.00			
6,000.00	.....	6,000.00			
10,803,230.05	1,443.604	8,510,824.70	2,287,802.65	4,602.70	

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés ; 2. des

SUBVENTIONS			
NOMS DES CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés
Reports. ....	.....	\$ cts	2,005.75
Grand Lake Railway and Transportation Company.....	8 Geo.V, ch. 3, sec. 1, par. b. ....	5,000.00	10
Canadien du Pacifique.....	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. f...	1,600.00	66
Subsides transportés à Interprovincial and James Bay.....	11 Geo. V, ch. 2.		
do do	do	6,400.00	
Totaux.....	.....		2,081.75

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,

BUREAU DES CHEMINS DE FER

Québec, 30 juin, 1921



## B

sommes payées jusqu'au 30 juin 1921 et-3, des montants restant à payer à cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la Subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants payés jusqu'au 30 juin 1920.	Subventions devenues caduques transportées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Remarques.
\$ cts 10,803,230.05	1,443.604	\$ cts 8,510,824.70	\$ cts 2,287,802.65	\$ cts 4,602.70	
50,000.00	.....	.....	.....	50,000.00	Subvention payable par le ministre des terres et forêts, en déduisant chaque année, pendant une période ne devant pas excéder 10 ans, 50% des droits de coupe dus au gouvernement sur le bois fait par la dite Compagnie, dans la région traversée par son chemin de fer.
105,600.00				105,600.00	
422,400.00				422,400.00	
11,381,230.05	1,443.604	8,510,824.70	2,287,802.65	582,602.70	

IVAN E. VALLÉE,

*Ingénieur et Directeur des chemins de fer.*



---

---

**TABLEAU “C”**

---

---



TABLEAU C

ETAT—1° des subventions accordées à certaines compagnies de chemin de fer ; 2° des sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1921 ; 3° des montants à payer à cette date ; 4° des subventions qui sont devenues caduques, etc.

SUBVENTIONS EN TERRE

NOMS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS	Nombres de milles donnant droit à une subvention.	Nombre d'acres par mille.	Subventions totales en acres de terre.	Date de la convention en argent à 70 cts l'acre.	Montants des 1er 35cts par acre.	Montant des 2èmes 35cts par acre réduits à 17½cts par l'acte 60 Vict., chap. 4 sec. 12.	Nombre de milles actuellement construits.	Montants payés sur les 1er 35cts jusqu'au 30 juin 1921.	Montants payés sur les 2èmes 35cts réduits à 17½cts jusqu'au 30 juin 1921.	Total des montants payés jusqu'au 30 juin 1921.	Balance à payer quand elles seront dues sur les premiers 35cts.	Balance à payer quand elles seront dues sur les 2èmes 35cts réduits à 17½cts.	Subventions qui sont devenues caduques par laps de temps ou par nombres de milles en moins, etc.	
														1er 35cts	2èmes 35cts réduits à 17½ cts
Baie des Chaleurs.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1, par. b	180.	10,000	1,800,000	14 août '86	630,000.00	315,000.00	100.	630,000.00	49,530.49	679,530.49				265,469.51
do do.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 12 et 3 Edouard VII, chap. 3, sec. 1		10,000	800,000	23 avril '91	280,000.00	140,000.00		280,000.00	35,999.12	315,999.12				104,000.88
Jonction de Beauharnois.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. j		10,000	100,000	19 janv. '89	35,000.00	17,500.00	19.13	33,404.00	10,731.25	50,195.25			1,538.50	768
Comté de Drummond.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 3	20.	5,000	100,000											
“ “.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d	27.	10,000	270,000	16 janv. '91	94,500.00	47,250.00	27.	94,500.00	47,250.00	141,750.00				
Vallée Est du Richelieu.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. e ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	23.	10,000	230,000		80,500.00	40,250.00							80,500.00	40,250.00
Grand Nord.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3	25.	10,000	250,000	8 juillet '92	87,500.00	43,750.00	22.16	77,560.00	38,780.00	116,340.00			9,940.00	4,970.00
Grand Nord (Section des Basses Laurentides).....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3	33.	10,000	330,000	19 juin '88	115,550.00	57,750.00	33.	115,500.00	57,750.00	173,250.00				
Pont sur le Saint-Maurice.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. k ; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3	23.	5,000	115,000	9 fév. '91	40,250.00	20,125.00	20.	40,250.00	20,125.00	60,375.00				
Grand Nord (Saint-André à Lachute).....	56 Vict., chap. 3, sec. 2 ; et 58 Vict., chap. 2, sec. 4, ss. 3			50,000	16 juil. '88	17,500.00	8,750.00		17,500.00	8,750.00	26,250.00				
Hereford.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 2 ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A	7.	10,000	70,000	août 1893	24,500.00	12,250.00	6.74	23,590.00	11,795.00	35,385.00			910.00	455.00
Joliette et St. Jean de Matha.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, secs 9 et 10	35.	4,000	140,000	9 fév. '91	49,000.00	24,500.00	35.	49,000.00	24,500.00	73,500.00				
L'Assomption.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1 ; par. n ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	8.	10,000	80,000	2 août '88	28,000.00	14,000.00		600.00		600.00			27,400.00	14,000.00
Lac St-François et Navigation.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 9	3.50	3,000	10,500	27 juin '91	3,675.00	1,837.50	3.50	3,675.00	1,837.50	5,512.50				
Colonisation du Lac Témiscamingue.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. u ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	20.	10,000	200,000	7 janv. '87	70,000.00	35,000.00		1,443.75		1,443.75			68,556.25	35,000.00
Lotbinière et Mégantic.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	50.	5,000	250,000	8 juillet '92	87,500.00	43,750.00	44.88	78,548.00	39,270.00	117,810.00			8,960.00	4,480.00
Basses Laurentides.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d. d.	25.	10,000	250,000	5 sept. '93	87,500.00	43,750.00	25.	87,350.83	43,750.00	131,100.83	149.17			
Matane.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 5	38.84	12,358¾	480,000	5 fév. '92	168,000.00	84,000.00	38.84	168,000.00	84,000.00	252,000.00				
Colonisation de Montford.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. v ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	30.	10,000	300,000	12 oct. '86	105,000.00	52,500.00							105,000.00	52,500.00
Montréal et Lac Maskinongé.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. g.	21.	10,000	210,000	6 juillet '91	73,500.00	36,750.00	21.	73,500.00	36,395.80	109,895.80		354.20		
Montréal et Ottawa.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 7 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3, par. b	13.	5,000	65,000	16 juillet '88	22,750.00	11,375.00	13.	22,750.00	11,375.00	34,125.00				
Montréal et Occidental.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 9 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 6	30.	10,000	300,000	29 janv. '89	105,000.00	52,500.00	23.50	105,000.00	52,500.00	157,500.00				
Jonction de Napierville.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 4 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 5	70.	5,000	350,000	28 mai '92	122,500.00	61,250.00	70.00	122,500.00	61,250.00	183,750.00				
Ottawa et Vallée de la Gatineau.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. o ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	15.	10,000	150,000		52,500.00	26,250.00							52,500.00	26,250.00
do do do.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, sec. 4	52.	4,000	208,000	10 juillet '93	72,800.00	36,400.00		72,800.00	36,400.00	109,200.00				
Embranchement du Portage du Fort et de Bristol.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; 54 Vict., chap. 88, sec. 2 ; et 2 Ed. VII, chap. 2, sec. 1	75.	6,000	450,000	31 déc. '91	157,500.00	78,750.00	62.	157,500.00	78,750.00	236,250.00				
Pontiac et Renfrew.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. f. f. ; et 57 Vict., chap. 5 ; Ced. A	15.	10,000	150,000	5 sept. '93	52,500.00	26,250.00							52,500.00	26,250.00
Québec Central, Jonction de Tring et Lac Mégantic.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. l. l.	5.	10,000	50,000	8 juillet '92	17,500.00	8,750.00	5.	17,500.00	8,750.00	26,250.00				
Québec et Lac St-Jean.....	52 Vict., chap. 86, sec. 1 ; 53 Vict., chap. 101, sec. 9 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 4	52.	2,250	117,000	3 fév. '91	40,950.00	20,475.00	59.36	40,950.00	20,475.00	61,425.00				
Québec et Lac St-Jean de Pointe-aux-Trembles à Roberval.....	37-38 Vict., chap. 2, sec. 1 ; et 45 Vict., chap. 23, sec. 1	170.	5,000	850,000	5 sept. '93	297,500.00	148,750.00	170.	297,500.00	148,750.00	446,250.00				
do do do à Métabetchouan.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1	14.	10,000	140,000	14 août '86	49,000.00	24,500.00	13.86	48,510.00	24,255.00	72,765.00			490.00	245.00
do do Métabetchouan à Baie des Ha ! Ha !.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 55-56 Vict., chap. 66	14.	5,000	70,000	3 sept. '88	24,500.00	12,250.00	7.71	13,492.50	6,746.25	20,238.75			11,007.50	5,503.75
do do do do.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. p ; et 55-56 Vict., chap. 66	66.	5,000	330,000	3 sept. '88	115,500.00	57,750.00								
do do Embran. entre Rivière à Pierre et La Tuque.....	55-56 Vict., chap. 66			31,450	13 mai '92	11,007.50	5,503.75	46.347	124,742.95	52,746.40	177,489.35			1,764.55	10,507.35
Québec, Montmorency et Charlevoix.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. r ; et 57 Vict., chap. 5, sec. 5, Ced. A	45.	10,000	450,000	8 avril '91	157,500.00	78,750.00							157,500.00	78,750.00
Québec Oriental.....	45 Vict., chap. 23 ; 57 Vict., chap. 5 ; et 58 Vict., chap. 2	90.	4,000	360,000	11 août '87	126,000.00	63,000.00	30.	42,000.00	21,000.00	63,000.00			84,000.00	42,000.00
St-Chrysostôme.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n. n. ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	100.	10,000	1,000,000		350,000.00	175,000.00							350,000.00	175,000.00
St-Jacques-d'Achigan.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. z. ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	30.	10,000	300,000		105,000.00	52,500.00							105,000.00	52,500.00
Trois-Rivières et Nord-Ouest.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 8	7.	4,000	28,000		9,800.00	4,900.00							9,800.00	4,900.00
Témiscouata.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 57 Vict., chap. 5, Ced. A	70.	10,000	700,000	4 août '88	245,000.00	122,500.00		4,950.00		4,950.00			240,050.00	122,500.00
Comtés Unis.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 8	69.	10,000	690,000	13 oct. '86	241,500.00	120,750.00	69.	241,500.00	128,750.00	362,250.00				
					4 août '88										
					10 juin '89										
					24 jan. '91										
	51-52 Vict., chap. 91, sec. 6 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. c	60.	10,000	600,000		210,000.00	105,000.00	59.84	207,565.00	103,782.18	311,347.18	1,875.00	937.82	500.00	280.00
Total.....		1,631.34		13,324,950		4,663,732.50	2,331,866.25	1,025,867	3,293,734.03	1,263,993.99	4,557,728.02	2,024.17	1,292.02	1,367,974.80	1,066,579.74

Département des Travaux publics et du Travail—Bureaux des Chemins de Fer.

Québec, 30 juin 1921.

IVAN-E. VALLÉE,

Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.



---

---

**TABLEAU "D"**

---

---





## TABLEAU "D"

ETAT des subventions en terres non convertibles en argent gagnées par les compagnies de chemin de fer ci-après désignées à venir au 30 juin 1921, sur les subventions accordées par les Actes 4 Ed. VII, chap. 2, sec. 1 ; 6 Ed. VII, chap. 4, sec. 1 ; 8 Ed. VII, chap. 5, sec. 1 ; 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1 ; 8 Geo. V, chap. 3, sec. 1, et 9 Geo. V, chap. 2, sec. 1.

Nom des compagnies de chemins de fer	Montant des subventions gagnées en acres
Atlantique, Québec & Occidental.....	400,000
Colonisation du Nord.....	96,000
Matane & Gaspé, maintenant Canada & Gulf Terminal.....	143,113
"    "    "    "    "    ".....	4,600
Orford Mountain.....	18,000
"    "    "    "    "    ".....	21,320
Québec Central.....	36,000
"    "    "    "    "    ".....	90,000
"    "    "    "    "    ".....	4,020
"    "    "    "    "    ".....	19,163
"    "    "    "    "    ".....	27,640
"    "    "    "    "    ".....	1,537
Québec & Lac St-Jean.....	152,000
"    "    "    "    "    ".....	5,160
"    "    "    "    "    ".....	4,000
Québec, Montréal & Southern.....	105,876
The St. Maurice Valley.....	56,022
Baie des Ha! Ha! (Roberval & Saguenay).....	77,539
"    "    "    "    "    ".....	54,000
The Napierville Junction.....	27,160
The Great Northern R'y of Canada.....	30,400
The Canadian Northern Quebec R'y.....	47,880
"    "    "    "    "    ".....	165,120
"    "    "    "    "    ".....	15,240
"    "    "    "    "    ".....	95,500
The North Shore Power & Navigation Company.....	27,000
The St. Charles & Huron River Railway Company.....	16,000
Total.....	1,740,270 acres

IVAN-E. VALLÉE,

*Ingénieur et Directeur des chemins de fer.*

Département des Travaux publics et du Travail,

Québec, 30 juin 1921.



---

---

**TABLEAU “E”**

---

---

TABLEAU "E"

ETAT—1—Des subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer ;—2.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1921 ;—3.—Des subventions restant à gagner à cette date ;—4.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

Nom des chemins de fer	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1921	Montants restants à gagner au 30 juin 1921	Montants devenus caduques par laps de temps ou nombre de milles en moins
Atlantique Québec & Occidental.....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. a..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. a..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.....	4,000	50	200,000	.....	.....	.....	200,000
do	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. z..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. u..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. u.....	4,000	100	400,000	100	400,000	.....	.....
Argenteuil.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k. k.....	2,000	15	30,000	.....	.....	.....	30,000
Baies des Ha! Ha! (maintenant Roberval-Saguenay).....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. 1..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. i..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. h..... O. C. No 394 du 22 mai 1908..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. t.....	4,000	20	80,000	19.39	77,539	.....	2,461
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. u.....	2,000	4	8,000	.....	.....	.....	8,000
do	2 Geo. V, ch. 5, par. v.....	2,000	12	24,000	.....	.....	.....	24,000
do	8 Geo. V, ch. 3, sec. 1, par. a.....	3,000	18.44	55,320	18.00	54,000	.....	1,320
Colonisation du Nord..	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. 1.....	3,000	32	96,000	32	96,000	.....	.....

do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c. e.....	3,000	100	300,000	.....	.....	300,000
Québec & Lac St-Jean.	do	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. c.....	4,000	38	152,000	38	152,000	
do	do	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. i.....	4,000	1	4,000	1	4,000	
do	do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. d.....	3,000	2	6,000	1.72	5,160	840
do	do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. e.....	3,000	3.8	11,400	.....	.....	11,400
do	do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. k.....	3,000	4.5	13,500	.....	.....	13,500
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.....	3,000	12	36,000	.....	.....	36,000
do	do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. g.....	3,000	.....	.....	.....	.....	.....
do	do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. m.....	3,000	.....	.....	.....	.....	.....
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. h.....	3,000	.....	.....	.....	.....	.....
Québec & Lac St-Jean, maintenant The Cana- dian Northern R'y. Co.....	do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. c.....	2,000	7.62	15,240	7.62	15,240	
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. b.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....
Grand Nord du Cana- da, maintenant The Canadian Northern R'y.....	do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. n.....	2,000	85	170,000	82.56	165,120	4,880
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. o.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....
The Great Northern R'y. of Canada.....	do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. s.....	2,000	18	36,000	15.20	30,400	5,600
do	do	2 Geo. V, ch. 4, sec. 1, par. p.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....
The Canadian North- ern Quebec R'y. Co.	do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. l.....	3,000	20	60,000	15.96	47,880	12,120
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d.....	3,000	.....	.....	.....	.....	.....
do	do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. j.....	2,000	65	130,000	47.75	95,500	34,500
do	do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....
do	do	7 Geo. V, ch. 8, sec. 1.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....

TABLEAU "E" (Suite)

ETAT—1—Des subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer ;—2.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1921 ;—3.—Des subventions restant à gagner à cette date ;—4.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

Nom des chemins de fer	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1921	Montants restants à gagner au 30 juin 1921	Montants devenus caduques par laps de temps ou nombre de milles en moins
Interprovincial & Bay James.....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. g..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. j..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. p..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. k.....	4,000	50	200,000	.....	.....	.....	200,000
The Joliette & Lake Manuan Colonization Railway Company.....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. f..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. i..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. n..... 2 Geo. V, chap. 5, sec. 1, par. l.....	4,000	60	240,000	.....	.....	.....	240,000
Montréal Joliette et Transcontinental Junction.....	10 Geo. V, chap. 2, sec. 1, par. a.....	4,000	60	240,000	.....	.....	240,000	.....
A une compagnie maintenant James Bay & Eastern R'y. Co....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. k..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. q..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. s..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. m.....	4,000	30	120,000	16.31	.....	65,240	54,760
Kamouraska & L'Islet.....	2 Geo. V, chp. 5, sec. 1, ar. ll.....	2,000	25	50,000	.....	.....	.....	50,000

Lotbinière & Megantic & Quebec Eastern Railway Co.....	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. o..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. t..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f.S.S. 3	2,000	60	120,000	.....	.....	.....	120,000
do do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f.S.S. 1	2,000	120	240,000	.....	.....	.....	240,000
do do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. f.f.S.S. 2	2,000	10	20,000	.....	.....	.....	20,000
Métabetchouan.....	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. v..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. n.....	1,000	13	13,000	.....	.....	.....	13,000
Matane & Gaspé main- tenant Canada & Gulf Terminal R'y...	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. b..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. b..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. g.....	4,000	37	148,000	35.80	143,113	.....	4,887
do do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. g. g..... 9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. e.....	2,000	190	380,000	2.3	4,600	375,400	
Montagne Orford.....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. m.....	1,500	12	18,000	12	18,000	.....	
do do	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. t..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b, S.S. 5	2,000	5	10,000	.....	.....	.....	10,000
do do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. b, S.S. 1, 2, 3 et 4..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a, S.S. 1, 2, 3 et 4.....	2,000	22.16	44,320	10.66	21,320	.....	23,000
Rivière Rouge.....	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. c.....	2,000	80	160,000	.....	.....	160,000	
A une compagnie ou Pontiac & Interpro- vincial, maintenant Grand Lake and Bell River R'y. Company	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. h..... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. k..... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. q..... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. l.....	2,000	45	90,000	.....	.....	.....	90,000
Shefford, Bagot & Mis- siquoi.....	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. d.....	2,000	75	150,000	.....	.....	150,000	

TABLEAU "E" (Suite)

ÉTAT.—1.—Des subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer ;—2.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1921 ;—3.—Des subventions restant à gagner à cette date ;—4.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

Nom des chemins de fer	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1921	Montants restants à gagner au 30 juin 1921	Montants devenus caduques par laps de temps ou nombre de milles en moins
Canadien du Pacifique	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. n.n.....	2,000	20	40,000	.....	.....	.....	40,000
Québec-Saguenay.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. 1.1. s.s. 1.	3,000	63	189,000	.....	.....	.....	189,000
do .....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. i.i. s.s. 2.	3,000	72	216,000	.....	.....	.....	216,000
Roberval & Saguenay.	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. z.....	3,000	80	240,000	.....	.....	.....	240,000
Rivière des Sauvages..	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. d.....	4,000	19	76,000	.....	.....	.....	76,000
8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. f.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j.j.....							
A une compagnie.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. x.....	3,000	50	150,000	.....	.....	.....	150,000
Richmond, Magog & Stanstead.....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 1.	2,000	55	110,000	.....	.....	.....	110,000
do do .....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. y, s.s. 2.	2,000	20	40,000	.....	.....	.....	40,000
Quebec Montreal & Southern.....	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. d.....	2,000	107	214,000	50	105,876	.....	108,124
do do .....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c, s.s. 1.	2,000	52,66	105,320	.....	.....	105,320	.....
do do .....	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. b.....	2,000	.....	.....	.....	.....	.....	.....
do do .....	8 Ed. VII ch. 5, sec. 1, par. e.....	2,000	4	8,000	.....	.....	.....	8,000
do do .....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. c, s.s. 2.	2,000	.....	.....	.....	.....	.....	.....



St. Maurice Valley. ....	6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. m. ....	2,000	30	60,000	27.96	56,022	3,978
The Napierville Junction Ry. ....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. s. ....	1,000	27.25	27,250	27.25	27,160	90
The St. Charles Huron River Railway Co. ....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. d. ....	2,000	8	16,000	9.96	16,000	
The North Shore Power Co. ....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. e. ....	3,000	15	45,000	9	27,000	18,000
Quebec Central. ....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. e. .... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. h. ....	4,000	9	36,000	9	36,000	
do	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. a. ....	3,000	30	90,000	30	90,000	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. q. ....	3,000	1.34	4,020	1.34	4,020	
do	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. r. ....	2,000	25	50,000	24.17	48,340	1,660
do	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. a. ....	2,000	20	40,000			40,000
do	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. e. ....	2,000	25	50,000			50,000
A une compagnie. ....	4 Ed. VII, ch. 2, sec. 1, par. j. .... 6 Ed. VII, ch. 4, sec. 1, par. p. .... 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. r. ....	4,000	10	40,000			40,000
The Little Nation River Ry. Co. ....	8 Ed. VII, ch. 5, sec. 1, par. o. .... 2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. j. ....	3,000	30	90,000			90,000
A une compagnie. ....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. a. ....	2,000	50	100,000			100,000
A une compagnie main-tenant The St. Francis Valley Ry. Co. ....	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. b. .... O. C. No 373, du 4 avril 1914. ....						
do	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. b.s.1. ....	2,000	95	190,000			190,000
do	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. b.s.2. ....	2,000	25	50,000			50,000
A une compagnie main-tenant North Railway Co. ....	3 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h. ....	8,000	200	1,600,000			1,600,000
do	3 Geo. V, ch. 8, sec. 1, par. h. ....	10,000	350	3,500,000			3,500,000

TABLEAU "E" (Suite)

ETAT—1- Les subventions en terre non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer.—2.—Des subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1921.—3.—Des subventions restant à gagner à cette date.—4.—Des subventions qui sont devenues caduques, etc.

Nom des chemins de fer	Actes accordant la ou les subventions	Quantum par mille	Total du nombre de milles subventionnés	Total de la subvention	Nombre de milles actuellement construits	Montants gagnés jusqu'au 30 juin 1921	Montants restant à gagner au 30 juin 1921	Montants devenus caduques par laps de temps ou nombre de milles en moins
A une compagnie . . . . .	2 Geo. V, ch. 5, sec. 1, par. m.m. . . . .	2,000	60	120,000	.....	.....	.....	120,000
A une compagnie maintenant le Canadien du Pacifique . . . . .	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1 par. f. . . . .	3,000	100	400,000	.....	.....	400,000	.....
Subsides transportés à l'Interprovincial and Baie James . . . . .	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. f. . . . .							
	11 Geo. 5, ch. 2. . . . .							
A une compagnie . . . . .	9 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. g. . . . .	2,000	100	200,000	.....	.....	200,000	.....
A une compagnie . . . . .	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. e . . . . .	4,000	75	300,000	.....	.....	300,000	.....
A une compagnie maintenant le Québec & Chibougamau O. en C. No 1728 du 9 sept. 1920. . . . .	10 Geo. V, ch. 2, sec. 1, par. d. . . . .	4,000	120	480,000	.....	.....	480,000	.....
	Total . . . . .	.....	3,450.77	12,947,370	644.95	1,740,260	2,807,620	8,399,460

Département des Travaux publics et du Travail,  
Québec, 30 juin 1921.

IVAN-E. VALLÉE,  
Ingénieur et Directeur des chemins de fer.

---

---

**TABLEAU “F”**

---

---



## TABLEAU "F"

LONGUEUR des chemins de fer construits ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation dans la province de Québec. Longueur révisée jusqu'au 30 décembre 1920.

## CHEMINS DE FER NATIONAUX CANADIENS

Transcontinental (C. G. R.).....	709.82	
Quebec & Saguenay(C. G. R.).....	62.80	
Intercolonial.....	330.39	
Québec & Lac St-Jean (C. N. Q. R.).....	294.50	
James Bay & Eastern (C. N. Q. R.).....	18.64	
Comté de Drummond (I. C. R.).....	132.56	
L'Assomption (C. N. R.) abandonné.....		
Colonisation de Montfort.....	29.30	
Lotbinière & Mégantic (I. C. R.).....	30.00	
Grand Nord (C. N. R.).....	332.61	
St-Charles & Huron (C. N. Q. R.).....	9.96	
Basses Laurentides (C. N. R.).....	32.60	
	<hr/>	1,983.18
CHEMIN DE FER GRAND TRONC.....	449.45	
Canada Atlantic.....	66.12	
Jonction de Beauharnois.....	5.90	
	<hr/>	521.47
CHEMIN DE FER CENTRAL VERMONT.....		124.40
CANADA & GULF TERMINAL (Matane & Gaspé).....		38.10
TÉMISCOUATA.....		69.28
BOSTON & MAINE RAILROAD.....		35.48
NEW-YORK CENTRAL (St-Laurent & Adirondack).....		46.14
MAINE CENTRAL (Hereford Ry.).....		52.85
PONTIAC & RENFREW.....		5.00
JONCTION DE NAPIERVILLE.....		27.21
QUEBEC, MONTREAL & SOUTHERN.....	48.34	
Comtés Unis.....	58.50	
Rive Sud.....	61.39	
Vallée Est du Richelieu.....	21.79	
	<hr/>	190.02
PHILIPSBURG JUNCTION & QUARRIES (Wallace Sandstone Quarries Ltd).....		5.87

---



---

NEW ROCKLAND SLATE Co.....	4.12
ROUGE RIVER RAILWAY Co.....	8.00
QUEBEC ORIENTAL RY (Atlantic & Lac Supérieur) (Baie des Chaleurs).....	100.00
ATLANTIC, QUEBEC & WESTERN.....	102.00
QUEBEC RAILWAY LIGHT & POWER Co. (Quebec, Montmorency & Charlevoix).....	33.50
NORTH SHORE POWER & NAVIGATION.....	9.00
CARILLON & GRENVILLE.....	12.75
ROBERVAL & SAGUENAY (Ha! Ha! Bay).....	37.00

## PACIFIQUE CANADIEN :—

International maintenant Atlantic & North Western.....	80.58
Atlantic & North Western.....	95.98
South Eastern maintenant Montreal & Atlantic..	163.22
Montréal & Lac Maskinongé, maintenant Joliette & Brandon.....	12.02
Québec, Montréal, Ottawa & Occidental.....	137.36
Laurentides.....	15.17
St-Eustache.....	6.02
Rive Nord.....	205.52
Ontario & Quebec.....	63.92
Vaudreuil & Prescott, maintenant Montréal & Ottawa.....	28.45
Montagne d'Orford.....	58.88
Ottawa & Vallée de la Gatineau, maintenant Ottawa Northern & Western.....	82.16
Pontiac & Pacific Junction, maintenant Ottawa Northern & Western.....	77.87
Montreal & Western.....	66.93
Glengary & Stormont.....	4.72
Colonisation du Lac Témiscamingue.....	46.23
Cap de la Madeleine.....	2.44
Colonisation du Nord.....	58.47
Interprovincial & James Bay.....	10.00
Vallée du St-Maurice.....	27.47
	<hr/> 1,243.41
QUÉBEC CENTRAL.....	295.63
	<hr/>
Longueur totale des chemins de fer mûs par la vapeur...	4,944.41

---

---

**CHEMINS DE FER MÛS PAR L'ÉLECTRICITÉ :—**

Montreal Tramways.....	232.13
Quebec, Railway Light & Power.....	24.47
Comté de Québec.....	4.55
Comté de Lévis.....	11.75
Shawinigan Falls Terminal.....	3.75
Three Rivers Traction.....	7.10
Hull Electric.....	15.64
Sherbrooke Street.....	9.90

Longueur totale des chemins de fer mûs par l'électricité.. 309.29

Longueur totale des chemins de fer..... 5,253.70\*

\* Voir remarque au bas du tableau "G".

IVAN-E. VALLÉE,

*Ingénieur et directeur des chemins de fer.*

Département des Travaux publics et du Travail,

Québec, 30 juin 1921.

---





---

---

**TABLEAU “G”**

---

---

.



## TABLEAU "G"

TABLEAU donnant les détails de la longueur des voies ferrées indiquée au tableau "F" pour les chemins de fer construits ou en exploitation ou prêts à être livrés à l'exploitation dans la province de Québec. Longueur revisée jusqu'au 30 décembre 1920.

## CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL

(Exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De la rivière Restigouche (frontière du Nouveau-Brunswick) jusqu'à la jonction de la Chaudière.....	Milles 300.51
Embranchement de la Rivière du Loup.....	4.16
“ de la Chaudière.....	16.75
“ de Rimouski.....	2.49
“ de la Rivière Ouelle.....	6.48
	—————330.39

## CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL"

De la jonction à Harlaka avec l'Intercolonial jusqu'à Sherbrooke.....	137.78
De la jonction de Beauce jusqu'à St-Georges.....	22.81
Embranchement de Tring.....	59.27
De St-Georges à Ste-Sabine.....	32.01
De Ste-Sabine au Lac de la Frontière.....	24.43
De Scott à la Jonction Diamond (C. N. R.) pas encore en exploitation.....	19.33
	—————295.63

## CHEMIN DE FER "INTERCOLONIAL"

(Maintenant "Atlantic & North Western", faisant partie du chemin de fer du Pacifique Canadien)

De la jonction avec le Grand-Tronc à Lennoxville jusqu'à la frontière du Maine, E.-U.....	80.58
---	-------

### CHEMIN DE FER "GRAND TRONC"

De la frontière de New-Hampshire au moulin Norton jusqu'à Montréal (y compris l'Y à St-Henri, 0.34 mille).....	130.96
De Lévis à Richmond.....	96.48
Embranchement de Victoriaville jusqu'à Doucet's Landing à Ste-Angèle.....	35.34
De la jonction à St-Lambert jusqu'à Rouses Point.....	41.49
De St-Isidore à la frontière internationale à Hemmingford.....	24.15
De Brosseau à la frontière internationale à Fort Covington (y compris l'Y à la jonction de Howick, 0.17 mille) ..	61.73
De Montréal (station du couvent) au quai de Lachine..	0.68
De Montréal (jonction Canal Bank) à Côte St-Paul....	1.08
De Turcotte Est à la jonction Western.....	4.94
De Western jonction à la jonction Jacques-Cartier.....	6.54
De St-Lambert à la limite Ouest de la Cour, (4e district).	0.94
De Montréal (Bonaventure) à la frontière d'Ontario (à l'est de Bainsville).....	45.12
	<hr/> 449.45

### RESEAU DU CHEMIN DE FER SUD-EST

(Maintenant le "Montreal & Atlantic Railway" sous le contrôle de la compagnie du Pacifique Canadien)

De la frontière du Vermont près de Abercorn à Farnham-Ouest.....	32.76
De la frontière internationale près Missisquoi à la frontière internationale près de North Troy.....	10.68
De la jonction Enlaugra à Drummondville.....	59.21
De Sorel à Drummondville (abandonné en 1904).	
Chemin de fer de Jonction du St-Laurent et du Lac Champlain, de Stanbridge à St-Guillaume.....	60.57
Embranchement de l'Avenir (abandonné en 1904, 11.5 milles).	<hr/> 163.22

### CHEMIN DE FER "CANADA ATLANTIQUE"

(Maintenant exploité par le Grand Tronc)

De la frontière d'Ontario près de Ste-Justine à la frontière internationale près de Alburg Spring (y compris l'Y à St-Polycarpe, 0.09 mille).....	<hr/> 66.12
---	-------------

## CHEMIN DE FER DE QUEBEC ET DU LAC ST-JEAN

(Faisant partie du Canadien Nord exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

Du Carré Parent à Québec, jusqu'à la jonction à Chambord	176.00
De la jonction Chambord jusqu'à Roberval	13.86
De la jonction Chambord jusqu'à Chicoutimi	51.30
Embranchement La Tuque (de la jonction Linton à La Tuque)	39.60
Embranchement Roberval jusqu'au Quai du gouvernement	1.11
“ de la jonction de Limoilou jusqu'à l'Etang sur la rivière Montmorency	7.24
Embranchement Gosford, de Valcartier au Moulin Clark	5.39
	—————294.50

## CHEMIN DE FER “ JAMES BAY & EASTERN ”

(Faisant partie du Canadien Nord exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De Roberval à St-Félicien	————— 18.64
---------------------------	-------------

## CHEMIN DE FER DE MONTREAL ET DU LAC MASKINONGE

(Maintenant Joliette & Brandon, exploité par le Pacifique Canadien)

Depuis la jonction avec le chemin de fer du Pacifique Canadien près de St-Félix-de-Valois jusqu'à St-Gabriel-de-Brandon	————— 12.02
---	-------------

## CHEMIN DE FER DU COMTÉ DRUMMOND

(Faisant maintenant partie de l'Intercolonial exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De la jonction avec le Grand Tronc à Ste-Rosalie jusqu'à la jonction de la Chaudière	115.80
Depuis St-Léonard jusqu'à Nicolet	16.76
	—————132.56

## CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION

(Maintenant le Canadien Nord)

De la jonction avec le Pacifique Canadien à l'Epiphanie, jusqu'au village de L'Assomption (3.50 milles), abandonné.

### RESEAU DU VERMONT CENTRAL

Chemin de fer Montreal & Vermont Jonction, de la jonction S. S. & C. à la frontière du Vermont.....	22.80
Chemin de fer Stanstead, Shefford & Chambly, de St-Jean à S. S. & C. jonction et de S. S. & C. jonction jusqu'à Waterloo.....	43.00
Chemin de fer Montreal & Province Line, de St-Lambert à la frontière près de Frelighsburg.....	50.00
De Marienville à St-Césaire.....	8.60
	—————124.40

## CHEMIN DE FER " BOSTON & MAINE "

(Division de Passumpsic)

Chemin de fer de Massawippi, de la jonction avec le Grand Tronc à Lennoxville jusqu'à la frontière internationale près de la Jonction Beebe.....	31.96
Embranchement de Stanstead (de Beebe jonction à Stanstead).....	3.52
	—————35.48

## CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN

De Montreal (Place Viger) à la frontière internationale près de la rue Broad, Ottawa (Q. M. O. & O.).....	119.20
Embranchement de St-Jérôme (de Ste-Thérèse à St-Jérôme) (Q. M. O. & O.).....	13.27
Embranchement de Buckingham (de la jonction de Buckingham au village de Buckingham (Q. M. O. & O.)..	4.89
Embranchement de St-Lin (de la jonction de St-Lin à St-Lin sur le chemin de fer des Laurentides).....	15.17
Embranchement de St-Eustache : de Ste-Thérèse à St-Eustache (chemin de fer St-Eustache).....	6.02
Embranchement de Joliette : de Lanoraie à St-Félix-de-Valois (sur le chemin de la Rive Nord).....	16.65

---

Embranchement de Berthier : de la jonction de Berthier à Berthier sur le chemin de la Rive Nord.....	2.08
Embranchement des Piles : de la jonction des Piles aux Grandes Piles sur le chemin de la Rive Nord.....	27.03
De la jonction St-Martin à Québec, (chemin de fer Rive Nord).....	159.76
(Extension à eau profonde à Québec : (0.86 mille ; chemin de Ceinture des Trois-Rivières : 3.28 mille).	
De la station Windsor à Montréal à la frontière c'Ontario (O. & Q. R.).....	46.68
Du Fleuve St-Laurent à Farham (A. N. W. R'y).....	35.74
De Brookport à Lennoxville (A. & N. W. R'y).....	60.24
(De Waterloo à Sherbrooke : 39 milles, localisation abandonnée).	
De Mile End au Fleuve St-Laurent y compris pont (O. & Q. R'y).....	9.06
De Ballantyne à la jonction de St-Luc, (O. Q. R'y).....	2.15
De la jonction Highland au terminus, embranchement South Bank (O. & Q. R'y).....	6.03
	—————523.97

## CHEMIN DE FER DU TEMISCOUATA

De Fraserville jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick. ——— 69.28

## CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT

(Maintenant le chemin de fer Montreal & Ottawa, exploité par le  
Pacifique Canadien)

De Vaudreuil à la frontière interprovinciale.....	21.65
De Rigaud à la Pointe-Fortune.....	6.80
	————— 28.45

## CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS

(Exploité par le New-York Central)

De la jonction avec le Canada-Atlantique, près de Valley- field, jusqu'à la ligne frontière, dans la direction de Malone, E.-U.....	20.17
De Valleyfield à la Jonction Adirondack.....	25.97
	————— 46.14

## CHEMIN DE FER D'HEREFORD

(Maintenant exploité par le "Maine Central")

De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à Hall' Stream.....	35.00	
Embranchement de Cookshire jusqu'à Lime Ridge, aux carrières de Chaux et de Marbre.....	17.85	
		52.85

## CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD

(Exploité par le Pacifique Canadien)

Depuis Windsor Mills jusqu'à la ligne frontière près d'Elkhurst.....	58.88
---	-------

## CHEMIN DE FER PONTIAC ET RENFREW

Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la com- pagnie de Bristol.....	5.00
--	------

## CHEMIN DE FER DES COMTES-UNIS

(Exploité par le Quebec, Montreal &amp; Southern)

De la jonction avec le Grand-Trone à St-Hyacinthe jusqu'à Iberville.....	27.42	
De St-Hyacinthe à Bellevue Jonction sur le chemin de fer de la Rive Sud.....	31.08	
		58.50

## CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT

(Exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De la jonction avec le chemin de fer Montréal et Occidental à St-Sauveur jusqu'à Huberdeau, comté Argenteuil. ———	29.30
--	-------



---



---

CHEMIN DE FER DE LOTBINIERE ET MEGANTIC

(Faisant maintenant partie de l'Intercolonial, exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De Lyster à St-Jean-des-Chaillons..... ——— 30.00

## CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIERES DE PHILIPSBURG

(Exploité par la "Wallace Sandstone Quarries Ltd)

De la jonction avec le Vermont Central à Stanbridge jusqu'à Philipsburg..... 5.87

## CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE DE NEW-ROCKLAND

De la jonction avec le Grand Tronc, jusqu'aux carrières de New-Rockland..... ——— 4.12

## CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLEE DE LA GATINEAU

(Maintenant "Ottawa Northern & Western", exploité par le Pacifique Canadien)

De la frontière interprovinciale à Hull au village de Maniwaki..... ——— 82.16

## CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE ROUGE

Depuis Huberdeau aux Mines de la Canadian China Clay. ——— 8.00

## CHEMIN DE FER " MONTREAL &amp; OCCIDENTAL "

(Exploité par le Pacifique Canadien)

Depuis St-Jérôme jusqu'à Labelle..... ——— 66.93

### CHEMIN DE FER " LE GRAND NORD "

(Autrefois le Canadien Nord, et maintenant exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De la jonction avec les Basses Laurentides, à St-Tite, jusqu'à la rivière Ottawa, vis-à-vis Hawkesbury . . .	135.00
De Montréal à Joliette . . . . .	36.30
Embranchement de la jonction Paradis à Rawdon . . . . .	15.70
De la jonction Gatineau à mille 0.6 à l'est de Gendron . . . .	17.60
De St-Jérôme à St-Sauveur, comté Terrebonne . . . . .	13.30
Embranchement du pont de Québec . . . . .	5.16
De Grenville à la Cour Lazard . . . . .	46.20
De St-Jérôme à la jonction Rinfret (subdivision Lachute). . .	2.70
De Lachevrotière à Québec . . . . .	46.10
De la jonction Aldred au terminus à Shawinigan . . . . .	3.80
De Lazard à Cartierville . . . . .	0.80
De Lazard au terminus du tunnel à Montréal . . . . .	7.30
De la station de St-Prosper sur le Transcontinental jusqu'à un point au mille 0.6 à l'Est de Gendron sur le C.N.R. . . . .	0.55
De Lachevrotière sur le C.N.R. jusqu'à St-Marc sur le N.T.R. . . . .	2.10
	—————332.61

Note :—Le C. N. R. circule sur la ligne N.T.R. de Lachevrotière à Gendron.

### CHEMIN ST-CHARLES ET RIVIERE HURON

(Faisant maintenant partie du Canadien Nord exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De St-Ambroise de la Jeune Lorette à St-Edmond de Stoneham . . . . .	————— 9.96
--	------------

### CHEMIN DE FER DE JONCTION DE NAPIERVILLE

De la ligne frontière à Rouses Point, N.-Y., à la jonction Delson . . . . .	————— 27.21
---	-------------

### CHEMIN DE FER DE LA VALLEE D'OTTAWA

De Lachute à St-André (6.74 milles, ligne abandonnée)

---



---

## CHEMIN DE FER DE LA JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE

(Maintenant "Ottawa Northern & Western", exploité par le Pacifique  
Canadien)

De Hull à Waltham..... ——— 77.87

## CHEMIN DE FER DE GLENGARY & STORMONT

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De Soulanges à la frontière interprovinciale..... ——— 4.72

## CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES

(Autrefois exploité par le Canadien Nord, maintenant exploité par les  
chemins de fer Nationaux Canadiens)

Du point de jonction avec l'embranchement des Piles à  
la Station St-Tite, jusqu'à 3 milles au sud du terminus  
de l'embranchement des Piles à la station Rivière-à-Pierre,  
sur la ligne du Québec & Lac St-Jean..... ——— 32.60

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS

Faisant maintenant partie de l'Atlantique et Lac Supérieur, exploité  
par le chemin de fer Quebec Oriental)

De la jonction avec l'Intercolonial à Matapédia jusqu'à  
Paspébiac..... ——— 100.00

## CHEMIN DE FER "QUEBEC, MONTREAL & SOUTHERN"

De Pierreville à Ste-Philomène..... ——— 48.34

## CHEMIN DE FER QUEBEC, MONTMORENCY & CHAR- LEVOIX

(Maintenant "Quebec Railway Light & Power Co."—chemin de fer  
électrique et à la vapeur)

De Québec au Cap Tourmente à St-Joachim..... 30.00

De Beauport jonction au Kent House (embranchement). 3.50

——— 33.50

---

**CHEMIN DE FER "NORTH SHORE POWER & NAVIGATION"**

De la Baie des Sept-Iles à Clark City.....— 9.00

**CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC TEMISCAMINGUE**

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De la frontière interprovinciale à Mattawa jusqu'à Témiscamingue..... 37.10

De la jonction de Kipawa à Kipawa..... 9.13  
 ————— 46.23

**CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE**

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De la jonction avec le Pacifique à la jonction des Piles,  
 jusqu'au village du Cap-de-la-Madeleine.....— 2.44  
 (Non compris l'embranchement Wayagamack, sur l'île  
 de la Poterie, 1.85 mille).

**CHEMIN DE FER DE LA COLONISATION DU NORD**

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De Labelle aux Rapides de l'Original (Mont Laurier)....— 58.47

**CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD**

(Exploité par le "Quebec, Montreal & Southern")

De St-Lambert à Pierreville.....— 61.39

**CHEMIN DE FER CARILLON & GRENVILLE**

De Carillon à Grenville.....— 12.75

## CHEMIN DE FER JONCTION DE BEAUHARNOIS

(Exploité par la Cie du chemin de fer le Grand Tronc)

De Ste-Martine à Beauharnois.....— 5.90

## CHEMIN DE FER VALLEE EST DU RICHELIEU

(Exploité par le "Quebec, Montreal &amp; Southern")

D'Iberville à la jonction de Noyan.....— 21.79

## CHEMIN DE FER "QUEBEC &amp; SAGUENAY"

(Faisant maintenant partie des chemins de fer du gouvernement Canadien, exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

De St-Joachim aux Chutes Nairn.....— 62.80

## CHEMIN DE FER MATANE ET GASPE

(Maintenant "Canada &amp; Gulf Terminal")

De Ste-Flavie à Matane..... 35.80

De Matane aux Moulins (prolongement)..... 2.30

— 38.10

## CHEMIN DE FER INTERPROVINCIAL &amp; JAMES BAY

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De près des Moulins Lumsden sur l'embranchement du  
Kipawa au terminus de la ligne.....— 10.00

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES HA ! HA !

(Maintenant le Roberval &amp; Saguenay)

De Bagotville à la jonction de la Baie des Ha ! Ha !.... 20.00

De la jonction Laterrière au Lac Kénogami..... 12.20

De la jonction La Brosse à Chicoutimi..... 3.40

De Bagotville à St-Alexis..... 1.40

— 37.00

---



---

CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUEBEC ET OCCIDENTAL

De Paspébiac au Bassin de Gaspé.....—102.00

## CHEMIN DE LA VALLEE DU ST-MAURICE

(Exploité par le Pacifique Canadien)

De Trois-Rivières à Grand-Mère.....— 27.47

## CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL

(Faisant maintenant partie des chemins de fer du gouvernement Canadien, exploité par les chemins de fer Nationaux Canadiens)

Embranchement..... 6.48

De la frontière d'Ontario à la frontière du Nouveau-

Brunswick via Pont de Québec.....703.34

—709.82

## CHEMINS DE FER MûS PAR L'ELECTRICITE

Montreal Tramways Co.

Châteauguay &amp; Nord (maintenant Montreal Terminal)..... 12.90

Montreal Terminal..... 8.29

Public Service..... 13.98

Montreal, Park and Island..... 50.08

Montreal Street.....146.88

—232.13

Quebec, Railway Light &amp; Power Co. division de la citadelle..... 24.47

" " " " (Québec, Montmo-

rency & Charlevoix), mûs par la vapeur et l'électricité,  
33.5 milles.

Comté de Lévis..... 11.75

Shawinigan Falls Terminal..... 3.75

Three Rivers Traction Co..... 7.10

Comté de Québec..... 4.55

Hull Electric..... 15.64

Sherbrooke Street..... 9.90

—309.29

---

Formant dans toute la province un total de voies ferrées  
construites ou en exploitation, ou prêtes à être  
livrées à l'exploitation, à venir au 30 décembre 1920. 5,253.70 milles

Sur ce total de 5,253.70 milles, il a été construit depuis  
le 1er juillet 1867, date de l'établissement de la  
Confédération..... 4,698.45  
Et avant le 1er juillet 1867..... 575.25

En tout..... 5,273.70 milles\*

---

\* Cette longueur totale est quelque peu moindre que celle de l'an dernier du fait que certaines parties de lignes ont été abandonnées ou raccourcies tel que mentionnées dans le tableau ci-dessus.

IVAN-E. VALLÉE  
*Ingénieur et Directeur des chemins de fer.*

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,

Bureau des chemins de fer.

Québec, 30 juin 1921.

---

## V

INSPECTION DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES  
EDIFICES PUBLICS

Par ordre en conseil No 1036, du 17 juin 1921, la province de Québec a été partagée en trois divisions pour les fins de l'inspection des établissements industriels, savoir :

La division de Québec, comprenant les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Nicolet, Kamouraska, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Rimouski, Gaspé et Abitibi, ce dernier à compter de l'entrée en vigueur de la loi 11 George V, chapitre 13 ;

La division des Cantons de l'Est, comprenant les districts judiciaires de Bedford, Saint-François et Arthabaska ;

La division de Montréal, comprenant les districts judiciaires de Montréal, Montcalm, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Saint-Hyacinthe, Beauharnois, Iberville et Richelieu.

## PERSONNEL DU SERVICE

Inspecteurs: M. Louis Guyon, sous-ministre du travail et inspecteur en chef, 63 rue Notre-Dame-Est, Montréal ; M. Alfred Robert, assistant-inspecteur en chef ; MM. James Mitchell, O.-J. Monday, J.-E. Deslauriers, L.-O. Guyon, L.-E. Regnier, C.-D. Houston, 63 rue Notre-Dame-Est, Montréal ; MM. P.-J. Jobin, S. Desrochers, Joseph Guillaume, Gaudias Hébert, Hôtel du Gouvernement, Québec ; M. R.-H. Gooley, Coaticooke.

Inspectrices : Madame Louisa King et Mademoiselle Clémentine Clément, 63 rue Notre-Dame-Est, Montréal, et Madame A.-D. Lemieux, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels dans la province: M. Félix Marois, greffier, Hôtel du gouvernement, Québec, et M. G.-R. Brunet, 63 rue Notre-Dame-Est, Montréal.



## RAPPORT DE M. LOUIS GUYON

SOUS-MINISTRE DU TRAVAIL.

MONTRÉAL, le 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur le fonctionnement des différentes branches du service relevant du département du travail, pour l'année expirée le 30 juin 1921.

## GÉNÉRALITÉS

*La question sociale* :—Le département des Travaux Publics et du Travail pourrait être nommé avec à propos le département des Questions Sociales.

En effet, les questions sociales ne sont-elles pas l'ensemble des maux dont souffre en ce moment la société actuelle? principalement dans l'organisation du travail, les relations du capital et du travail, et des moyens propres à les guérir ou à les adoucir.

Ces maux ont été engendrés, ou du moins avivés par l'évolution économique du siècle dernier. Ils sont le fruit amer de l'industrialisme.

Les questions sociales apparaissent ainsi comme des questions nouvelles, et la modernité même est une de leurs notes propres.

Je lis dans *L'Année Sociale Internationale*, éditée par *L'Action populaire de Reims*, la définition suivante :

“ Si, à toutes les époques, depuis que les hommes vivent en société, il y eut matière certaine à questions sociales, ces questions ne furent pas toujours posées. L'esclavage antique aurait certes fourni la matière d'une grosse question sociale, mais l'ignorance et l'immobilité des peuples payens étaient telles, que personne, hormis quelques rares esprits, ne songea même à la poser.

“ La brusque transformation de la vie économique au dix-neuvième siècle, se produisant après les destructions systématiques de la Révolution, a jeté le monde du travail dans un si profond désarroi que des problèmes multiples ont surgi tout-à-coup, réclamant impérieusement une solution. Des réalités navrantes donnaient un démenti à l’optimisme des théoriciens du laissez-faire. La prétendue harmonie des lois économiques, au lieu de refaire à l’homme un paradis terrestre, l’enfermait dans un cercle de misères.

“ Rendre à la société familiale, rendre à la société professionnelle leur équilibre normal et le bien-être naturel qui leur est dû, voilà les grandes questions sociales.”

#### ACTUALITÉS

La province et en particulier les grands centres manufacturiers, devaient fatalement subir le contre-coup de la désorganisation économique causée par la guerre.

Cette concentration énorme de toutes les énergies et de tant de forces vives vers la vieille Europe, où se jouait le sort des dynasties et l’avenir de tant de peuples, devait causer une perturbation générale, et déranger le cours des activités industrielles et commerciales du monde entier.

Notre province n’a pas entièrement échappé à cette dépression, qui, fort heureusement, n’a pas eu un caractère aussi aigu que dans les autres Provinces et surtout celles de l’Ouest.

M. le directeur Ainey vous a donné des détails très intéressants sur la coopération du service de placement dans l’organisation des secours aux sans-travail l’hiver dernier, et la note optimiste de son rapport me dispense de traiter ce sujet bien longuement.

Les officiers du service de placement, cependant, désirant connaître la situation véritable, en dehors de Montréal, transmettaient dernièrement aux surintendants des Bureaux de Placement de Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Hull, une fiche d’information sous la forme d’un questionnaire, invitant les surintendants à donner le nombre des sans-travail, l’état des industries locales, les travaux publics provinciaux ou municipaux en perspective, etc., etc.

Cette information nous a manqué l’année dernière, et la presse et le public en étaient réduits aux conjectures de toutes sortes. Ce n’est qu’au commencement de l’été que la situation véritable fut connue.

A toute apparence, la situation n’est pas trop rassurante. Les réductions si considérables du nombre des ouvriers dans des industries

jadis si prospères, signalées par nos inspecteurs, ne laissent pas que d'être inquiétantes.

Montréal, port de mer, est particulièrement exposé à devenir congestionné, car il est indéniable qu'il y a une infiltration constatée d'étrangers—manœuvres, hommes de peine, pour la plupart, qui échappent au contrôle des agents d'immigration, et c'est un fait significatif que les meneurs parmi les sans-travail de l'hiver dernier, qui donnèrent tant d'ennui aux autorités, étaient de dangereux professionnels dont l'amour du travail consistait tout simplement à préférer voir travailler les autres.

La convocation d'un comité de secours devant le comité général de l'assistance publique, composé des représentants du Gouvernement Fédéral, des autorités de la ville et de la Province a produit d'excellents résultats. Nous apprîmes qu'un très petit nombre des sans-travail anglais et canadiens-français avaient fait appel, soit à la Société de Saint-Vincent-de-Paul, soit aux nombreuses Sociétés anglaises d'assistance, durant la crise. Les officiers de ces organisations vinrent déclarer devant le Comité que les demandes de secours étaient normales. Les secours distribués par la ville sous l'habile direction de MM. Boucher et Crépeau et du Directeur, M. Chevalier, eurent bientôt raison de la situation. Notre bureau général du service d'emploi, transformé en bureau d'assistance publique, fut totalement paralysé durant près de trois mois, et je partage pleinement l'opinion de M. le Surintendant sur l'inopportunité à l'avenir de mêler le placement des ouvriers sans-travail à la distribution des secours.

Il ne sera peut-être pas sans intérêt de mettre sous vos yeux le montant d'argent avancé à chaque province pour le service des Bureaux de Placement gratuit: vu l'importance manufacturière et la population de notre Province, je suis persuadé que personne n'accusera le Gouvernement d'avoir été trop prodigue avec les fonds du Trésor Fédéral.

#### DÉBOURSÉS AUX DIFFÉRENTES PROVINCES DU CANADA Y COMPRIS LA VILLE DE MONCTON

Pour l'année fiscale, les déboursés aux provinces, y compris la municipalité de Moncton, pour le maintien des Bureaux de Placement, se montaient à \$233,890.00.

Le tableau suivant indique la distribution des paiements et les différents items des dépenses admises en conformité avec le contrat passé avec chaque Gouvernement.

	Alberta	Col. Britann.	Manitoba	Nv. Ecosse	Ontario	Québec	Saskato.	Munic. de Moncton	Total
Salaire	\$ 19,887.09	\$ 21,740.64	\$ 21,687.00	\$ 2,129.59	\$ 65,486.21	\$ 11,454.21	\$ 15,687.97	\$ 2,040.99	\$ 160,113.70
Dép. de voyages	2,315.31	892.55	485.06	9.76	1,508.69	275.56	1,091.13	.....	6,758.06
Loyers	4,667.67	3,902.34	4,498.15	270.00	10,703.83	1,660.00	4,566.25	252.50	30,520.74
Chauffage	48.66	35.00	146.00	.....	599.99	14.28	38.63	15.00	897.56
Eclairage	69.84	99.91	80.74	4.08	397.05	30.66	90.71	9.94	782.93
Taxe d'eau	1.91	8.01	42.46	.....	109.20	.....	.....	.....	161.58
Fourn. de bureau	946.25	1,863.36	2,188.19	206.26	2,762.13	1,015.74	593.62	30.15	9,613.70
Téléphones	1,448.65	976.02	983.26	105.07	2,455.36	191.73	765.25	40.91	6,966.25
Télégrammes	360.21	786.81	204.58	27.22	759.47	.....	334.30	21.55	2,494.02
Très et colis exp.	239.82	268.23	299.50	60.85	1,026.12	36.48	633.71	26.70	2,611.41
Annonces	1,758.16	491.98	1,837.12	236.57	692.91	.....	6.75	35.54	5,059.04
Assurances	8.49	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8.49
Réparations	.....	3,146.70	201.17	.....	.....	.....	655.74	.....	4,003.61
Nettoyage de B.	.....	.....	.....	50.83	1,363.05	.....	591.42	35.50	2,038.80
Ascenseurs	.....	.....	.....	.....	2,039.96	.....	.....	.....	2,039.96
Total	\$ 31,772.06	\$ 34,211.55	\$ 32,653.24	\$ 3,100.23	\$ 89,903.97	\$ 14,679.35	\$ 25,055.57	\$ 2,514.78	\$ 233,890.75

---

Ce rapport annuel nécessairement succinct contiendra, outre les notes sur les différentes branches du service, une revue sommaire des mesures introduites dans nos Statuts à la Session dernière.

#### INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

Les notes au sujet de notre personnel d'inspection, sont à peu près les mêmes que nous présentions dans le rapport du dernier service. L'augmentation constante des industries dans notre Province, jointe au fait qu'elles se trouvent distribuées sur un territoire aussi vaste, devra convaincre le Gouvernement que les Inspecteurs du Travail sont loin d'être assez nombreux.

En confiant l'inspection des hôtels aux Inspecteurs du District de Québec et des Townships de l'Est, on a singulièrement compliqué la tâche de ces officiers, et ce fait, joint à la mise à la retraite probable de deux des inspecteurs dans le district de Montréal, devra forcément ralentir les travaux d'inspection.

Connaissant votre sollicitude pour cette branche du service, je n'ai aucun doute que vous nous fournirez bientôt les moyens nécessaires pour le maintien du personnel en nombre suffisant pour les exigences croissantes du service de l'inspection.

#### LÉGISLATION NOUVELLE

Les travailleurs en général et les représentants des ouvriers organisés en particulier, n'ont eu qu'à présenter leurs demandes durant la dernière session, pour obtenir toute une série de mesures dont plusieurs étaient depuis longtemps inscrites dans les résolutions passées par les conseils des métiers organisés.

La loi pour prévenir les incendies dans les édifices publics, si importante pour les ouvriers et patrons électriciens, a été complètement refondue, et sa mise en opération définitive n'est qu'une question de semaines.

La loi des grèves et contre-grèves municipales, après bien des propositions et des discussions entre les représentants des pompiers, hommes de police et diverses classes d'ouvriers municipaux affectés, a été aussi adoptée et mise en force à la fin de la session.

Une autre mesure des plus importantes, pour la sécurité des ouvriers, est celle intitulée : "Loi des échafaudages". En effet, on ne saura jamais le nombre d'ouvriers dans les métiers de la construction des bâtiments, qui ont été victimes d'accidents dûs à des échafaudages

défectueux, ou construits en mauvais matériel. A part Montréal, rien n'avait encore été tenté pour obliger les entrepreneurs dans la construction à prendre des précautions dans la construction des échafaudages. Un grand nombre d'entrepreneurs, et non les moins importants, n'ont aucun souci des dangers qu'offre un mauvais échafaudage. La certitude de pouvoir faire appeler une ambulance, semble être pour eux une garantie suffisante: alors pas de balustrade, pas de protection pour empêcher la chute des objets et un matériel trop souvent rendu dangereux par l'usure et le clouage répété des pièces de bois.

Cette Loi et les Règlements contenant un dessin en noir des échafaudages types, propres aux différents genres de constructions, adressés aux autorités de chaque municipalité, aura bientôt fait d'attirer l'attention générale sur la nécessité de construire des échafaudages solides et munis de moyens de protection.

#### BUREAU DE PLACEMENT DES FEMMES

Pour mettre fin à certains abus dans le placement des filles et des femmes à Montréal, vous n'avez pas hésité à retirer le privilège que possédaient certaines municipalités, d'émettre des licences pour la tenue des bureaux qui se chargeaient exclusivement du placement des servantes. Ce changement, qui a passé presque inaperçu, est d'une grande importance. Dorénavant, les bureaux de placement pour les filles et femmes seront des bureaux contrôlés par le Gouvernement et tout le personnel de ces bureaux relèvera du système du service d'emploi de notre Province.

La Loi des Accidents du travail que les ouvriers désiraient voir amendée reste la même. Cette question étudiée par un comité composé de patrons et d'ouvriers, reviendra probablement devant le Gouvernement à la session prochaine.

#### LE DÉPARTEMENT DU TRAVAIL

Sans vouloir anticiper les événements qui se préparent, la question de doter le Département du Travail à Montréal d'un bureau général, concentrant en un endroit bien avantageusement choisi toutes les forces de cette branche du Département, sera bientôt résolue.

Désormais, le département du travail, installé en plein centre de la métropole, aura ses quartiers permanents. Après sept déménagements consécutifs, cette concession faite à notre département, sera, je n'en doute pas, hautement appréciée par le personnel et par les différentes classes qui s'intéressent à nos travaux.

---

Il était logique que le centre manufacturier le plus important du Canada et qui possède l'agglomération la plus forte d'ouvriers des deux sexes, eût ce privilège.

Les différentes branches du service réunies sous un même toit seront :

L'inspection des Etablissements Industriels et des Edifices Publics.

Les Bureaux de Placement pour hommes et pour filles et femmes.

Le Bureau pour l'examen des Ingénieurs.

Le Bureau de la Loi des Electriciens.

Le greffier de la Conciliation et d'Arbitrage.

L'inspection des chaudières à vapeur.

Et l'application de la Loi des salaires raisonnables.

---

Cette liste se passe de commentaire. Il est évident que ce groupement des différents services apportera un élément de cohésion qui nous a manqué jusqu'ici.

#### L'ENREGISTREMENT DES ENFANTS AU-DESSOUS DE SEIZE ANS (16 ANS)

L'enregistrement des enfants, en vertu de la Loi sur le travail des enfants dans l'industrie, se poursuit dans les trois divisions d'inspection.

Pour la ville de Montréal, le chiffre des enfants entre 14 et 16 ans, qui sont venus s'inscrire et prendre leur livret, dépasse 13,000.

La période des vacances a eu une influence marquée sur le nombre des inscrits : ainsi de juin à septembre, il y eut une augmentation tellement considérable que c'est à peine si le personnel entier du bureau put suffire à la tâche. Bon nombre de parents nous assurèrent cependant qu'ils se proposaient de remettre leurs enfants à l'école à la rentrée, en septembre.

La statistique des enfants employés dans les fabriques peut être faite sans trop de travail; mais quoi qu'on fasse, il restera toujours un bon nombre d'enfants de 14 ans ou moins qui échapperont à tout contrôle, car nos inspecteurs n'ont pas toujours juridiction dans les endroits où ceux-ci sont employés.

Il convient de dire ici, au grand honneur des manufacturiers de la Métropole, que depuis que l'enregistrement des enfants est devenu obligatoire, les garçons ou filles non munis de certificat officiel ne sont plus embauchés.

Il s'est présenté au bureau un grand nombre de veuves chargées de familles et plus d'une centaine de femmes, dont les maris malades

.

ou sans emploi, étaient incapables de subvenir aux besoins de la famille. Toutes ces pauvres mères réclamaient une permission spéciale pour l'enfant illettré ou au-dessous de l'âge. Après enquête dans chaque cas méritoire, des certificats ont été émis pour la période des vacances.

Il serait peut-être téméraire d'affirmer que la réglementation nouvelle, visant l'instruction des enfants, appliquée avec tant de fermeté par les officiers du département, n'ait fait plus que d'enrayer un peu la coupable incurie des parents d'une part et l'apathie des patrons de l'autre, en ce qui regarde l'instruction des futurs ouvriers et ouvrières de nos manufactures; mais, à en juger par l'augmentation dans le nombre des inscriptions dans nos écoles, et l'affluence si considérable des élèves aux cours du soir, l'hiver dernier, je suis convaincu que nous marchons dans la bonne voie.

Toutes les exhortations que nous pourrions faire aux parents pour les encourager à tenir leurs enfants à l'école, n'auront jamais autant d'effet que la suppression possible du salaire que l'enfant apporte au budget de la famille.

#### L'INSPECTION DES CHAUDIERES

Nous serons bientôt appelés à faire l'inspection des appareils de chauffage, chaudières à haute ou basse pression, dans les édifices du culte, y compris les appareils dans les édifices mentionnés dans l'article 3749 des Statuts Refondus et cela, en vertu de la loi pour prévenir les incendies. Il conviendrait, je crois, de réorganiser notre service d'inspection, si fortement éprouvé par la concurrence des compagnies d'assurance.

Les chaudières non assurées se font de plus en plus rares et si ce n'était la promesse de pouvoir augmenter leurs ressources en faisant l'inspection des chaudières affectées par cette nouvelle loi, la plupart de nos inspecteurs abandonneraient tout-à-fait le service.

Le coût de la vie et les dépenses de voyages toujours à la hausse ne leur permettent plus de vivre, me disait dernièrement un de nos plus anciens inspecteurs. Il ne faut pas oublier que l'honoraire fixé à cinq dollars est resté le même depuis trente ans. Cela est tout-à-fait insuffisant aujourd'hui et cette situation ne saurait durer.

#### BUREAUX DE PLACEMENT

Les bureaux de placement tenus par des particuliers ont été inspectés avant l'émission des permis annuels. La situation de ces établissements ne s'est guère améliorée, l'année ayant été désastreuse pour eux,



en raison du chômage. Il n'y a réellement que la construction des chemins de fer et l'industrie du bois qui ont demandé des ouvriers en nombre assez considérable, de janvier au 1er mai.

Comme nous avons eu occasion d'expliquer dans des rapports subséquents les raisons qui empêchent notre département d'abolir complètement ces bureaux, nous n'insisterons pas aujourd'hui. Il n'en est pas de même, heureusement, pour les bureaux contrôlés par certaines dames, pour le placement des servantes. Ne fussent que les plaintes portées par de nombreuses personnes, appuyées de preuves, contre l'exploitation systématique pratiquée dans certaines de ces agences, qu'il aurait fallu les supprimer; mais l'ouverture prochaine par le Gouvernement Provincial d'un vaste bureau central, pour le placement des servantes, femmes de peine, commis de magasins et demoiselles de bureaux, permettra à brève échéance la fermeture de toutes les agences, pour le placement des femmes, contrôlées par les dames.

#### LE TRAVAIL DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE

L'agenda préparé par les organisateurs du Congrès International du Travail de Washington, contenait un article ayant trait au travail de la femme mariée : Il était proposé aux délégués d'adopter une loi générale propre à protéger plus particulièrement la femme mariée, en interdisant sa présence à l'usine ou à la manufacture pendant une certaine période de temps, avant et après les couches, sans diminution ni perte de salaire, le tout à la charge du chef de l'entreprise, etc., etc.

Rien de surprenant qu'on ait songé à introduire une loi semblable dans les centres congestionnés des pays d'Europe, mais ce fut une révélation d'apprendre l'existence de cette réglementation dans les jeunes pays sud-américain : en effet, dans l'Argentine, le Brésil et autres Républiques du sud, la femme mariée occupe une situation spéciale dans le monde du travail.

*Au Brésil* :—Au huitième mois de sa grossesse, sur attestation médicale, la femme pourra quitter son travail. Après ses couches, la femme ne pourra pas travailler avant quatre semaines au minimum et même avant six semaines, si le médecin le demande ;—sa place lui sera gardée.—Toute mère peut, toutes les deux heures, allaiter son enfant durant un quart d'heure sans perte ou diminution de salaire. Une crèche sera établie partout où travaillaient des mères de famille.

Le travail de la femme hors du milieu familial est une des plus tristes nouveautés du monde moderne ; c'est une véritable hérésie sociale. La femme hors du foyer nous apparaît comme un être décentré,

dépaysé. Autrefois, dans les sociétés primitives, la femme ne se différencie guère de l'homme ; occupée aux plus durs travaux par un phénomène d'adaptation, elle prend la rudesse et le tempérament de l'homme. Dans les sociétés policées, surtout dans les sociétés chrétiennes, l'éducation et la culture restituent la femme à son sexe et développent ses aptitudes dans le sens féminin.

Les fatalités économiques du temps présent semblent avoir enlevé la généralité des femmes à cette orientation féminine. Devant travailler comme l'homme, souvent avec l'homme dans la promiscuité de l'usine et de l'atelier, pour gagner son pain, comme l'homme elle clame ses revendications :—c'est le féminisme.

“Ces singularités sont dues à une crise passagère, la crise sociale de l'heure présente.

“Le jour où, comme jadis, la femme possèdera son foyer—nous lit un savant sociologue—et il faudra bien que la société le lui rende si la société ne veut pas dégénérer—le jour où elle trouvera dans son milieu familial le pain du jour et la sécurité du lendemain, la question féministe sera aux trois quarts, sinon entièrement résolue.”

Nous ne connaissons pas heureusement dans notre pays, le problème de la femme mariée à l'usine ou dans la fabrique, sauf quelques rares exceptions, pas même assez nombreuses, il me semble, pour motiver l'introduction d'une loi spéciale dans nos Statuts.

Les quelques femmes mariées rencontrées dans nos manufactures y ont été forcées par la désertion du mari dans la plupart des cas.

Quant au travail de la femme non mariée, il serait merveilleux que la société pût, un jour ou l'autre, trouver une formule économique capable de le supprimer ; mais les exigences économiques contrôlent et dominent tout.—Les rivières ne remontent pas vers leurs sources. La société exige cependant avec raison que le travail de la femme et de l'enfant soit entouré de toute la protection et des égards dus à leur sexe.

#### LÉGISLATION OUVRIÈRE NOUVELLE

Chaque année, au moment de l'ouverture de la session de la Législature Provinciale, les divers conseils ouvriers envoient des délégués chargés de présenter les résolutions adoptées dans les réunions annuelles des Conseils Ouvriers et puisque la plupart de ces demandes ont trait, soit à des lois nouvelles ou à des modifications aux lois existantes relatives au travail, me sera-t-il permis d'offrir quelques suggestions aux délégués des conseils, propres à faciliter la tâche du Département du Travail, où ces mesures sont généralement transmises pour être étudiées et façonnées. Trente-trois années consacrées à l'avancement de réfor-

mes touchant le bien-être et la protection des ouvriers de notre province, est une ample garantie, j'imagine, de mon entière sincérité.

Je constate, de la part des conseils ouvriers, une tendance depuis quelques années à élaborer des listes de résolutions dont l'importance et la longueur nécessiteraient beaucoup plus de temps qu'il n'est demandé au Conseil des Ministres pour en prendre sommairement connaissance. Il est indéniable que beaucoup de ces résolutions, hâtivement préparées, sont confiées à des délégués capables et très bien renseignés, mais qui n'ont pas eu le temps d'étudier suffisamment les questions qu'ils sont appelés à discuter. Il arrive assez souvent que les délégués ne sont plus d'accord au moment de la discussion devant le Conseil, ou bien satisfaits des promesses des membres du Gouvernement lorsque le projet de réforme est soumis au Département, les délégués ne s'entendent plus sur la forme ou le fond du projet de loi destiné à couvrir la résolution présentée.

Le cas de la loi contre les grèves des employés municipaux, est l'exemple le plus récent de ce manque d'ensemble et de cohésion des délégués, car bien que d'accord sur le principe de ce bill, il fut dépensé un temps considérable, près de huit jours, avant de pouvoir mettre les pompiers et les hommes de police d'accord, et cela au détriment d'autres mesures tout aussi importantes qui durent rester en suspens.

#### ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le rapport des accidents du travail fourni par l'assistant chef inspecteur, n'accuse pas un changement bien considérable comparativement aux années passées. En dépit des comités de surveillance dans les usines et manufactures, nous enrégistrons chaque année un nombre assez considérable d'accidents qui auraient pu être évités.

Les manufacturiers en général ne semblent pas apporter un soin considérable à cette partie de la loi, et il est très rare de trouver un patron qui soit bien familier avec les moyens préventifs en usage dans les autres pays.

Nous sommes loin de la période où il fallait étudier les catalogues et correspondances de l'étranger pour obtenir des renseignements sur cette importante réforme dans nos fabriques, car de nos jours il existe de nombreuses maisons qui fabriquent des appareils préventifs pour les machines dangereuses en usage.

Un fait à signaler, qui a une portée considérable sur cette réforme, est le fait qu'un grand nombre de manufacturiers de machines adaptent des appareils préventifs sur les parties dangereuses avant de livrer ces machines aux industriels.

Les progrès sont lents. L'introduction des moyens préventifs est une des choses qui occupe le personnel de l'inspection d'une façon très ardue, et sans vouloir exagérer l'importance du petit musée des appareils de prévention que nous avons ouvert il y a quelques années, il est indiscutable que, durant la période de son existence, il se fit un mouvement considérable par ni les patrons pour l'adoption de moyens préventifs. Si les moyens du département le permettaient, nous serions tentés de faire revivre ce musée qui eut son heure de célébrité et que les patrons et ouvriers furent unanimes à classer comme un des plus puissants éducateurs dans l'introduction des moyens pour prévenir les accidents du travail car, il ne faut pas l'oublier, le travail est un champ de bataille qui a ses morts et ses blessés et, bien qu'il soit impossible de supprimer tous les accidents qui menacent les travailleurs, un grand nombre peuvent être empêchés par l'adoption de moyens préventifs judicieusement choisis.

J'ai bien l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

LOUIS GUYON,

*Sous-Ministre du Travail.*

---

---

RAPPORT DE M. ALFRED ROBERT

---

MONTREAL, le 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur la mise en force de la Loi des Etablissements Industriels et des Edifices Publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

La dépression industrielle qui se faisait déjà sentir en juin 1920, loin de diminuer, n'a fait qu'augmenter depuis. Les industries les plus vivement affectées furent celles de la métallurgie. Nombre d'employeurs se virent contraints de fermer les portes de leurs établissements; d'autres, moins affectés, réduisirent le nombre de leur personnel, et l'on peut dire qu'environ 50 pour cent de ceux qui étaient employés dans cette industrie chôment actuellement.

Pendant le cours de cette année, la plus grande partie de mon temps a été consacrée au travail de bureau, M. Louis Guyon, sous-ministre du Travail, m'ayant chargé de le remplacer durant son absence.

TRAVAIL DES ENFANTS ET ENREGISTREMENT

L'enregistrement des enfants qui travaillent et qui ont moins de 16 ans, a également pris une grande partie de mon temps. Tous les cas spéciaux m'avaient été soumis. J'ai assisté, dans nombre de cas, nos inspecteurs dans leur travail d'inspection des grandes manufactures et, en plus, j'ai fait une revue des industries de chacun de leur district, afin de m'assurer que les améliorations exigées par eux avaient été fidèlement exécutées et que les patrons récalcitrants ou de mauvaise foi avaient été mis à la raison.

Toute plainte reçue par le département est l'objet d'une enquête minutieuse de ma part, et, si elle est fondée, des mesures sont prises pour que les infractions aux lois et règlements cessent immédiatement et que la vie et la santé des ouvriers soient protégées.

J'ai fait nombre d'enquêtes à domicile et dans les ateliers, sur les cas de jeunes délinquants qui s'absentaient des cours du soir, après

avoir été enregistrés et n'avoir obtenu le permis de travailler qu'à la condition expresse qu'ils suivraient ces cours du soir.

Le moyen employé pour éluder la loi est généralement le suivant : L'enfant se présente à l'école du soir et, après avoir fait viser son certificat par le principal, cesse de suivre les cours ou n'y apparaît que deux ou trois soirs par semaine ou même moins. Sur réception des rapports des principaux, nous démontrant les absences non justifiées des élèves, nous procédons à une enquête et s'il y a violation flagrante, l'enfant voit son certificat annulé et il retourne assidûment à l'école.

J'ai eu l'avantage de faire la visite des écoles du soir en compagnie de M. Miller, surintendant de ces écoles, et j'en ai profité pour adresser quelques exhortations aux élèves, les encourageant à suivre assidûment les cours, et leur faisant comprendre que c'était à cette condition expresse qu'il leur était permis de travailler dans les ateliers, les usines ou les manufactures.

#### ACCIDENTS

Le nombre d'accidents rapportés à notre bureau pendant le dernier exercice a été de 737, soit une diminution de 92 sur l'exercice 1919-20.

Le tableau ci-après indique le nombre et le genre d'accidents survenus chaque mois :

Année 1920	Accidents légers	Accidents sérieux	Accidents fatals	Totaux
Juillet.....	33	8	1	42
Août.....	49	9	1	59
Septembre.....	63	17	3	83
Octobre.....	58	8	2	68
Novembre.....	82	7	1	90
Décembre.....	55	16	3	74
Année 1921				
Janvier.....	41	11	3	55
Février.....	48	7	4	59
Mars.....	40	5	0	45
Avril.....	41	8	4	53
Mai.....	48	7	4	59
Juin.....	40	10	0	50
Totaux.....	592	113	26	737

Je donne beaucoup de mon temps à cette question, laquelle est des plus importantes pour les patrons, les ouvriers et le département. Depuis ma nomination comme inspecteur, j'étudie avec la plus grande attention ce problème sous toutes ses faces, afin de trouver un moyen sûr et efficace de réduire le nombre des accidents. J'ai obtenu des patrons que les machines dangereuses ou pouvant être une cause d'accidents soient pourvues de gardes protectrices modernes. Aux ouvriers préposés au fonctionnement de ces machines, je donne des instructions sur le soin qu'ils doivent y apporter et leur recommande surtout de bien s'assurer que les appareils préventifs soient ajustés à la machine avant de mettre celle-ci en mouvement. Je leur conseille également de prendre toutes les précautions possibles en vue de diminuer les risques ; de ne jamais huiler ou nettoyer les machines ou manipuler les courroies, arbres de couche et poulies, lorsqu'ils sont en mouvement ; de voir à ce que les manches du gilet ou de la chemise soient relevées au dessus du coude, afin d'éviter qu'elles ne s'enroulent aux parties rotatives de la machine.

Ces recommandations peuvent paraître futiles, mais si elles étaient toujours mises en pratique, nous constaterions une notable diminution du nombre des accidents.

Sur la recommandation des inspecteurs, on a organisé, dans plusieurs grandes manufactures et usines, des comités d'ouvriers connus sous le nom de "Safety First Committee". Ces comités étudient les meilleurs moyens à prendre pour prévenir les accidents.

Tous les mois un bulletin est distribué aux employés, leur donnant des conseils sur la manipulation des courroies, sur la nécessité de porter des lunettes lorsqu'ils travaillent sur une roue d'émeri, etc. Aujourd'hui chaque grande manufacture ou usine a son petit hôpital, et dans les petits établissements, une boîte de médicaments est installée, afin de donner les premiers soins aux blessés en attendant, si le cas est grave, l'arrivée du médecin ou de l'ambulance.

Il est humain de prendre tous les moyens possibles pour guérir les victimes d'accidents ; mais je suis convaincu que si les mêmes soins étaient pris pour prévenir les accidents que pour les guérir, nos rapports annuels accuseraient une diminution de 50 à 60 pour cent. Je tiens une enquête dans chaque cas d'accident sérieux ; j'assiste aux enquêtes du Coroner dans les cas fatals, afin de m'enquérir, par les témoignages rendus, de la cause de l'accident.

#### FONDERIES ET LAMINOIRS

Vu la dépression du travail dans l'industrie du fer et de l'acier pendant le cours de l'année, je n'a exercé qu'une pression relative chez ces

industriels pour obtenir les réformes voulues, d'autant plus que les conditions dans lesquelles ces usines fonctionnent se sont beaucoup améliorées durant les dernières années.

#### INSPECTIONS

J'ai fait des inspections à la campagne, ayant eu occasion en maintes circonstances de visiter St-Jérôme, Terrebonne, St-Hyacinthe, Sorel, Valleyfield, Beauharnois et Joliette. Un avis d'accident, une installation de machines dans les fabriques, l'inspection des salles de vues animées, ont été les causes de mes visites à ces endroits.

En terminant il m'est agréable de déclarer que c'est grâce aux conseils bienveillants de M. Louis Guyon, sous-ministre du Travail, et à la collaboration intelligente et remplie de dévouement des inspecteurs, que notre bureau a pu accomplir la tâche ardue qui lui est confiée, et j'en profite pour leur exprimer ici ma plus vive gratitude et mes remerciements les plus sincères.

C'est par la collaboration des pouvoirs publics, des industriels et des ouvriers que nous parviendrons à atteindre le but commun: la suppression sinon de tous les accidents, du moins des causes qui les déterminent en si grand nombre.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

ALFRED ROBERT,

*Assistant Inspecteur en Chef.*

---



## RAPPORT DE MME LOUISA KING.

MONTREAL, 30 juin 1921.

A l'honorable A. GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, pour l'année finissant le 30 juin 1921.

Comme vous avez pu le constater par les rapports mensuels que j'ai envoyés au département pendant l'année, j'ai inspecté mon district avec soin.

J'ai surtout essayé d'atteindre toutes les grandes fabriques, afin de m'assurer si les enfants qui y travaillaient étaient munis de leurs certificats d'enregistrement. Cette mesure sage facilite beaucoup le travail de l'inspectrice, qui, au lieu d'examiner les enfants dans les fabriques, n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le livret que lui présente l'enfant, pour s'assurer s'il remplit toutes les conditions requises par la loi.

Décidément, la loi relative à l'enregistrement des enfants a déjà produit de bons résultats. Elle finira par faire disparaître de nos fabriques tous les enfants illettrés, et tous ceux qui n'ont pas l'âge d'admission.

## DE LA SECURITE

Les changements que j'ai ordonnés relativement à la sécurité sont à peu près les mêmes que ceux des années précédentes.

J'ai apporté une attention toute spéciale à la protection des arbres de transmission et des puits de monte-charges.

Les issues qui donnent sur les escaliers de sauvetage demandent une surveillance active. Parfois ces portes sont fermées à clef pendant les heures de travail, ou s'ouvrent difficilement. Quelquefois, les passages qui y conduisent sont rendus inaccessibles par des obstructions qu'on y a négligemment placées.

Décidément, les jeunes filles n'aiment pas à se relever la chevelure. Quelques-unes préfèrent courir le risque de se faire scalper plutôt que de paraître un peu moins jeune ou un peu moins jolie. C'est très féminin, mais c'est ennuyeux pour les contre maîtres et pour les inspectrices. Il y a progrès cependant sous ce rapport, et, à force de recommencer

dations réitérées, nous n'avons pas eu d'accidents de cette nature à enregistrer depuis de nombreuses années.

#### DES MAGASINS

C'est toujours avec plaisir que j'entre dans un magasin, munie de la loi qui m'autorise à faire placer des sièges en arrière des comptoirs.

En interrogeant les employées, j'ai pu m'assurer qu'on leur permet de se servir librement de ces sièges, lorsqu'elles ne sont pas occupées. La meilleure preuve, c'est qu'en entrant dans les magasins, non officiellement, je les trouve souvent assises.

#### SALLES A MANGER

La plupart des grandes fabriques sont pourvues de salles à manger où les employés peuvent se procurer un bon repas pour un prix très minime. Dans quelques fabriques on leur fournit le thé et le lait gratuitement.

#### DES ATELIERS

Bien que j'aie souvent inspecté les grandes fabriques, vu l'enregistrement des enfants, j'ai fait un bon nombre de visites chez les modistes et chez les tailleurs. C'est surtout chez ces derniers que j'ai constaté avec plaisir une grande amélioration depuis ma nomination à la charge d'inspectrice.

#### DE LA TEMPERATURE

L'hiver ayant été peu rigoureux, je n'ai eu aucune plainte au sujet de la température dans les fabriques ou dans les ateliers. D'ailleurs, les patrons comprennent fort bien qu'il y va de leur intérêt de ne pas tenir leurs employés dans des salles mal chauffées.

#### REMARQUES

Certes, il y a des parents qui envoient leurs enfants à l'école parce qu'ils y sont forcés par la loi ; mais il en est un grand nombre qui les font instruire volontairement, et qui font des sacrifices pour le faire.

Que de parents m'ont dit dans leur langage expressif : "Nos enfants en sauront plus long que nous autres."

---

Au cours de mes inspections, en causant avec les ouvriers et les ouvrières, j'ai été touchée du dévouement et de l'abnégation dont ils font preuve pour donner une bonne éducation à leurs enfants, comme étant le meilleur héritage, me disent-ils.

Parfois, c'est une veuve qui se prive de beaucoup pour faire faire un cours commercial à son fils. . . . . Tel ouvrier pousse sa fille dans la musique pour qu'elle puisse un jour donner des leçons de piano. . . . . Celui-là tient sa fille au couvent jusqu'à ce qu'elle en sorte complètement accomplie sous tous les rapports. . . . . Un autre aspire à faire un avocat de son fils, et, dans ce but, l'envoie au collège.

En face d'un aussi grand nombre de parents qui, ayant "Excelsior" pour leur devise, font tous leurs efforts pour instruire leurs enfants, la cause de l'éducation dans la Province de Québec ne saurait manquer de faire de rapides progrès.

J'ai aussi constaté avec plaisir que notre belle langue française est beaucoup mieux parlée parmi la classe ouvrière, qu'elle ne l'était il y a quelques années.

Lorsque j'interroge les ouvrières, elles me répondent le plus souvent dans un très joli français qui témoigne du soin avec lequel elles sont enseignées dans nos écoles.

Au fait, notre bon vieux patois canadien-français est menacé d'être relégué au fond de nos campagnes et parlé seulement par les plus vieux habitants du pays ; c'est peut-être regrettable, mais c'est la tendance du jour.

Grâce à l'accueil bienveillant des patrons et à la satisfaction manifeste des ouvrières lors de mes visites, les inspections sont devenues un plaisir plutôt qu'une tâche pénible, ce qu'elles étaient souvent lors de mon début comme inspectrice, il y a un bon nombre d'années.

C'est aujourd'hui un fait bien établi que l'inspection des établissements industriels et des édifices publics est un grand bienfait, tant pour les patrons que pour la classe ouvrière.

Espérant que ce court rapport saura mériter votre approbation,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre toute dévouée,

LOUISA KING,

*Inspectrice,*

---

## RAPPORT DE MELLE CLÉMENT

---

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux Publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon onzième rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels, pour l'année finissant le 30 juin 1921.

Un rapport mensuel régulièrement fourni au département ayant déjà donné la mesure de mon travail, je ne citerai que le nombre des inspections faites suivi de quelques remarques générales sur la situation de nos ouvrières dans l'industrie.

J'ai fait entre 45 à 50 inspections par mois, tant dans les grandes manufactures que dans les petits ateliers, ayant à chaque visite à prescrire une amélioration ou un changement avantageux pour les ouvrières, et dans d'autres cas, à m'assurer si mes recommandations dernières avaient été exécutées.

Ce sont là les grandes lignes des occupations et des devoirs de vos inspectrices du travail.

Une des phases les plus intéressantes est celle de l'instruction de l'enfance ouvrière. L'obligation imposée aux industriels d'avoir à faire enregistrer les garçons et jeunes filles entre 14 et 16 ans, a beaucoup simplifié notre travail et nous constatons tous les jours les effets bienfaisants de ce changement. Nos efforts pour faire disparaître les illettrés de la fabrique, c'est l'amélioration de l'instruction par l'inspection.

### L'HYGIÈNE

Les conditions hygiéniques et de confort sont bonnes et, en général, les règlements sont assez bien observés.

### LA SÉCURITÉ

Les moyens de protection des enfants, filles et femmes, contre les dangers d'incendie, sont ma préoccupation la plus active. Que de fois ai-je eu à intervenir pour obliger qu'on n'obstrue pas les issues ou les

---

escaliers de sauvetage, même en encombrant les châssis et les portes par du matériel, des boîtes et des machines à coudre qu'on adosse aux fenêtres.

#### LES MAGASINS A RAYONS

Dans les magasins nous obligeons toujours les patrons à fournir des sièges aux filles et femmes employées comme commis, et nous nous assurons toujours si les employés peuvent jouir de ce privilège sans être molestés ou gênés par les gérants.

#### INSPECTIONS EN DEHORS DE LA VILLE

J'ai fait l'inspection de quelques centres manufacturiers au nord de Montréal; Ste-Agathe, Mont-Rolland, St-Jérôme ont été visités. J'ai constaté que beaucoup de patrons avaient ajouté aux améliorations déjà recommandées, des moyens de secours pour les blessés au travail. Des chambres de repos, des pharmacies pour les premiers secours, d'autres avaient muni la fabrique d'une spacieuse salle à manger.

Nombreux cependant sont les cas où la loi n'est pas comprise, et où il faut que l'inspectrice revienne à la charge.

Quelques permis pour permettre l'emploi des enfants et des femmes plus longtemps que les heures ordinaires ont été accordés, non cependant sans m'enquérir des raisons et en aviser le sous-chef.

En terminant ce rapport fort incomplet, je m'empresse de vous assurer de mon entier dévouement pour l'avancement de la mission humanitaire qui m'a été confiée, il y a bientôt onze ans.

Votre très obéissante,

C. CLÉMENT,

*Inspectrice.*

---

---

INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES  
ÉDIFICES PUBLICS

---

HÂTEL DU GOUVERNEMENT

QUÉBEC, 30 juin 1921.

L'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail.*

*Monsieur,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics ; c'est mon vingt-deuxième rapport.

Je disais dans le rapport de l'an dernier que la fin de l'année accusait une dépression très accentuée dans l'activité des établissements industriels et particulièrement dans l'industrie de la chaussure. Je regrette d'avoir à constater que cette dépression n'a fait que s'accroître dans le cours de l'année actuelle et a gagné aussi bien les autres industries. A l'heure où j'écris ces lignes il n'y a aucun signe de reprise d'activité dans nos fabriques, où l'on semble s'être fait une règle d'économiser sur la main-d'œuvre et les heures de travail.

L'industrie du bois de construction, celle du bardeau, etc. paraissent le plus sérieusement atteintes.

Au commencement du printemps de l'année dernière, le nouveau système d'enregistrement des garçons et filles a été mis en vigueur, et dans mon rapport je disais qu'environ 1500 garçons et filles avaient été examinés. Cet examen n'était pas terminé lorsque ce rapport a été écrit. Depuis ou durant la présente année, il en a été examiné encore 917, ce qui porte à 2,417 le total des garçons et filles examinés. Sur ces 917, une fille de 14 ans ne savait ni lire ni écrire, et il y avait aussi deux garçons pareillement illettrés. Il ne leur a pas été accordé de certificat, et l'on a respectueusement fait savoir à leurs parents qu'ils avaient encore deux ans pour les envoyer à l'école avant qu'il leur fût permis de commencer à travailler.

PLAINTES

Le nombre de plaintes portées durant l'année a été de douze, moins de la moitié de celles que nous avons reçues l'année dernière, et qui sont classées sous sept chefs différents.

Deux avaient rapport à la ventilation insuffisante ; une, à un calorifère défectueux ; une, à l'emploi d'un jeune garçon n'ayant pas le certificat nécessaire ; une aux appareils de sauvetage dans un hôtel ; une, à de jeunes garçons travaillant après les heures réglementaires ; une, à l'encombrement d'une salle de vues animées ; trois, à la sécurité dans des salles de vues animées et des théâtres ; une, à une chaudière non inspectée et une à un mécanicien travaillant sans avoir le certificat voulu.

Quant à ces plaintes, je puis dire que notre bureau a su maintenir sa réputation, y voir immédiatement et y remédier. Il n'est pas reçu de plaintes au bureau sans que les inspecteurs y voient dans les 24 heures, et je puis ajouter que lorsqu'il y a moyen d'y remédier, cela se fait.

#### INSPECTION DES CHAUDIERES

Le service de l'inspection des chaudières a été bien fait durant l'année. L'addition de deux inspecteurs, l'un pour la région du Lac St-Jean et l'autre pour les comtés du sud-est, a permis au personnel de visiter toutes les industries. Le nombre de chaudières inspectées a été de 1080, soit soixante de moins que l'année dernière, ce qui est dû au nombre de scieries mécaniques restées inactives durant l'année.

#### ACCIDENTS

Le nombre total des accidents rapportés au bureau durant l'année, en comprenant ceux qui ont été rapportés à mon collègue M. S. Desrochers et à moi-même, a été de cent dix-huit,—70 à moi-même et 48 à mon collègue, M. S. Durochers. L'augmentation du nombre d'accidents rapportés à ce bureau dans le district de Québec est de huit. Douze ont été mortels, soit deux de moins que sur le total de l'année dernière. Sur ces douze accidents fatals, il y a eu cinq noyades, dont quatre ne devraient pas être directement classées comme accidents survenus dans des établissements industriels, vu que ces noyades ont eu lieu dans la rivière à une distance considérable de l'établissement. Il n'y a donc qu'une noyade accidentelle, celle d'un journalier conduisant un cheval qui est tombé dans la rivière. Sur les sept autres accidents suivis de mort, deux ont eu pour causes le vêtement de l'ouvrier engagé autour de l'arbre de couche ; deux, une explosion de dynamite ; un, l'écrasement entre deux chars ; un, une chute et un le choc d'une pièce de bois

en tombant. Seize autres accidents sérieux ont été rapportés, dont deux comportaient la perte d'une main ; deux, la fracture d'une jambe ; un, la perte de quatre doigts ; quatre, la perte de trois doigts ; cinq, la perte de deux doigts ; six, la perte d'un doigt et un, brûlures graves à la figure, au cou et aux bras. En outre quatre-vingt-dix-huit accidents moins graves ne faisaient perdre au plus que trois ou quatre jours de travail, soit approximativement 9 pour cent d'accidents fatals ; 13 pour cent d'accidents sérieux et 78 pour cent d'accidents peu graves.

La question toute naturelle maintenant qui se pose, c'est de savoir combien de ces accidents auraient pu être prévenus. De prime abord, on pourrait la croire assez simple à résoudre ; mais, après réflexion, vous la trouverez plus difficile en tenant compte de l'élément humain. La distraction ou l'erreur de jugement sont les facteurs principaux et en y ajoutant la classe d'accidents inhérents au travail, nous aurons à peu près tout ce qui en fait la cause. Pour éliminer les deux premiers facteurs, en enseignant aux gens à rechercher les méthodes de sécurité avant tout, ce serait un moyen efficace de supprimer l'irréflexion ou la distraction, et le même remède aurait aussi un merveilleux effet sur les erreurs de jugement.

Une enquête a été faite dans chaque cas d'accident sérieux et aussi pour la plupart des accidents moins graves.

#### EDIFICES PUBLICS

Durant l'année, j'ai ordonné la construction d'échelles de sauvetage à l'extérieur à cinq édifices différents ; puis, j'ai visité les théâtres et les salles de vues animées, en accordant les certificats nécessaires. Dans un cas, j'ai fait une enquête sur un accident survenu dans l'un de ces édifices, un couvent où l'on avait installé un système de calorifère électrique auxiliaire. Dans le transfert du calorifère au charbon au calorifère électrique, l'homme préposé à ce travail avait oublié d'ouvrir le raccord avec le calorifère électro-hydraulique ; heureusement il n'y avait personne dans le voisinage quand la rupture se produisit, et personne ne fut blessé ; mais les dommages causés à la propriété s'élevèrent à trois ou quatre mille dollars, et la force de l'explosion fut à peine croyable, si l'on considère qu'il n'y avait là ni vapeur ni gaz explosif, mais de l'eau seulement, le calorifère électrique étant rempli, il n'y avait place ni pour l'air ni pour la vapeur.

J'ai fait dans l'année 560 visites d'inspection et j'ai été efficacement secondé par mon collègue, M. S. Desrochers. Les nombreux appels que



---

l'on nous fait augmentent au lieu de diminuer, et cela en dépit du fait que les établissements industriels n'ont pas été bien actifs cette année. La nécessité d'augmenter le personnel des inspecteurs devient très évidente.

J'ajouterai que particulièrement pour l'examen des jeunes garçons et jeunes filles désirant obtenir des billets d'admission au travail, Madame C.-E. Lemieux, l'inspectrice, nous a été d'une grande utilité. Le tact et la manière sympathique qu'elle met à l'exercice de ses fonctions sont un précieux appoint dans les examens, surtout pour les jeunes personnes qui s'énervent, et il y en a eu plusieurs dans ce cas.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,

*Inspecteur.*

---

RAPPORT DE M. JOS. GUILLAUME

---

L'honorable A. GALIPEAULT

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon cinquième rapport annuel sur l'application de la loi du service des fonderies, pour l'année finissant le 30 juin 1921.

J'ai fait, dans le cours de l'année, 85 inspections et, sur demande, deux ou trois contre-visites. J'ai cherché à améliorer le mode de ventilation, et ai suggéré les moyens les plus propres à faciliter l'évacuation des fumées, des gaz et de la poussière.

J'ai été consulté à l'occasion de la construction de nouvelles fonderies, et j'ai fait aux propriétaires quelques recommandations dont ils ont tenu compte.

Cinq accidents, sans gravité, heureusement, m'ont été rapportés dans le cours de l'année.

Je suis aussi heureux de déclarer que je n'ai pas rencontré, dans aucune fonderie que j'ai visitée, d'enfants n'ayant pas l'âge requis par la loi.

J'ai l'honneur d'être

Monsieur le Ministre,

Votre bien dévoué,

JOSEPH GUILLAUME

*Inspecteur des fonderies.*

---

---

---

RAPPORT DE MADAME AMELIE-D. LEMIEUX.

---

QUÉBEC, le 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport comme inspectrice des établissements industriels et des édifices publics, pour l'année finie le 30 juin 1921.

Il est très satisfaisant de pouvoir dire dans ce rapport que les améliorations suggérées par l'inspectrice rencontrent de moins en moins d'opposition de la part des patrons ; presque tous comprennent maintenant que nous ne prétendons pas intervenir dans leurs affaires ou leur nuire dans l'esprit de leurs employés.

Il y a eu peu d'infractions, cette année, à la loi concernant l'âge des enfants, et l'enregistrement s'est fait dans des conditions qui me permettent de dire que très peu se sont présentés à l'atelier sans avoir obtenu un certificat leur permettant de travailler ; mais il est certain que la plus stricte surveillance devra toujours être exercée sur ce point, et toute tentative de fraude sévèrement punie.

Laissez-moi vous dire, en terminant, que les inspections qui sont faites sous la direction et l'autorité du Gouvernement produisent, chaque année, des résultats de plus en plus encourageants.

J'ai fait aussi des inspections à Lévis, Loretteville, Trois-Rivières, Baie St-Paul et la Malbaie.

Le tout respectueusement soumis,

AMÉLIE D. LEMIEUX,

*Inspectrice.*

---

## RAPPORT DE M. R.-H. GOOLEY

COATICOOK, Qué., 30 juin 1921.

L'honorable ANTONIN GALIPEAULT,  
*Ministre des Travaux publics et du Travail,*  
Quebec.

*Honorable Monsieur,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans les Cantons de l'Est, pour l'année finissant le 30 juin 1921.

L'inspection des fabriques dans les Cantons de l'Est, durant la dernière partie de l'année, diffère de celle des années précédentes. La prospérité industrielle que j'ai signalée chaque année dans mes rapports, a diminué, mais non dans toutes les branches ; l'industrie des tissus a été la moins déprimée, les industries du bois et des métaux sont celles qui périliclitent le plus, mais non d'une manière générale. Je crois pouvoir affirmer sûrement que les industries dans les cantons de l'Est ont été moins déprimées que dans les autres parties de notre province. A venir jusqu'au mois de mai 1921, la plupart des fabriques étaient au maximum de leur activité, et tout à coup, comme un coup de foudre, certains établissements industriels, principalement ceux où l'on travaille le bois et les métaux, ont été forcés de diminuer leurs opérations. Je suis heureux de pouvoir vous dire que le désœuvrement, dont nous avons tant entendu parler dans les grandes cités, n'est pas aussi général dans les Cantons de l'Est. Je crois que les employés, dans les différentes villes de cette région, étaient mieux préparés à faire face aux changements que dans la plupart des autres endroits. Dans mon district se trouvent un bon nombre de grandes villes et cités manufacturières et la misère n'y a pas encore fait son apparition.

Cependant, dans quelques-unes des nombreuses villes qui sont sous mon contrôle, chose étrange, j'ai reçu plus de plaintes des employés eux-mêmes que j'en recevais lorsque l'industrie était en pleine activité.

Dans les Cantons de l'Est nous avons été très chanceux, à l'exception de l'industrie de l'asbeste à Thetford Mines. Je n'ai pas eu de différends industriels que je n'aie pu régler moi-même. Il s'est produit un bon nombre de conflits entre le capital et le travail ; mais ayant été prévenu par l'une ou l'autre partie, je suis allé tout de suite faire une enquête, ce qui m'a mis en rapport avec les chefs ouvriers dans nos villes des Cantons de l'Est, et je puis vous assurer, monsieur, qu'il

faut y mettre beaucoup de patience pour régler ces sortes de difficultés.

Ces gens-là ne peuvent pas et ne veulent pas croire qu'il y a réellement dépression dans la plupart des villes ; ils en sont venus à s'imaginer que les établissements industriels ont diminué leurs opérations ou ont fermé leurs portes à la seule fin de réduire les gages ; ils se plaignent de cet état de choses et de toutes sortes de choses, et dans certains cas leurs plaintes sont justes, ce qui nous oblige de faire une enquête dans presque chaque cas. Je ne trouve pas qu'ils ont absolument tort, car la dernière guerre a créé dans la classe ouvrière bien des conditions auxquelles nous n'avions jamais eu à faire face, et la dernière instabilité industrielle a donné lieu aux conditions ouvrières ci-dessus mentionnées.

Dans mon district, se trouvent des villes exclusivement composées de fabriques de pulpe et de papier, et quand ces fabriques de pulpe et de papier souffrent, cela influe sur la population tout entière. Je ne prévois aucun malaise particulier dans la classe ouvrière de ces localités, vu que les produits de ces fabriques sont en grande demande, et aussitôt que l'excédent de production sera consommé, la fabrication recommencera au plein rendement. Quand je dis plein rendement, je ne veux pas dire que la demande sera aussi grande que durant la guerre ; mais elle excèdera certainement celle d'avant guerre, et les employés s'accoutumeront aux salaires d'avant guerre, et le plus tôt cet état de choses reviendra, le plus tôt le capital et le travail s'entendront de nouveau dans leur collaboration. Je connais des industries où les gages ont été réduits et où les employés ont quitté leur emploi ; il est presque impossible de convaincre les ouvriers que les capitalistes sont sincères en se disant obligés de réduire les prix du travail.

Durant l'année, j'ai fait cent trente-et-une inspections d'établissements industriels. Cinq nouvelles manufactures ont été complétées et six autres nouveaux établissements plus petits ont été installés dans mon district. Jusqu'au 30 juin 1921, il y avait soixante-dix pour cent d'employés dans les industries des Cantons de l'Est, en comparaison avec le 30 juin 1920. Les chefs d'industries ont eu la grande obligeance de retenir, quand c'était possible, tous les employés qui avaient quelqu'un à faire vivre. Par conséquent, tout bien considéré, et vu la dépression générale qui existe dans le monde entier, je considère que la condition industrielle dans les Cantons de l'Est est exceptionnellement bonne.

#### TRAVAIL DES ENFANTS

Voilà un sujet qui demande toujours beaucoup d'attention, surtout de nos jours, non que ce mal ne diminue chaque année, mais parce que c'est une question qui intéresse la société tout entière. Le public en général s'intéresse davantage au bien-être de la génération future, au point que des citoyens, particulièrement dans les villes aux fabriques

de tissus, des Cantons de l'Est, ont formé des sociétés que l'on appelle "sociétés du bien-être de l'enfance". Cette organisation prend grand soin d'attirer mon attention sur toutes infractions à la loi de l'emploi des enfants, loi que l'on connaît bien. Je suis donc souvent appelé à faire des enquêtes, ce que je fais avec plaisir et je leur sou mets un rapport sur le résultat. La nouvelle loi que vous avez jugé à propos, monsieur, de décréter au sujet de l'inscription des jeunes garçons et jeunes filles de quatorze à seize ans, a été habilement mise en vigueur par votre sous-ministre du Travail, et nous avons dû consacrer à ce soin particulier une partie de notre temps. Dans les Cantons de l'Est, les industries sont plus éparpillées dans les différentes parties du district, et il faut plus de temps pour visiter ces différents endroits au temps voulu et y examiner les enfants, qui tous font du travail surnuméraire. Cependant, c'est un sujet très intéressant, et avec la coopération que nous obtenons maintenant des patrons, je puis vous assurer que nous sommes à même d'obtenir, chaque année, de bons résultats.

#### ACCIDENTS

Le nombre des accidents a été beaucoup moins grand cette année que les années passées ; ce qui, je l'espère, est peut-être dû à mes efforts pour obtenir une meilleure protection. Il y a eu cent trente accidents de rapportés, dont quatre fatals. J'ai pour objectif,—(et c'est ce que je mets en pratique en faisant une enquête sur tous les accidents d'une nature sérieuse,) de constater en premier lieu comment la personne s'est blessée, d'aller la voir si c'est possible et d'obtenir sa version sur la manière dont l'accident s'est produit, etc. Non seulement cela m'aide à remédier aux dangers signalés, mais fait comprendre à ces pauvres malheureux que nous essayons réellement de venir en aide à la classe ouvrière. En plusieurs occasions, j'ai reçu des informations qui ont prévenu des différends sérieux entre patrons et employés.

La loi concernant l'indemnité a puissamment aidé aux classes ouvrières qui l'ont hautement appréciée, et quand nous pouvons favoriser un règlement à l'amiable entre les deux parties, souvent cela vaut mieux que de recourir à la loi, et les blessés auront plus d'aide réelle. En outre, cela entretient l'amitié avec leurs patrons, et je considère que le succès pour le capitaliste comme pour l'ouvrier est dans la coopération.

#### INSPECTION DES CHAUDIERES A VAPEUR

Voici une partie de mes devoirs qui se trouve exceptionnellement facilitée, surtout depuis que notre sous-ministre a jugé à propos d'envoyer des examinateurs, des ingénieurs et des chauffeurs siéger à

différents endroits dans les Cantons de l'Est. Une autre source d'enseignement pour les ingénieurs et les chauffeurs se trouve dans le fait de votre département d'insister afin que tous ces gens-là viennent devant ce bureau faire preuve de compétence. Ils n'ont pas d'abord accepté cela de trop bon gré ; mais quand ils ont pu constater que plus ils étaient experts, plus leurs salaires étaient élevés, que le département tenait absolument à ce qu'ils devinssent entendus et porteurs de certificats ; quand ils apprirent encore que le département n'épargnerait ni temps ni moyens pour atteindre tous les cas, ils comprirent qu'il était dans leur intérêt de se rendre aussi compétents que possible, et c'est un fait bien entendu que plusieurs sont devenus de vrais ingénieurs qui n'auraient jamais connu leur habileté s'ils n'avaient pas été forcés de s'appliquer à leur étude. Et je puis vous assurer, monsieur, que vos efforts, sous ce rapport en particulier, ont été hautement appréciés par le propriétaire industriel. J'espère qu'avant longtemps le bureau d'industrie électrique sera aussi en opération, et j'ai confiance qu'il sera d'un grand avantage pour le public en général. Durant l'année, deux cent soixante-quatorze chaudières ont été inspectées par les inspecteurs du gouvernement, et cent quatre-vingt-trois par les compagnies d'assurance, ce qui représente à peu près le nombre usuel de chaudières inspectées chaque année dans ce district.

#### ÉDIFICES PUBLICS

Voilà une partie de mes devoirs qui me tient constamment sur le qui-vive, car la sécurité dans les édifices publics intéresse le public en général, et nous avons beaucoup à faire pour répondre au public qui demande protection. On pourrait penser qu'après avoir bien visité son arrondissement et fait ses demandes au point de vue de la sécurité, l'inspecteur peut se reposer l'esprit à l'aise. Mais, non ; il n'en est pas ainsi. Il y a eu tant de reconstructions et de nouvelles bâtisses d'érigées dans telle ou telle ville qu'un inspecteur jugera à propos de les visiter et de donner ses ordres au point de vue de la protection, et les propriétaires d'édifices publics, des syndics, des commissaires auxquels il a à s'adresser ne feront que de s'apercevoir qu'il existe une loi à ce sujet. Ils vous demanderont alors de revenir, pour rencontrer ces différents corps ou bureaux, ce qui est ordinairement tout d'abord pour essayer d'éluder la loi ; et quand ils voient que cela est inutile, ils suggéreront le contraire de ce que l'on demande. Il nous arrive très rarement de rencontrer une commission scolaire, un corps de syndics ou de propriétaires publics qui admettent que les moyens de protection contre l'incendie sont chose nécessaire, et si vous voulez faire exécuter plusieurs de vos ordres, il faut sacrifier à peu près la moitié de ce qui est absolument

nécessaire. Dans ces cas-là, j'essaie de me conformer à leurs conditions financières en obtenant que l'on fasse une partie des améliorations, avec l'entente bien précise que le reste suivra. Cela exige une autre inspection, et peut-être une autre assemblée, et vous constaterez que les commissions scolaires ont changé ; il faudra donc d'autres explications. On fera des améliorations, des additions à des édifices publics, et l'on en construira de nouveaux, donc notre travail n'est jamais fini.

Je suis aussi obligé de voir à la sûreté dans les industries, ce qui n'est pas aussi compliqué. Je suis appelé par des corps publics à voir aux patinoires qui offrent toujours du danger, ainsi qu'aux grandes estrades sur les terrains d'expositions. Dans les Cantons, presque chaque ville de quelque importance a quelque sorte d'exhibition qui exige différents édifices publics, mis en usage une seule fois par année. Plusieurs de ces bâtisses sont très vieilles, et par conséquent l'on ne devrait rien épargner pour y prévenir une catastrophe. Quand je fais mon inspection dans ces endroits, je demande un certificat d'architecte, comme le veut la loi. Nous avons encore les salles de vues animées. Ces établissements dans les petites villes ne sont pas comme les théâtres bien installés des cités ; ce sont des salles publiques de toutes sortes qui sortent de terre comme des champignons. A peine le propriétaire a-t-il réussi à emménager une de ses salles qu'il la vend ou fait faillite ; tout est déménagé et un nouveau propriétaire s'en vient s'y installer avec peu ou point de capital, et la sûreté du public est le dernier de ses soucis. A tout bien considérer, je passe mon temps à inspecter et à faire tenir ces établissements en aussi bonne condition que cela peut être possible. Je suis heureux de pouvoir ajouter que la sûreté du public, sous ses différentes formes de protection, dans les Cantons de l'Est, ne le cède à aucun autre endroit de la province.

En terminant, j'aime à ajouter que j'ai préparé un tableau de mon inspection des établissements industriels avec une classification des employés dans les différentes fabriques, où l'on pourra faire la comparaison du nombre d'employés en 1920 et 1921.

Je désire remercier votre département pour l'aide que j'en ai toujours reçue. Votre sous-ministre, M. Guyon, s'intéresse à toutes les parties de notre œuvre, et il est toujours prêt à nous faire bénéficier de sa grande expérience.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

R.-H. GOOLEY,

*Inspecteur.*



## VI

## BUREAUX DE PLACEMENT PROVINCIAUX

*Rapport du Surintendant général*<sup>1</sup>

MONTRÉAL, 30 juin 1921

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT

*Ministre des Travaux publics et du Travail,  
Québec, Qué.**Monsieur le ministre,*

J'ai l'honneur de présenter le troisième rapport annuel sur les opérations des bureaux de placement gratuits de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1921.

Nonobstant le fait que les affaires en général sont demeurées plutôt mauvaises au cours de cet exercice, le total des opérations est des plus satisfaisants. A la lecture des rapports des surintendants, l'on constatera une petite diminution ; les placements sont en nombre inférieur à l'année précédente. Cette réduction est due à la crise qui sévit dans le monde entier, et dont les causes remontent à la grande guerre. L'année qui vient de s'écouler occupera certainement une place remarquable dans les différentes phases de la période de rajustement.

Il y a certainement des indices d'amélioration prochaine. Les relations entre employeurs et employés s'établissent sur de nouvelles bases ; il y a modification dans les conditions de travail, notamment en ce qui regarde les salaires. Les conflits se règlent, et tout indique que les relations entre patrons et employés seront bientôt dans leur état normal.

Un autre signe apparent de progrès est l'abaissement dans le coût de la vie. Certaines grandes industries annoncent même la réduction des prix de leurs produits à ceux d'avant-guerre.

Le manque d'habitations étant général, l'industrie du bâtiment doit forcément redevenir prospère bientôt. Pour toutes ces raisons, nous devons espérer qu'il y aura, sous peu, abondance de travail.

CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION AMÉRICAINE DES BUREAUX DE PLACEMENT ET DU CONSEIL D'EMPLOI DU CANADA

Des événements les plus importants de l'année, je dois citer la réunion annuelle de l'Association Américaine des Bureaux de Placement Publics, tenue à Ottawa du 20 au 22 septembre. La réunion a été la plus nombreuse et la plus importante dans l'histoire de cette Association,

tant sous le rapport de l'assistance que de l'excellence des contributions qui y furent lues et discutées. La compétence et la haute culture des conférenciers, dont plusieurs sont professeurs d'Universités ou Directeurs d'œuvres Sociales du Canada et des Etats-Unis, rendirent ces conférences instructives et des plus intéressantes.

Immédiatement après l'ajournement de cette réunion, la conférence annuelle du Conseil d'Emploi du Canada a tenu ses séances les 23 et 24 septembre 1920, dans la même ville. Ce Conseil d'Emploi est composé d'un représentant du Département du Travail Fédéral, d'un représentant de chaque Province et de délégués des grandes Associations Patronales et Ouvrières. La mission de ce Conseil est d'aider à l'application de la Loi de Coordination des Bureaux de Placement, et de recommander les moyens de prévenir le chômage.

Trois questions surtout ont fait le sujet des délibérations de cette conférence.

1. Le chômage ;
2. L'administration et la technique des bureaux ;
3. Les services spéciaux.

Sur ces trois questions, il y eut délibérations.

(1) Le chômage et la stabilisation du travail ; l'Etat et les particuliers s'uniraient pour retarder l'exécution des travaux pour les périodes de stagnation industrielle, et l'on créerait une Assurance d'Etat contre le chômage.

(2) L'Administration et la Technique des Bureaux.

On recommande : La création de Conseils consultatifs provinciaux et locaux, et l'on délibère sur les sujets suivants : Aide au transport des sans-travail, l'Analyse des Occupations, la Publicité, l'Abolition des Bureaux payants, le Travail de la Ferme, les Immigrants et les Travailleurs étrangers.

(3) Services Spéciaux. L'on suggère l'organisation d'un Département séparé pour le placement des invalides, des enfants et des femmes, et aussi pour les occupations commerciales et professionnelles.

L'un des problèmes d'une importance vitale pour l'Ouest Canadien, celui de la rentrée des récoltes, a fait l'objet d'une séance exclusivement employée à étudier quelle pourrait en être la meilleure solution. Finalement une résolution a été adoptée recommandant au Gouvernement Fédéral qu'une Commission soit nommée ayant pour mission d'élucider ce problème.

#### DISTRIBUTION DES SECOURS AUX SANS-TRAVAIL

L'un des incidents remarquables de cet exercice est la participation du Bureau de Montréal dans la distribution des secours inaugurés par le Gouvernement Fédéral. Montréal est la seule municipalité de la

Province de Québec où l'initiative a été prise de distribuer des secours aux personnes sans emploi. Le rôle joué par notre Bureau consistait à la distribution d'une formule de certificat, qui attestait que le bureau de placement n'avait pas de position à offrir au solliciteur, ce qui signifiait que la municipalité pouvait accorder les secours qui lui étaient nécessaires, suivant ses responsabilités de famille.

Notre participation dans ce travail de distribution a nécessité un effort considérable de la part de notre personnel, qui a dû de ce fait être augmenté.

Il me sera bien permis d'exprimer l'opinion que je ne crois pas qu'il soit à l'avantage de notre Service de Placement de permettre que nos bureaux puissent être assimilés à des bureaux de charité. Il semble admis par toutes les personnes compétentes que l'on doit à tout prix éviter de confondre les Bureaux de Placement avec les institutions où l'on distribue des secours aux nécessiteux.

#### CONFÉRENCE PROVINCIALE

A la demande du Directeur du Service d'Emploi Fédéral, une conférence des Employés des Bureaux de Placement de la Province de Québec tint ses assises le 16 de juin à Montréal. Cette occasion de discuter les questions affectant le Service de Placement a été très appréciée du personnel qui, dans une résolution, remercia l'honorable Ministre des Travaux Publics et du Travail et le Sous-Ministre, qui autorisèrent cette réunion.

Un rapport complet des délibérations de cette conférence a été préparé et distribué à tous les intéressés. A la lecture de ce compte-rendu, l'on se convaincra que tous les problèmes affectant le placement des sans-travail dans notre Province ont été étudiés.

Des sujets discutés, citons : L'administration interne des bureaux, comprenant l'étude des diverses formules en usage. Les relations entre le Service d'Emploi Fédéral et Provincial ont aussi occupé sérieusement l'attention des délégués. Il serait très important que considération soit donnée aux vœux exprimés par cette conférence ; ils ont une portée considérable sur l'avenir du service.

Les surintendants dont les rapports sont réunis à celui-ci, font des déclarations sur la situation dans chacun de leur district, expliquant la conséquence de cette situation sur les opérations de leurs bureaux. L'on y voit que malgré l'inactivité dans les affaires, le placement des sans-travail n'a pas sensiblement diminué.

D'un grand intérêt pour le service sont les projets de réforme qu'ils suggèrent et qui requièrent une étude sérieuse, si nous voulons que le Service de Placement de Québec puisse se comparer à celui des autres

Provinces. Ces recommandations sont consignées dans le rapport des délibérations de la conférence des Bureaux de Placement.

De nos cinq bureaux, tous ont des besoins qui ne peuvent être méconnus ; mais ceux de Montréal et de Québec, qui voient à la distributions du travail dans les territoires où existent d'innombrables établissements industriels, réclament des réformes qui ne sont que proportionnées à leur importance, et qui ne devraient pas être ignorées. Ils demandent que la publicité qui a donné cette année d'excellents résultats dans le Département des Femmes, soit complétée par la nomination de solliciteurs près les employeurs.

#### PLACEMENTS

Relativement aux travaux des bureaux pour l'exercice se terminant le 30 juin 1921, le total des opérations a été comme suit :

Nombre de sans-travail.....	33,391
Places vacantes notifiées par les patrons.....	14,433
Personnes référées.....	14,784
Nombre de personnes placées.....	12,237

Une diminution de 1371 sur les chiffres de l'an dernier.

Le grand total des placements depuis l'ouverture du premier bureau en 1911, est de 81,268.

En résumé, nos Bureaux de Placement administrés par des officiers dévoués, poursuivent leur mission : celle de procurer gratuitement aux patrons des employés, et à ces derniers les places qui leur permettent de gagner leur vie.

Je ne saurais clore ce rapport sans dire un mot de nos relations avec les autres Provinces et le Service de Placement Fédéral. Ces relations sont très cordiales, et elles s'étendent maintenant jusqu'en Angleterre. Nous recevons tous les mois de Londres une liste de sans-travail, civils et militaires, qui sont consentants de venir au Canada.

Ce sont là, Monsieur le Ministre, brièvement relatés les faits les plus saillants du dernier exercice.

Croyez-moi,

Votre très humble et très dévoué serviteur,

JOSEPH AINEY,

*Surintendant général.*

## BUREAU DE QUEBEC

415, rue St-Paul

*Rapport du surintendant*

QUEBEC, 30 juin 1921.

Monsieur J. AINEY,  
Surintendant général,  
Bureaux de placement provinciaux,  
Montréal.

*Monsieur,*

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des opérations du bureau de placement de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Comme l'indique le tableau ci-annexé, le chiffre des placements est satisfaisant si l'on tient compte des conditions adverses qui règnent depuis près d'un an.

Plusieurs de nos établissements ont réduit leur production. Il y a eu, durant l'année, un grand nombre de travailleurs sans emploi dans la plupart des centres industriels. Nos grandes compagnies forestières ont diminué leur production, et en dépit de cet état de choses, notre bureau a tout de même réussi à augmenter le chiffre des placements. La fermeture des bureaux de placement privés dans notre ville et la publicité donnée à notre Service, dues au bon vouloir du Département, sont les deux facteurs qui ont le plus contribué à cette augmentation, et sans cette crise industrielle nous aurions augmenté considérablement nos placements.

Dans le cours de l'année nous avons visité et sollicité un grand nombre d'industriels. Cette sollicitation n'a pas donné le résultat désiré, par suite du ralentissement général des affaires. Tout de même, cette sollicitation est nécessaire et contribuera à augmenter l'efficacité du Service le jour où un officier spécial sera nommé à cette fin.

Notre bureau s'est aussi occupé du placement des femmes. Dans ce département une réforme s'impose et permettez-moi la suggestion suivante : "Séparation complète de ce département et organisation spéciale préposée au placement des femmes."

Je crois que ce bureau donnerait de bons résultats, car il y a beaucoup à faire dans cette branche de placement, qui demande une activité suivie et constante.

De plus amples commentaires seraient superflus, car nos rapports quotidiens vous tiennent au courant de nos opérations et vous permettent de connaître nos besoins.

Respectueusement soumis,

ALFRED CROWE,

*Surintendant.*

Québec, 30 juin 1921.

PLACEMENTS DEPUIS LE 1ER JUILLET 1920 AU 30 JUIN 1921.

Département des Hommes.

Liste des différents métiers et occupations.

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Québec	Autres zones	
AS	Fermiers .....	4		
BC	Briqueleurs .....	13		
"	Charpentiers .....	102		39
"	Ferblantiers .....	1		
"	Peintres .....	15		
"	Plâtriers .....	7		
"	Apt.-plombier .....	1		
"	Plombiers .....	10		
PCM	Commis .....	12		
"	Comptables .....	4		
"	C.-Expéditeurs .....	2		
"	C.-Voyageurs .....	2		
"	Contremaîtres .....	2		
"	Sténographe .....	1		
DP	Aide-Cuisinier .....	2		
"	Chasseurs .....	6		
"	Cuisiniers .....	9		
"	Domestique .....	1		
LA	Journaliers .....	518		99
LU	Bûcherons .....	559	21	757
"	Hommes F. Billots .....	42		83
"	Hommes de Moulin .....	5		
ML	Corroyeur .....	1		
MM	Chaudronniers .....	4		
"	Electricien .....	1		
"	Forgeron .....	1		
"	Ingénieurs .....	2		
"	Machinistes .....	3		
"	Mouleur .....	1		
"	Mouleur d'aluminium .....		27	
MP	Hommes M. Papier .....	75		
ZY	Chauffeurs .....	3		
"	Cond. Voitures .....	4		
"	Divers .....	52		
"	Gardien .....	1		
"	Hommes de cour .....	3		
"	Hommes ouv. général .....	2		
Total .....		1,471	48	978

## Département des Femmes

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉES		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Québec	Autres zones	
PCM	Sténographes.....	21	.....	.....
DP	Cuisinières.....	13	.....	.....
"	Femmes de peine.....	9	.....	.....
"	Filles de chambre.....	2	.....	.....
"	Filles de salle.....	9	.....	.....
"	Servantes.....	4	.....	.....
MT	Couturières.....	54	.....	.....
"	Ouv. manufactures.....	29	.....	.....
	Total.....	141	.....	.....

ABRÉGÉ GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS: 1<sup>ER</sup> JUILLET 1920 AU 30 JUIN 1921.

	Hommes	Femmes	Total
Personnes inscrites durant l'année....	3,909	342	4,251
Vacances annoncées.....	2,987	218	3,205
Situations offertes.....	2,767	218	2,985
Personnes placées.....	2,497	141	2,638

ALF. CROWE,

*Surintendant.*

## BUREAU DE MONTREAL

8 et 10 rue Saint-Jacques

## RAPPORT DU SURINTENDANT

Montréal, 30 juin 1921.

Monsieur JOSEPH AINEY,

*Surintendant général,*

Montréal.

Cher Monsieur :—

J'ai l'honneur de vous soumettre le onzième rapport annuel sur les opérations du bureau de placement gratuit de Montréal, pour l'année administrative expirant le 30 juin 1921, ainsi que le rapport détaillé des opérations extrait des statistiques recueillies au jour le jour.

Ci-annexé au présent rapport est un tableau des opérations de notre bureau depuis sa fondation le 3 avril 1911 jusqu'au 30 juin 1921.

## REMARQUES GÉNÉRALES

Les tableaux contenant les opérations de notre bureau et qui sont annexés à ce rapport, renferment toutes les indications sur les occupations des personnes qui sollicitent du travail à nos comptoirs, et le nombre de personnes référées à des positions ayant réussi à se placer. Tous les emplois y sont représentés : l'agriculture, le travail domestique et toutes les industries qui font la prospérité de notre grande métropole.

Les sans-travail inscrits au cours de l'année écoulée sont au nombre de 21,480. L'année dernière, nous en avons inscrit 9,817. Le nombre de solliciteurs, comme l'indiquent ces chiffres, a augmenté dans une grande proportion, mais pas autant que semble l'indiquer la différence dans ces deux montants.

Deux causes ont contribué à ces augmentations, d'abord la participation de notre bureau dans la distribution des secours aux sans-travail du 10 janvier au 31 mars. Des sans-travail, 6832 obtinrent des certificats, leur permettant l'obtention des secours distribués par la municipalité ; l'autre cause est due au changement dans l'inscription des sans-travail, que nous devons renouveler tous les jours, quand, précédemment, on les inscrivait tous les quinze jours ; l'introduction de la formule E. O. 23, est responsable de cette augmentation. Il y a une diminution dans le nombre des vacances notifiées par les patrons,



7,387, quand, l'année dernière, nous en avons 9,364. En ce qui regarde le placement proprement dit, nous avons procuré de l'emploi à 5,737 personnes ; une diminution sur les chiffres de l'année précédente, puisque nous avons dans cet exercice placé 6,133 sans-travail. Des commentaires sont nécessaires pour expliquer ces résultats qui sont dûs à la même cause qui existe dans le monde entier, c'est-à-dire, que nous nous ressentons des effets de la guerre mondiale.

D'autre part, prenant en considération que Montréal est le plus grand centre industriel du pays, là où sont nécessairement attirés les travailleurs pendant ces périodes de dépression, le résultat des opérations de notre bureau est très satisfaisant.

#### AGRICULTURE

Nous n'avons rien de bien remarquable à rapporter dans cette division de notre service, qu'un léger déclin dans le nombre des opérations. Dans cette industrie, on s'est senti de la stagnation quasi universelle qui sévit actuellement. La demande pour les produits agricoles étant moindre, les salaires ont encore subi une décroissance qui ne rend pas cette occupation bien attrayante pour l'ouvrier sans-travail des villes.

#### DÉPARTEMENT DES FEMMES

Nous avons l'agréable devoir de signaler dans ce rapport un accroissement dans le volume des opérations de cette division. Le total des opérations pour l'année 1920 était de 513 placements ; pour cette année, il est de 1,405, une augmentation de près de deux cents pour cent. Ce résultat a été obtenu par les efforts du personnel pour satisfaire au désir des autorités provinciales, qui résolurent de donner satisfaction aux citoyens qui ont souffert des abus de quelques-uns de ces bureaux de placement payants. Ce qui manquait nous a été accordé partiellement, c'est-à-dire, un peu plus de publicité, la réclame étant reconnue comme absolument nécessaire pour répandre et populariser notre service parmi les employeurs et les employés. Ces succès, qui sont très encourageants, peuvent cependant être meilleurs, parce qu'il y a un champ d'action très vaste dans une grande ville comme Montréal. L'idéal serait un bureau de placement dans une localité centrale, au rez-de-chaussée d'une bâtisse dans des pièces spacieuses, avec le personnel et l'outillage nécessaires, savoir : Bureaux de consultation et téléphones. Il y aurait plusieurs sous-divisions telles que : Service Domestique, Département industriel, Département d'employés de bureaux et de magasins, etc., avec une personne préposée à la direction de chacune de ces divisions.

## INDUSTRIE FORESTIÈRE

La poussée inaugurée l'an dernier, qui nous a valu une augmentation considérable dans le placement des bûcherons et autres catégories d'hommes de chantier, s'est continuée cette année ; il y a bien eu une légère diminution perceptible surtout dans les derniers mois, mais nous espérons que, sous peu, il y aura regain d'activité dans cette industrie, l'une de celles qui a le plus besoin d'un service de placement sûr, permanent et désintéressé, protégeant l'employeur et l'employé.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans les conclusions de notre rapport de l'an dernier, nous avons l'honneur d'appuyer fortement sur la nécessité d'introduire certaines réformes dans notre service, consistant dans une plus grande publicité pour notre bureau, la nomination d'au moins un solliciteur, la création d'un bureau spécial de placement pour les manœuvres, les bûcherons et les terrassiers. De ces recommandations que j'avais ainsi l'honneur de faire, on nous a permis d'augmenter la publicité pour le Département des Femmes. Ses petites annonces paraissant deux fois par semaine, ont, sans nul doute, contribué à produire ces excellents résultats que l'on constate à la lecture des opérations de ce Département. Il reste encore la nomination de solliciteurs, et la division de notre bureau, pour compléter les réformes dont nous demandons annuellement la réalisation.

Il me fait plaisir, Monsieur le Surintendant Général, avant de clore le rapport sur les opérations du bureau de placement de Montréal, de noter la bonne volonté et le zèle déployés par tout notre personnel pour assurer le succès du Service des Bureaux de Placement Gratuits de notre province.

Veuillez accepter, Monsieur le Surintendant Général, mes remerciements sincères pour l'honneur que l'on m'a fait de participer comme l'un des représentants de la province de Québec à la conférence des Employés des Bureaux de Placement de l'Amérique, qui a eu lieu au mois de septembre dernier à Ottawa, Ontario.

Je suis, Monsieur le Surintendant Général,

Votre humble et dévoué serviteur,

FRANCIS PAYETTE,

*Surintendant.*

## MONTREAL

TABLEAU NUMÉRO I

*Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

## DÉPARTEMENT DES HOMMES

## Liste des différents métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Montréal	Autres zones	
AS	Jardiniers.....	4		
"	Ouv. de ferme.....	130		
BC	Briqueurs.....	5		
"	Couv. en ardoises.....	1		
"	" en gravois.....	1		
"	Ferblant. couv.....	6		
"	Finisseur-ciment.....	1		
"	Menuisiers.....	239		43
"	Peintres.....	160		
"	Plâtriers.....	6		
"	Plombiers.....	14		
"	Polisseurs gran.....			1
"	Tailleur de pierre.....	1		
"	Tireur de joints.....	1		
CM	Agents d'Assurance.....	30		
"	Collecteurs Agts.....	1		
"	Buralistes.....	8		
"	Commis épiciers.....	2		
"	" ferronnerie.....	4		
"	" pointeurs.....	5		
"	" vendeurs.....	7		
"	Comptables.....	5		
"	Sténographes.....	3		
"	Voyageurs de com.....	4		
DP	Chauf. fournaise.....	1		
"	Concierges.....	6		
"	Cuisiniers.....	35		
"	" aides.....	122		
"	Domestiques.....	20		
"	Garçons de table.....	13		
"	Hommes d'hôtel.....	2		
"	Infirmiers.....	10		
"	Ouv. de dortoir.....	4		
"	Portier.....	1		
LA	Journaliers.....	1198	11	13
LU	Bûcherons.....	90		1542
"	Commis (Chantier).....			2
"	Cuisiniers (Camp.).....			6
"	Ouv. de scierie.....	81		

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACEÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Mont éal	Autres zones	
MC	Ouv. en caoutchouc.....	1		
MF	Boulangers.....	1		
"	" apprenti.....	1		
"	Embouteilleurs.....	2		
"	Pâtissier.....	1		
ML	Cordonnier.....	1		
"	Faiseur de courroies.....	1		
MM	Ajusteurs mécan.....	3		
"	Brûleur au liquide.....	1		
"	Chauffeurs.....	9		
"	" chaudières à vapeur.....	79		
"	Electriciens.....	3		8
"	Faiseurs cof. forts.....	1		
"	Forgerons.....	1		2
"	Ingénieurs.....	18		
"	Ingénieurs de grues à vapeur.....			4
"	Machinistes.....	7		2
"	Ouv. en métal.....	6		22
"	Polisseurs cuivre.....	2		
"	Soudeur à air.....	1		
"	" à l'électricité.....	1		
"	Tuyautiers.....	2		1
MP	Imprimeur.....	1		
"	Typographe.....	1		
MT	Ouv. Buandiers.....	2		
"	" Textiles.....	12		
"	Tailleur corsets.....	1		
MV	Menuisiers de chars.....	5		
MW	Ouv. Machines bois.....	5		
"	Remboursiers.....	4		
QM	Carriers.....	7	4	
RO	Chauffeurs locomotive.....	3		
SL	Cuisinier de bateau.....	1		
"	Matelots.....	5		
ZY	Charretiers.....	57		
"	Cond. Ascenseur.....	6		
"	Faiseurs de pipes.....	3		
"	Gardiens.....	7		
"	Hommes utilité gén.....	8		
"	Hommes d'écurie.....	5		
"	Hommes d'entrepôt.....	2		
"	Laveurs bouteilles.....	5		
"	Messagers.....	168		
	Total.....	2671	15	1646

## MONTREAL

*Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

## DÉPARTEMENT DES FEMMES

## Liste des différents métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉES		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Mont réal	Autres zones	
CM	Commis.....	1		
"	Commis pharmacie.....	1		
"	Comptable.....	1		
"	Opératrice téléphone.....	1		
"	Ouvrage de bureau.....	2		
"	Pointeuses.....	4		
"	Sténographes.....	6		
DP	Aide-pâtissière.....	1		
"	Bonnes d'enfants.....	15		
"	Cuisinières.....	114		2
"	" Aides.....	40		
"	" secondes.....	7		
"	Domestiques.....	12		
"	Empaqueteuses.....	2		
"	Femmes de ménage.....	425		
"	Filles de chambre.....	63		
"	Filles de table.....	63		
"	Garde-malades.....	2		
"	Gouvernantes.....	2		
"	Laveuses de planchers.....	62		
"	Laveuses de vaisselle.....	63		
"	Laveuses de verres.....	3		
"	Laveuses et repasseuses.....	36		
"	Ménagères.....	2		
"	Ouv. d'hôtels.....	3		
"	Servantes.....	420		
MF	Ouv. de manufacture.....	1		
"	Trieuse de tabac.....	1		
MP	Ouv. Manufact. de papier.....	4		
"	Typographe.....	1		
MT	Couturières.....	28		
"	Ouv. textiles.....	17		
	Total.....	1403		2

## TABLEAU II

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE DEPUIS LE PREMIER JUILLET 1920 AU 30 JUIN 1921

	Hommes	Femmes	Total
Personnes inscrites durant l'année.....	19,052	2,428	21,480
Vacances signalées par les patrons.....	4,874	2,513	7,387
Situations offertes.....	5,126	1,715	6,841
Personnes placées.....	4,332	1,405	5,737

## TABLEAU III

RAPPORT DES OPÉRATIONS DU 3 AVRIL 1911 AU 30 JUIN 1921

	Hommes	Femmes	Total
Applications enregistrées au bureau.....	76,958	6,971	83,929
Vacances signalées par les patrons.....	74,914	13,053	87,967
Situations offertes.....	56,680	6,348	63,028
Personnes placées.....	47,887	5,020	52,907

## TABLEAU IV

PERCENTAGE DES PERSONNES PLACÉES DURANT L'ANNÉE

Hommes et garçons.....	23%
Femmes et filles.....	58%

FRANCIS PAYETTE,  
*Surintendant.*

## BUREAU DE SHERBROOKE

18, rue King

## RAPPORT DES SURINTENDANTS CONJOINTS

Sherbrooke, 30 juin 1921.

Monsieur JOSEPH AINEY,  
*Surintendant Général,*  
Bureaux de Placement Provinciaux,  
Montréal, P. Q.

Monsieur le Surintendant Général,

Nous avons l'honneur de vous soumettre notre rapport pour l'année commençant le 1er juillet 1920 et se terminant le 30 juin 1921. C'est le neuvième rapport annuel que ce bureau soumet, et le deuxième depuis que nous sommes en charge de cette agence.

Il nous fait plaisir de vous signaler que cette année encore notre rapport accuse sur tous les points une substantielle augmentation ; ce qui fait paraître notre rapport de l'an dernier plus considérable s'explique facilement. L'an dernier, nous avions le bureau des soldats, qui fonctionnait concurremment avec le nôtre. Retranchant ce que ce bureau a fait alors et ne fait pas cette année, nous pouvons dire que le bureau de Sherbrooke, malgré l'acuité de la situation ouvrière et financière, a fait un travail double de celui de l'an dernier. Les perspectives sont donc très encourageantes.

Les avantages des bureaux de placement provinciaux sont de plus en plus appréciés, et aujourd'hui, à peu près tout le monde, employeurs et employés, y ont recours.

Nous voulons aussi faire remarquer que chez les femmes l'augmentation dans les placements est très considérable.

Assurément, ici comme ailleurs, la crise ouvrière s'est fait sentir, et le nombre d'ouvriers sans travail est plus considérable que l'an dernier.

La politique des bons chemins que poursuit actuellement le gouvernement de cette province, n'a pas peu contribué à l'amélioration de la situation générale, surtout chez les gens qui n'ont pas de métier. L'amélioration est lente, mais elle paraît certaine. Quelques-unes de nos usines ouvrent leurs portes, et promettent de reprendre la plupart de leurs employés.

Il y a eu diminution dans les demandes de la main-d'œuvre chez les agriculteurs. La grande chaleur et la disette de foin en sont les causes.

Somme toute, nous pouvons dire que la situation, quoiqu'elle ne soit pas des plus brillantes, est très encourageante.

En terminant, Monsieur le surintendant, nous désirons vous remercier des bons offices que vous nous avez rendus, et pour la prompte et persistante bienveillance que vous avez mise à nous renseigner et à nous aider.

Nous vous soumettons le tout respectueusement.

E.-M. BIRON & O. BÉGIN,  
Surintendants-conjoints.

### SHERBROOKE

*Placements du premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

#### DÉPARTEMENT DES HOMMES

#### Liste des métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Sherbrooke	Autres zones	
AS	Agriculteurs.....	53		
BC	Briqueteurs.....	24		
"	Charpentiers.....	129		
"	Latteurs.....	5		
"	Maçons.....	5		
"	Peintres.....	27		
"	Plâtriers.....	4		
"	Plombiers.....	5		
CM	Commis.....	2		
DP	Chauffeur.....	1		
"	Cuisinier.....	1		
"	Domestique.....	1		
"	Gardien.....	1		
LA	Journaliers.....	906		
LU	Bûcherons.....	340		
MM	Machinistes.....	4		
MP	Forgerons.....	6		
"	Ingénieur.....	1		
"	Mécanicien.....	1		
"	Mouleur.....	1		
MT	Manufacture.....	7		
PT	Peintres.....	2		
QM	Carriers.....	4		
YZ	Charretiers.....	26		
"	Chauffeurs.....	10		
	Total.....	1566		



## SHERBROOKE

*Placements du premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

## DÉPARTEMENT DES FEMMES

## Liste des métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉES		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Sherbrooke	Autres zones	
CM	Commis.....	2	.....	.....
"	Sténographes.....	2	.....	.....
DP	Cuisinière.....	1	.....	.....
"	Servantes.....	320	.....	.....
MT	Manufacture.....	21	.....	.....
RC	Institutrices.....	5	.....	.....
	Total.....	351	.....	.....

## TABLEAU No II

ABRÉGÉ GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 1920 AU 30 JUIN 1921

	Hommes	Femmes	Total
Personnes inscrites durant l'année.....	1,914	494	2,408
Vacances annoncées durant l'année.....	1,605	396	2,001
Situations offertes durant l'année.....	1,800	500	2,300
Personnes placées durant l'année.....	1,566	351	1,917

Le tout respectueusement soumis,

E.-M. BIRON & O. BÉGIN,  
*Surintendants-conjoints.*

## BUREAU DES TROIS-RIVIERES

23a, rue Des Forges

*Rapport du Surintendant*

Trois-Rivières, 30 juin 1921.

Monsieur JOSEPH AINEY,

*Surintendant général, Bureaux de Placement Gratuits,*

10 rue St-Jacques, Montréal, Qué.

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inclure sous pli mon rapport annuel pour l'année finissant le 30 juin 1921.

Je regrette de constater une sensible diminution dans le nombre des placements, comparativement à l'année dernière ; mais le cas s'explique aisément si l'on tient compte de la crise qui sévit depuis plusieurs mois dans tout le pays en général.

Pour cause de grèves et rajustement de salaires, nos industries ont dû fermer leurs portes pour des semaines et même des mois ; il s'en est suivi un chômage qui nous mettait dans l'impossibilité de donner satisfaction à de nombreuses demandes d'emploi.

Nous espérons, Monsieur le surintendant général, que la présente année sera plus favorable pour le travaillant, et que nous pourrons vous montrer un plus grand nombre de placements à notre prochain rapport.

Veuillez bien me croire, Monsieur,

Votre respectueux,

C.-B. MORISSETTE,

*Surintendant.*  
  
-----

## TROIS-RIVIERES, 30 JUIN 1921

*Bureau de placement gratuit.—Rapport annuel*

## DÉPARTEMENT DES HOMMES

Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921

GROU P ES	OCCUPATIONS	PLACÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Trois-Rivières	Autres zones	
BC	Briqueteurs.....	1		
"	Charpentiers.....	1		
"	Menuisiers.....	13		
"	Peintres.....	16		
"	Polisseur de ciment.....	1		
CM	Buraliste.....	1		
"	Commis d'entrepôt.....	3		
"	Commis-épicier.....	1		
"	Solliciteur.....	1		
"	Voy. de commerce.....	1		
DP	Cuisiniers.....	2		
LA	Journaliers.....	179		
LU	Buchérons.....	1		46
LA	Opérateurs d'acide.....	13		
MF	Boulangers.....	1		
LA	Journaliers Aluminium.....	23		
"	Aide-arpen teurs.....	4		
MM	Chauffeurs chaudières à vapeur.....	3		
"	Electricien.....	1		
"	Ingénieur.....	1		
"	Contremaître.....	1		
ZY	Gardiens.....	4		
"	Messagers.....	3		
	Total.....	275		46

## TROIS-RIVIERES, 30 JUIN 1921

*Bureau de placement gratuit.—Rapport annuel*

## DÉPARTEMENT DES FEMMES

Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉES		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Trois-Rivières	Autres zones	
CM	Buraliste .....	1	.....	.....
"	Commis de nouveautés .....	1	.....	.....
"	Commis de restaurant .....	2	.....	.....
DP	Cuisinière.....	1	.....	.....
"	Servantes.....	156	.....	.....
	Total.....	161	.....	.....

ABRÉGÉ GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 1920 AU 30 JUIN 1921

	Hommes	Femmes	Total
Personnes inscrites.....	1,232	276	1,508
Vacances annoncées.....	688	213	901
Situations offertes.....	450	329	779
Personnes placées.....	321	161	482

C.-B. MORISSETTE,

*Surintendant.*

## BUREAU DE HULL

145 rue Principale

*Rapport du Surintendant*

Hull, 30 juin 1921.

Monsieur JOSEPH AINEY,

*Surintendant-Général, Bureaux de Placement Provinciaux,  
Montréal, P. Q.*

Monsieur :

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des opérations de notre bureau pour l'année finissant le 30 juin 1921.

Tel que l'indique le tableau ci-dessous, le personnel de notre bureau a été très occupé, particulièrement dans les huit premiers mois. Vous constaterez que nous avons eu cette année un peu moins de placements que l'année dernière ; mais cela n'est pas dû entièrement au manque de travail ; il y a aussi d'autres causes que je désire noter.

Depuis le mois de février, les grèves se sont multipliées dans beaucoup de métiers, et les salaires de la classe ouvrière ont diminué dans quelques cas de 50%. Les travailleurs, habitués à recevoir une paye plus élevée, lorsqu'on leur a offert une si grande réduction un grand nombre ont préféré chômer plutôt que d'accepter.

Mais nous sommes convaincus que le rajustement des salaires, qui est presque terminé, aura d'excellents résultats pour les employeurs, la classe ouvrière et le public en général. Nous avons bon espoir que nos efforts pour améliorer le service seront couronnés de succès, ce qui est le but très légitime de tout le personnel.

Je ne saurais terminer ce rapport sans de nouveau attirer votre attention sur la nécessité d'avoir un département des femmes dirigé par une nouvelle employée, dont le travail consisterait à la préparation des rapports, la correspondance et le placement des femmes dans notre district, où il y a un champ d'action très considérable, ce qui permettrait aux autres employés du bureau de faire de la sollicitation chez les employeurs. Si ce nouveau personnel nous était accordé, ce serait un bon pas dans la voie du progrès.

Vous remerciant des bons conseils que vous avez bien voulu nous donner, je demeure,

Monsieur le Surintendant Général,

Votre tout dévoué,

O. LATULIPPE,

*Surintendant.*

HULL, 30 JUIN 1921.

*Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

## DÉPARTEMENT DES HOMMES

## Liste des différents métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉS		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Hull	Autres zones	
AS	Fermiers . . . . .	5		
BC	Charpentiers . . . . .	10		1
"	" en fer . . . . .			1
"	Menuisiers . . . . .	8		3
"	Peintres . . . . .	8		2
CM	Commis . . . . .	7		1
"	Teneur de livres . . . . .			1
DP	Cuisiniers . . . . .	5		6
"	" aides . . . . .	1		5
LA	Journaliers . . . . .	197		23
LU	Bûcherons . . . . .	164		886
"	Charretiers . . . . .	17		9
"	Flotteurs de billots . . . . .	20		12
MM	Chauffeurs . . . . .			1
"	" chaudière à vapeur . . . . .	3		
"	Constructeur de moulin . . . . .	1		
"	Electriciens . . . . .	1		2
"	Forgerons . . . . .			2
"	Ingénieur-mécanicien . . . . .			1
"	Machiniste . . . . .			1
"	Plombier . . . . .	1		
"	Tuyautier . . . . .	1		
MP	Ouvriers en pulpe . . . . .	1		26
ZY	Solliciteurs-agents . . . . .	7		
"	Gardien de dépôt . . . . .	1		
"	Laveur de vitres . . . . .	1		
"	Scieurs . . . . .	3		
"	Homme d'utilité générale . . . . .	1		
	Total . . . . .	463		983

HULL, 30 JUIN 1921

*Placements depuis le premier juillet 1920 au 30 juin 1921*

## DÉPARTEMENT DES FEMMES

## Liste des différents métiers et occupations

GROUPES	OCCUPATIONS	PLACÉES		
		Dans la province de Québec		Dans les autres provinces
		Zone de Hull	Autres zones	
DP	Cuisinière.....			1
"	Femmes de journée.....	2		
"	Servantes.....	10		1
MT	Couturières.....	3		
	Total.....	15		2

## ABRÉGÉ GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE

	Hommes	Femmes	Total
Personnes inscrites.....	3,725	19	3,744
Vacances signalées.....	924	15	939
Situations offertes.....	1,862	17	1,879
Personnes placées.....	1,446	17	1,463

O. LATULIPPE,

*Surintendant.*

## VII

## LES DIFFERENDS INDUSTRIELS

Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler  
les différends industriels dans la province de Québec

RAPPORT DU GREFFIER POUR L'ANNÉE 1920-21

Québec, 1er juillet 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

Ministre des Travaux publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport suivant pour l'année  
finissant le 30 juin 1921 :

Malgré le chômage qui se fait sentir un peu partout, il y a eu des ouvriers qui ont trouvé bon de se mettre en grève. Il me semble qu'il leur aurait été plus profitable de soumettre leurs différends à l'arbitrage, plutôt que d'engager une lutte dont les conséquences sont presque toujours défavorables aux ouvriers.

En effet, que rapportent les grèves à ceux qui en font partie ? Généralement très peu de chose. Si les grévistes gagnent la grève, ils perdent autant en temps perdu qu'ils gagnent d'autre façon, et s'ils perdent la grève, ils perdent des deux façons.

Généralement, les seules personnes qui profitent des grèves, ce sont les agitateurs qui les commandent. Dans presque chaque cas—dans chaque cas—si les patrons et leurs employés étaient laissés à eux-mêmes, ils pourraient régler et régleraient pacifiquement leurs différends, se respectant mutuellement. Mais il n'en est pas ainsi ; il y a généralement quelqu'un qui a intérêt à soulever des troubles, quelqu'un qui gagne à créer la discorde entre le travail et le capital.

Les ouvriers ont droit à une juste rétribution pour les services rendus ; ils ont droit à un salaire qui leur permette de vivre et d'élever leur famille, ceci est incontestable. Mais il ne faut pas oublier que souvent des conditions de vie anormales, causées par des abus, d'un côté, et de l'imprévoyance, de l'autre, ne sont pas le fait des patrons



et des salaires qui, amplement suffisants dans un temps ordinaire, ne le sont pas à cause de circonstances spéciales. Il est injuste, dans ce cas, de faire retomber la faute sur les épaules du patron. Il est injuste, pour obtenir un semblant de réparation, de forcer la main du patron par la grève, le sabotage, l'intimidation, quand le remède devrait venir d'un autre côté.

C'est à peu près le cas d'aujourd'hui. Avec un salaire de \$30.00 par semaine, une famille d'ouvriers est plus pauvre qu'elle l'était avant la guerre avec \$15.00. Pourquoi? Parce que les autorités compétentes ne s'occupant pas de ce qui intéresse le pays, n'ont guère de souci pour les intérêts du pauvre, et laissent les spéculateurs gonfler démesurément les prix de toutes choses au grand détriment des consommateurs.

Ce n'est pas par des grèves que l'on rendra la situation meilleure. On amènera une augmentation de salaire, c'est probable. Mais on subira une nouvelle augmentation du coût de la vie qui réduira à néant la nouvelle augmentation.

Ce n'est pas de ce côté qu'on doit chercher la solution. C'est du côté du gouvernement fédéral, car lui peut mettre un frein à la rage des spéculateurs et rendre les grèves impossibles, en faisant que les salaires soient suffisants pour les besoins de tous. Avant d'exporter pour nourrir les étrangers, le premier soin d'un gouvernement c'est d'assurer la subsistance de son peuple.

#### GREVE A THETFORD-MINES

Conformément à vos instructions, reçues le 8 octobre 1920, d'avoir à me rendre à Thetford Mines pour y rencontrer M. G.-R. Brunet, greffier conjoint des conseils de conciliation et d'arbitrage, au sujet d'une grève anticipée des mineurs, le 9 du même mois, nous étions tous les deux sur les lieux prêts à faire tout ce qui était en notre pouvoir pour obtenir un règlement à l'amiable entre la compagnie "Asbestos Corporation of Thetford Mines" et ses employés, membres de l'Union Nationale Catholique des Mineurs d'Amiante. Malheureusement, nous sommes arrivés trop tard, la grève avait été pratiquement décidée depuis quelques jours, et les ouvriers, malgré notre pressante sollicitation, n'ont pas voulu retarder de quarante-huit heures, afin de nous donner le temps d'avoir une entrevue avec les autorités de la compagnie, dont les bureaux sont à Montréal, le gérant à Thetford Mines nous ayant déclaré n'avoir aucun pouvoir pour décider quoi que ce soit sur les demandes qui lui étaient faites par les ouvriers.

Nous sommes allés à Montréal où nous recevions, dès notre arrivée, une dépêche télégraphique nous apprenant que la grève était déclarée.

Nous avons eu deux entrevues avec MM. G.-W. Ross, président de la compagnie, et F.-E. Meredith, aviseur légal de la compagnie. Après avoir longuement étudié la situation, Monsieur Ross nous a fait la déclaration suivante :

“La Compagnie Asbestos Corporation regrette d’avoir à déclarer qu’elle ne peut accorder l’augmentation de salaires qui lui a été demandée par ses employés, les conditions actuelles de l’industrie ne lui permettant pas de payer plus que les salaires actuels, dont le minimum est de quatre piastres (\$4.00) par jour”.

Et M. Ross a ajouté que si les ouvriers retournaient au travail, il consentirait à soumettre le règlement de cette difficulté à la conciliation, conformément aux dispositions de la “Loi des différends ouvriers de Québec”.

Cette grève, commencée le 11 octobre, s’est terminée le 11 novembre, soit après vingt-huit jours de temps perdu. Les ouvriers sont retournés au travail sans aucunes conditions, et aux mêmes salaires qu’avant la grève, ce qui veut dire qu’ils n’ont obtenu aucun changement dans leurs conditions de travail en faisant la grève, et qu’ils ont perdu environ \$35,000 par semaine en salaires, soit un total de près de \$150,000 pour la durée de la grève.

Dans les derniers jours de la grève, les grévistes tentèrent d’établir une grève générale de sympathie, et demandèrent aux ouvriers des autres mines de quitter le travail. Mais ils n’eurent pas de succès, les ouvriers déclarant qu’ils n’avaient aucune raison de se mettre en grève, étant satisfaits des salaires qui leur étaient payés et des conditions de travail. La grève de sympathie étant considérée impossible, il ne restait plus aux grévistes qu’à retourner au travail, et c’est ce qu’ils firent.

#### LOI DES GREVES ET CONTRE-GREVES MUNICIPALES

La loi des grèves et contre-grèves municipales, qui a été adoptée à la dernière session de la Législature, a eu sa première application durant le cours du mois de mai 1921. La première cause fut celle de l’Union Nationale des Policiers de Québec, requérant l’arbitrage, et la cité de Québec, intimée.

Après plusieurs jours de délibérations le conseil d’arbitrage recommanda une augmentation de salaire de \$1.00 par semaine.

La deuxième cause fut celle de l’Union Nationale des employés du département du feu de Québec, requérante, et la cité de Québec, intimée.

Comme dans le cas précédent, il y eut plusieurs séances du Conseil d’arbitrage, où les témoignages et les plaidoyers des deux parties furent entendus.

---

Les arbitres délibérèrent ensuite pendant quelques jours, mais ne purent s'entendre pour rendre une sentence unanime, et le 3 juin, il y eut trois rapports de présentés : celui de l'arbitre des pompiers, recommandant une augmentation de salaire de \$1.50 par semaine ; celui de la majorité du conseil d'arbitrage, recommandant une augmentation de 75 cts par semaine, et celui de l'arbitre de la cité de Québec, recommandant un salaire minimum de \$18.00 par semaine pour un pompier en entrant dans la brigade, et maintenir l'échelle actuelle des salaires pour les autres.

---

#### TRAVAIL DU DIMANCHE

Durant le cours de l'année, j'ai reçu quelques plaintes contre certaines compagnies industrielles, qui violaient la loi du dimanche, en faisant travailler leurs employés à des travaux qui n'étaient pas de nécessité urgente.

Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'ayant porté ces plaintes devant les autorités de ces compagnies, des instructions furent immédiatement données aux ingénieurs en charge de ces travaux qu'à l'avenir aucun travail ne devra se faire entre minuit le samedi et minuit le dimanche.

Le tout respectueusement soumis,

FÉLIX MAROIS,

*Greffier des Conseils de Conciliation et d'Arbitrage.*

---

## RAPPORT DE M. G.-R. BRUNET

GREFFIER CONJOINT DES CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE  
POUR LA DIVISION DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,  
*Ministre des Travaux publics et du Travail,*  
Québec.

*Monsieur le Ministre,*

Pendant cet exercice, malgré le malaise qui existe dans l'industrie actuellement, les différends ouvriers qui auraient nécessité mon intervention comme greffier conjoint des Conseils de conciliation et d'arbitrage ont été très restreints.

Le seul différend important survenu a été celui entre les ouvriers employés aux mines d'amiante, à Thetford Mines, et la Compagnie Asbestos Corporation. Sur les instructions reçues du département, le 8 octobre, je me suis rendu à Thetford Mines et, accompagné de M. Marois, nous avons fait tout ce qui était possible afin d'éviter une grève ; mais il était trop tard, la grève était pratiquement déclarée depuis quelques jours. Cette grève a duré un mois, et les ouvriers ont été contraints de reprendre l'ouvrage aux mêmes conditions qui existaient lors de la déclaration de la grève, et plusieurs d'entre eux ont même perdu leur position. Cela démontre clairement, M. le Ministre, que si les propositions d'arbitrage faites par nous avaient été acceptées, beaucoup de temps et d'argent auraient été épargnés des deux côtés.

J'ai été appelé en plusieurs circonstances à servir de médiateur entre patrons et ouvriers dans des cas particuliers, et j'ai le plaisir de vous informer que plusieurs difficultés ont été réglées à l'amiable.

Depuis mon dernier rapport, le principe de la Conciliation a été plus popularisé par l'adoption de la Loi de Conciliation se rattachant aux employés municipaux ; mais nous n'avons pas eu occasion de faire appel à cette Loi dans mon district, vu que les municipalités et leurs employés ont tous réglé leurs questions de travail sans malentendu ni friction. L'avenir nous prouvera que cette mesure est d'une grande utilité lorsqu'elle sera bien comprise par tous les intéressés.

Respectueusement soumis,

G.-R. BRUNET,  
*Greffier conjoint des Conseils de  
Conciliation et d'Arbitrage.*

## VIII

## CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES

Liste des ponts construits ou en construction par les municipalités et subventionnés par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1908 à venir au 30 juin 1921.

## PONTS CONSTRUITS

Comtés	Municipalités	Rivières
Argenteuil..	Grenville..	King Gay Creek.
	"	" " "
	Arundel..	Bavin's Creek.
	St-Jérusalem..	Du Nord.
	Lachute..	"
	Canton Harrington..	Rouge.
	Canton Chatham..	McFaul.
	" "	Lepine.
Arthabaska..	St-Louis-de-Blandford..	Bécancourt,
	Arthabaska..	Gosselin.
	Warwick..	Aux Pins.
	"	"
	St-Christophe..	Houle.
	Arthabaska et St-Christophe.	Nicolet.
	Ste-Anne-du-Sault..	Du Portage.
	St-Paul-de-Chester..	Nicolet.
	Canton Stanfold..	Blanche.
	Chénier..	Aux Pins..
Bagot..	St-André-d'Acton..	Blanche.
	"	"
	" "	Moose.
	" " (4e rang) ..	"
	St-Pie..	Yamaska.
	" (Fontaine)..	"
	"	Senelle.
	"	"
	St-Hugues..	Grand Ruisseau.
	" (Picard)..	" "
	" (Comtois)..	Chibouette.
	" (Carrelé)..	"
	" (Bazinet)..	"
	"	Deslauriers.
	"	Simoneau.
	St-Ephrem-d'Upton..	Blanche.

Comtés	Municipalités	Rivières
Bagot.....	Acton Vale.....	Moose.
	“.....	“
	Ste-Christine (Desmarais)...	“
	“ (Nadeau).....	“
	“.....	“
	“.....	“
	St-Nazaire.....	Duncan.
	St-Théodore d'Acton.....	Moose.
	Ste-Hélène.....	Bras de Vie.
	“.....	Chibouette.
	Ste-Rosalie.....	De L'Orme.
	“.....	“
Beauce.....	St-François.....	Le Bras.
	Ste-Martine-de-Courcelle...	Aux Bluets.
	St-Joseph.....	Chaudière.
	St-Georges.....	“
	St-Martin.....	“
	Beauceville.....	De Léry.
	St-Côme.....	Du Loup.
	Ste-Marie.....	Chaudière.
	“.....	Domaine.
	St-Frédéric.....	Louis Paré.
Beauharnois.....	Ste-Cécile.....	St-Louis.
	Beauharnois.....	“
	St-Louis-de-Gonzague.....	“
	“.....	“
Bellechasse.....	St-Cajetan-d'Armagh.....	Fourche du Pin.
	“.....	“
	St-Charles.....	Boyer.
	“.....	“
	“.....	Bouchard.
	St-Michel.....	Beaumont.
	St-Raphaël.....	Le Bras.
	“.....	Du Gravier.
	Beaumont.....	Labrecque.
	“.....	2e Ruisseau.
	Armagh & Ste-Euphémie...	Fourche du pin.
	St-Camille.....	Daaquan.
	St-Philémon.....	Fourche du Pin.
	“.....	“
	St-Valier.....	Blanche.
	N.-D. de Buckland.....	Des Pointes.
	“.....	“

Comtés	Municipalités	Rivières
Berthier.....	Lavaltrie.....	St-Jean.
	“.....	“
	“.....	Pointe du jour.
	“.....	“
	St-Cuthbert.....	Chicot.
	St-Barthélemi.....	Gd St-Jacques.
	“.....	“
Bonaventure.....	“.....	Ruisseau Noir.
	“.....	Gervais.
	Matapédia & Restigouche.....	Restigouche.
	Matapédia.....	Matapédia.
Brome.....	St-Bonaventure.....	St-Bonaventure.
	Brigham.....	Yamaska.
	Brome Corner.....	Nadeau.
	East Brome.....	Rockwell Mill.
	Sutton (O'Brien).....	Alder Brook.
	“.....	“
	East Farnham.....	“
	Canton Brome (Manville)....	Yamaska.
	“.....	“
	“.....	Fulford.
	“.....	Brome Lake.
	“.....	Mitchell.
	“.....	Yamaska.
	“.....	Harvey.
	“ Sutton.....	Missisquoi.
	“.....	“
	“.....	(International).
	“ (Abercorn)....	“
	“.....	Missisquoi.
	“.....	“
Champlain.....	Village Sutton.....	“
	“ (Lafleur)....	“
	Canton Potton.....	“
	“ (Potton Spring)	“
	Adamsville.....	Yamaska.
	Canton Farnham.....	“
	West Bolton (Snodgrass)....	Allen.
	“ (Brock).....	Baker.
	Village Brome.....	Chemin.
	Champlain.....	Champlain.
	St-Théophile du Lac.....	La Rouille.
	Ste-Anne-de-la-Pérade.....	Chenal St-Ignace.
	“.....	Charest.
	“.....	Gendron.

Comtés	Municipalités	Rivières
ChAMPLAIN...	St-Tite.....	Le Bourdais.
	" .....	Mékinac du Nord.
	" (Arcand).....	" "
	" (Allaire).....	" "
	" (Prénovost).....	Le Bourdais.
	" .....	Des Envies.
	" .....	Delisle.
	Ste-Geneviève.....	A Veillette.
	" .....	Batiscan.
	St-Narcisse.....	Des Chutes.
	St-Stanislas.....	Des Envies.
	St-Séverin.....	"
Chambly.....	St-Bruno.....	Massé.
	Boucherville.....	Sabrevois..
Chambly.....	Chambly & Richelieu.....	Richelieu.
	Longueuil.....	St-Antoine.
Charlevoix.....	St-Etienne-de-Malbaie.....	Malbaie.
Châteauguay.....	Très St-Sacrement.....	Châteauguay.
	St-Joachim.....	St-Jean..
	Ste-Martine.....	Esturgeon.
	" .....	Châteauguay.
	" .....	Des Fèves.
	" .....	"
	Ste-Clothilde.....	Norton Creek.
	" .....	"
Chicoutimi.....	St-Alphonse.....	A Mars.
	Chicoutimi.....	Aux Rats.
	" .....	Du Moulin.
	N.-D de Laterrière.....	"
	Chicoutimi.....	Chicoutimi.
	Canton Chicoutimi.....	"
	St-Alexis-de-Grande-Baie.....	Des Ha! Ha!
	Canton Tremblay.....	Vaseuse.
	Canton Chicoutimi.....	Desbiens.
Compton.....	Learned Plain.....	Du Nord.
	" " .....	New Mexico.
	Lingwick.....	Moffett.
	St-Agnès.....	Chaudière
	Canton Compton.....	Moes.
	" " .....	"
	Bury.....	Bowan.
	Sherman.....	Sherman.
	Clifton.....	Salmon.
	Compton.....	Coaticook.



Comtés	Municipalités	Rivières
Compton.....	Newport.....	Island.
	Scotstown.....	Salmon.
	East Angus.....	St-François.
	Canton Eaton.....	Eaton.
Deux-Montagnes.....	L'Annonciation.....	De la Baie.
	St-Augustin.....	Chicot.
	St-Eustache.....	Duchêne.
	“ (Lauzon).....	“
	“ (Barbeau).....	“
	“ (Godin).....	Chicot.
	“ .....	“
	“ .....	“
	St-Benoit.....	Au Prince.
Dorchester.....	St-Isidore.....	Du Bras.
	“ .....	Fourchette.
	“ .....	Grande Ligne.
	“ (Parent).....	Le Bras.
	“ .....	“
	St-Maxime-de-Scott.....	Chaudière.
	St-Anselme (Québec Central).....	Etchemin.
	“ (Société).....	“
	Ste-Claire.....	“
	St-Malachie.....	“
	St-Léon-de-Standon.....	“
	Ste-Rose-de-Watford.....	Famine.
Drummond.....	Grantham.....	Noire.
	N.-D.-du-Bon-Conseil.....	Du Nègre.
	“ .....	Wendover.
	“ .....	Simpson.
	“ (Mitchell).....	Nicolet.
	St-Cyrille-de-Wendover.....	Des Saults.
	“ .....	Généreux.
	“ .....	Des Saults.
	Canton Wendover.....	Salois.
	St-Lucien et Ste-Clothilde.....	Nicolet.
	St-Germain-de-Grantham.....	Noire.
	Cant. Wendover et Simpson.....	Chapdelaine.
	“ “ “ .....	Fromagerie.
Frontenac.....	Woburn.....	Arnold. ■
Gaspé.....	Anse du Cap & Percé.....	Anse à Beaufile.
	Ste-Adélaïde-de-Pabos.....	Grand Pabos.
Huntingdon.....	Huntingdon.....	Châteauguay.
	“ .....	Fair Ground.
	“ .....	Cowan.
	“ .....	Châteauguay.

Comtés	Municipalités	Rivières.
Huntingdon.....	Canton Dundee.....	Beaver Brook.
	Dewetville.....	Châteauguay.
	Godmanchester.....	Beaver.
	Hemmingford.....	"
Iberville.....	St-Athanase.....	Hazen.
	".....	Hood.
	".....	Barbotte.
	".....	Hazen.
	St-George d'Henryville.....	Du Sud.
	St-Sébastien.....	"
	St-Grégoire.....	De la Montagne.
	Ste-Anne-de-Sabrevois.....	Jones.
Joliette.....	Ste-Mélanie.....	L'Assomption.
	St-Paul (Beaudoin).....	"
	" (Riel).....	Ouareau.
	".....	St-Pierre.
	" (Bonneman).....	"
	" (Laurin).....	Ouareau.
	".....	Rouge.
	".....	Gouger.
	" (Morin).....	St-Pierre.
	Ste-Mélanie et Ste-Elizabeth.....	L'Assomption.
	St-Ambroise-de-Kildare.....	Blanche.
	" (4 rang).....	Gd Ruisseau.
	" (5e rang).....	"
	Ste-Béatrice.....	Des Dalles.
	St-Jean-de-Matha.....	Noire.
	St-Félix-de-Valois.....	Bayonne.
Kamouraska.....	Kamouraska.....	Kamouraska.
	St-Pacôme.....	Ouelle.
	St-Pascal.....	Kamouraska.
	".....	Plate.
	St-André.....	Fouquet.
	St-Louis.....	L'Embarras.
	Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	St-Jean.
	St-Germain.....	Du Goudron.
Labelle.....	St-André-Avelin.....	Petite-Nation.
	St-André et Ste-Angélique.....	"
	Ripon.....	"
	Mont-Laurier.....	Villemaire.
Lac St-Jean.....	St-Louis-Métabetchouan.....	Ouiatchouan.
	Roberval.....	Ouiatchouaniche.
	St-Joseph-d'Alma.....	Petite Décharge.
	St-Prime.....	Aux Iroquois.
	".....	"

Comtés	Municipalités	Rivières
Lac St-Jean.....	St-Prime & St-Félicien.....	A l'Ours.
	St-Jérôme.....	Couchepéguéniche.
	St-Bruno.....	Bédard.
	“.....	“
	“ (8 rang).....	“
	“ (6e rang).....	“
	“ (4e rang).....	“
	N.-D.-de-la-Dorée.....	Aux Saumons.
	Hébertville Station.....	Bédard.
	St-Amédée Péribonka.....	Péribonka.
	St-Félicien.....	A. Eusèbe.
	Normandin.....	Thiquapé.
	Hébertville village.....	Des Aulnaies.
	“ “.....	Belle.
	St-Edwidge.....	Soucy.
Laprairie.....	“.....	Ouiatchouaniche.
	Hébertville.....	Des-Aulnaies.
	St-Jérôme & Chambord.....	Métabetchouan.
	Laprairie.....	St-Jacques.
	St-Constant.....	“
	“.....	Delson.
	“.....	St-Régis.
	“.....	La-Tortue.
	“.....	Labranche.
	“.....	St-Pierre.
	“.....	Miron.
	St-Mathieu.....	Faille.
	St-Isidore.....	Perras.
	“.....	Léonard.
	St-Philippe.....	St-Jacques.
L'Assomption.....	L'Assomption.....	L'Assomption.
	“ (Dorval).....	L'Achigan.
	“.....	L'Assomption.
	St-Roch-Achigan.....	L'Achigan.
	St-Lin.....	Petite-Rivière.
	St-Gérard-Magella.....	L'Assomption.
	“.....	Vacher.
	“.....	St-Georges.
	L'Epiphanie.....	St-Esprit.
	Laurentides.....	Achigan.
	St-Henri-de-Mascouche.....	St-Pierre.
	“.....	Cabane Ronde.
	“.....	Noire.
	“.....	Beauregard.

Comtés	Municipalités	Rivières.
Laval.....	St-Vincent-de-Paul.....	Meunier.
Lévis.....	St-Lambert.....	Chaudière.
	St-Etienne-de-Lauzon.....	Beaurivage.
	Comté de Lévis.....	Chaudière.
	St-Henri-de-Lauzon.....	Le Bras.
L'Islet.....	St-Jean-Port-Joli.....	Port-Joli.
	Ste-Louise.....	Ferrée.
	Ste-Perpétue.....	Ouelle.
	St-Eugène.....	Nicolas.
	St-Pamphile.....	Noire.
Lotbinière.....	St-Jean-des-Chaillons.....	Duchêne.
	".....	"
	St-Antoine-de-Tilly.....	Bourré.
	".....	"
	St-Louis.....	Gagné.
	".....	Du-Domaine.
	St-Jean et St-Pierre.....	Boisclair.
	Ste-Philomène.....	Duchêne.
	" (N. Paris).....	"
	".....	Creuse.
	Ste-Croiz.....	Barbin.
	".....	Gaspard..
	Leclercville.....	Duchêne.
	St-Jacques.....	Aux-Ormes.
	St-Gilles.....	Beaurivage.
	St-Edouard & St-Emélie....	Duchêne.
	Ste-Agathe.....	Neal.
	".....	Bernard.
Maskinongé.....	St-Alexis-des-Monts.....	Du Loup.
	Louiseville.....	"
	St-Joseph.....	Larmière.
Matane.....	St-Octave-de-Métis.....	Petit Métis.
	St-Ulric.....	Blanche.
	".....	"
	".....	"
	St-Jérôme.....	Matane.
	St-Moïse.....	Tartigou.
Mégantic.....	Irlande-Nord.....	Ragged.
	Somerset-Nord.....	Bécancourt.
	".....	La Barbue.
	Ireland & Halifax-Sud.....	Thames.
	N.-D.-de-Lourdes.....	Bécancourt.
	".....	Noire.
	".....	"
	".....	Blanche.

Comtés	Municipalités	Rivières
Mégantic. . . . .	Somerset-Sud. . . . .	Blanche.
	“ (Bellevues). . . . .	“
	“ (8 rang). . . . .	“
	“ (9 rang). . . . .	“
	Thetford. . . . .	Thetford.
	Ste-Anastasia-Nelson. . . . .	Perdrix.
	“ de Lyster. . . . .	Bécancourt.
	Laurierville. . . . .	Noire.
	Village d'Amiante. . . . .	Thetford.
	Black Lake. . . . .	“
	Halifax-Sud. . . . .	Fortier.
	“ . . . . .	Pigeon.
	Canton d'Irlande. . . . .	Tl ames.
	St-Antoine-de-Pontbriand. . . . .	St-Laurent.
Missisquoi. . . . .	St-Ignace-de-Stanbridge. . . . .	Perceton.
	N.-D.-de-Stanbridge. . . . .	Desrivières.
	Stanbridge East. . . . .	Riceburg.
	Farnham (Paradis). . . . .	Morpion.
	“ (Berwick). . . . .	“
	N.-D.-de-Stanbridge. . . . .	“
	St-Pierre-de-Véronne. . . . .	Pike.
	“ . . . . .	“
	“ (Ducharme). . . . .	“
Montcalm. . . . .	St-Liguori. . . . .	Ouareau.
	St-Esprit. . . . .	St-Esprit.
	“ (Populus). . . . .	“
	“ . . . . .	“
	St-Patrick-de-Rawdon. . . . .	Ouareau.
	Comté Montcalm. . . . .	“
	St-Jacques-l'Achigan. . . . .	St-Georges.
	Rawdon. . . . .	Burroughs.
	St-Alexis. . . . .	Petite Ligne.
Montmagny. . . . .	St-François. . . . .	Du Sud.
	“ (Tremblay). . . . .	“
	“ . . . . .	Morigeaud.
	Montmagny. . . . .	Du Sud.
	St-Euphémie. . . . .	LaLoutre.
	St-Thomas. . . . .	Des Prairies.
	“ . . . . .	Du Sud.
	Cap St-Ignace. . . . .	Vincelot.
	St-Thomas. . . . .	La Caille.
	Cap St-Ignace. . . . .	Des Perdrix.
	N.-D.-du-Rosaire. . . . .	Fourche Alik.

Comtés	Municipalités	Rivières
Montmorency.....	Ste-Anne et St-Joachim.....	Grande Rivière.
	St-Jean, I.-O.....	Lafleur.
	".....	Bellefleur.
	St-Laurent, I.-O.....	Maheux.
	".....	Trou St-Patrice.
	Ste-Brigitte.....	Gaudreau.
	St-Ferréol.....	Larose.
	".....	Des Roches.
	Château-Richer.....	Aux Chiens.
	St-François, I.-O.....	Du Moulin.
	".....	Emond.
	St-Tite.....	Grande Décharge.
Napierville.....	St-Cyprien.....	Petite Riv., Montréal.
	" (La Savanne).....	" "
	Napierville.....	" "
	St-Edouard.....	La Tortue.
	St-Rémi.....	Turgeon.
	".....	Noire.
Nicolet.....	Gentilly.....	Gentilly.
	St-Samuel-de-Horton.....	Noire.
	Ste-Sophie-de-Lévrard.....	Aux-Orignaux.
	St-Grégoire-le-Grand.....	Marguerite.
	St-Léonard.....	Nicolet.
	St-Célestin.....	Blanche.
	St-Pierre-les-Becquets.....	La Coulée.
	Nicolet.....	Nicolet.
	".....	Fourche.
	St-Brigitte-des-Saults.....	Des Saults.
	Ste-Angèle et St-Grégoire.....	Godfroy.
	St-Sylvère et St-Wenceslas.....	Bécancour.
Ottawa.....	Bouchette & Cameron.....	Gatineau.
	Plaisance.....	Petite Nation.
	Gracefield.....	Pickanock.
	Hull & Gatineau.....	Gatineau.
	Ottawa & Hull.....	Chaudière.
	Canton Hull.....	Gatineau (Al. Wright).
Pontiac.....	Waltham.....	Noire.
	Chapeau.....	Ottawa.
	Témiscamingue.....	Ottawa.
Portneuf.....	N.-D.-des-Anges.....	Batiscan.
	St-Casimir.....	Blanche.
	".....	"
	".....	Nigaret.
	" (Trottier).....	"
	" -Est.....	Des Etangs.

Comtés	Municipalités	Rivières
Portneuf.....	Ste-Catherine.....	Jacques-Cartier.
	“.....	“
	Ste-Christine.....	Ste-Anne.
	“.....	“
	“.....	Jacquot.
	“.....	“
	Ste-Jeanne-de-Neuville.....	Jacques-Crtier.
	“ (Fossambault).....	Aux Pommès.
	“ (Guenard).....	“
	“ (Moulin).....	“
	St-Thuribe.....	Blanche.
	“.....	Nigaret.
	Cap-Santé.....	Jacques-Cartier.
	St-Alban.....	Ste-Anne.
	“.....	Des Bertrand.
	“.....	Noire.
	N.-D.-de-Portneuf.....	Portneuf.
	“ (Noreau) ..	“
	Comté Portneuf.....	Ste-Anne.
	Donnacona.....	Jacques-Cartier.
	Portneuf.....	Portneuf.
	St-Basile.....	Chaude.
	“.....	“
	“.....	“
	“ (Thibaudeau).....	“
Québec.....	Valcartier.....	Jacques-Cartier.
	“.....	Mill Hill Brook.
	N.-D.-des-Laurentides.....	St-Charles.
	“.....	Jaune.
	Ancienne-Lorette.....	Grand Désert.
	St-Gabriel-Ouest.....	Aux-Pins.
	St-Ambroise.....	St-Charles.
	St-Félix-du-Cap-Rouge.....	Cap-Rouge.
	Spencer Wood.....	Coulée.
	Québec, (Pont Scott).....	St-Charles.
	Stoneham.....	Des Hurons.
	Beauport.....	Du Lac.
Richelieu.. ..	St-Ours.....	Laplante.
	“.....	“
	“ (Comeau).....	“
	“.....	Rhimbault.
	“.....	Amyot.
	St-Roch.....	Laprade.
	St-Aimé.....	Leveillé.
	“.....	Lavallée.

Comtés	Municipalités	Rivières
Richelieu.....	Ste-Victoire.....	Vilandray.
	“ (Paulhus).....	St-Joseph.
	“ Village.....	“
	St-Pierre-de-Sorel.....	Du Marais.
Richmond.....	Bromptonville.....	St-François.
	Melbourne.....	Horse Brook.
	Canton Shipton.....	Nicolet.
	“ “ (Belliveau)...	Clark Creek.
	“ “ (Gibson)....	“ “
	“ Cleveland.....	Mill Hill.
	“ Brompton.....	Key Brook.
	Windsor Mills.....	St-François.
	Stoke Centre.....	Lac Stoke.
	Richmond & Melbourne...	St-François(Mackenzie)
	Richmond.....	Cushing.
	“ .....	“
Rimouski.....	Rimouski.....	Rimouski.
	St-Fabien.....	St-Mathieu.
	Rimouski.....	Morissette.
Rouville.....	Ange-Gardien.....	Yamaska.
	St-Hilaire.....	Bernard.
	“ .....	Côte du Brûlé.
	“ .....	Jeannotte.
	Marieville.....	Barrée.
	“ .....	Rue du Pont.
	St-Césaire.....	La Barbue.
	“ (Jackman).....	“
	“ .....	Sud-Ouest.
	Ste-Marie-Monnoir.....	Grande Décharge.
	“ (Benoit)..	St-Louis.
	“ .....	Lussier.
	Ste-Angèle-de-Monnoir.....	Grande Décharge.
	St-Jean-Baptiste.....	Des Hurons.
Saguenay.....	Tadoussac.....	Ravin.
St-Hyacinthe.....	St-Damase.....	Yamaska.
	St-Jude.....	Salvail.
	St-Hyacinthe-le-Confesseur..	Perreault.
	Ville St-Hyacinthe (Barsalou)	Yamaska.
	“ “ (Morrisson)	“
	“ “ (Société)	“
	St-Charles.....	De l'Eglise.
St-Jean.....	St-Jean & Iberville.....	Richelieu.
	Ste-Marguerite.....	Petite Riv., Montréal.
St-Maurice.....	St-Elie-de-Caxton.....	Yamachiche.
	Yamachiche.....	Yamachiche.



Comtés	Municipalités	Rivières
St-Maurice.....	Ville de Shawinigan.....	St-Maurice.
	St-Etienne & St-Barnabé....	Yamachiche.
	Ville et Baie Shawinigan....	Shawinigan.
	Yamachiche.....	Petite Yamachiche.
	Ste-Flore.....	" " (Beaupré)
	Shawinigan & Ste-Flore....	Shawinigan.
	Yamachiche & St-Barnabé....	Petite Yamachiche.
Shefford.....	Ste-Cécile-de-Milton.....	Noire.
	Roxton-Falls.....	"
	" .....	"
	Ste-Pudentienne.....	Yamaska.
	Lawrenceville.....	Du Moulin.
	St-Valérien.....	Noire.
	" .....	Reynold.
	" .....	Noire.
	" .....	Reynold.
	Valcourt.....	Noire.
	West Shefford.....	Lac Brôme.
	Waterloo.....	Yamaska.
	Canton Shefford.....	Foster.
	" d'Ely.....	Noire.
Sherbrooke.....	Canton d'Ascot.....	Dorman.
	" " .....	"
	" " .....	Bergeron.
	" " .....	Salmon.
	" d'Orford.....	Cherry.
Soulanges.....	Côteau-du-Lac.....	Le Ruisseau.
	" .....	Rouge.
	" .....	Delisle.
	Rivière Beaudette.....	Beaudette.
	St-Zotique.....	"
	St-Télesphore.....	"
	St-Polycarpe.....	Delisle.
	St-Ignace.....	La Graise.
Stanstead.....	Coaticook.....	Coaticook.
	Magog.....	Magog.
	Barnston.....	Du Nègre.
	" .....	"
	" .....	Ladd's Mill.
	Rock Island.....	Tomifobia.
Témiscouata.....	Fraserville.....	Petite Riv. du Lou
	St-Patrice.....	Anse au Persil.
	St-Jean-Baptiste.....	Verte.
Terrebonne.....	Terrebonne (Pincourt).....	Mille Isles.
	" .....	Ste-Marie.

Comtés	Municipalités	Rivières
Terrebonne.....	Ste-Anne-des-Plaines.....	La Corne.
	“.....	White.
	St-Janvier.....	Ste-Marie.
Trois-Rivières.....	Trois-Rivières.....	Millette.
	“.....	St-Maurice.
Vaudreuil.....	Ste-Marthe.....	La Raquette.
	“.....	“
	“.....	“
	“ (Campeau).....	“
	“ (Sabourin).....	“
	Ste-Madeleine.....	De Rigaud.
	“.....	La Raquette.
	Très St-Rédempteur.....	Le Ruisseau.
	Village Vaudreuil.....	Quinchien.
	Ste-Justine-de-Newton.....	Delisle.
Verchères.....	N.-D.-de-Varennes.....	Varennes.
	“.....	Picardie.
	“.....	Petite Prairie.
	“.....	Petit Bois.
	Verchères.....	Verchères.
	“.....	“
	“.....	“
	St-Antoine.....	Coulée village.
	“.....	Coderre.
	Belœil.....	Haut des Trente.
	“.....	Bernard.
	St-Marc.....	Belœil.
	“.....	Joannotte.
	“.....	Ducharme.
	Contrecoeur.....	Desprairies.
	“.....	Leveillé.
	Ste-Julie.....	Du Cordon.
	“.....	Belle Rivière.
Wolfe..	Wotton.....	Nicolet. .
	“.....	“
	Dudswell.....	Bishop's Crossing.
	Ham-Nord.....	Nicolet.
	Marbleton.....	Moulin Landry.
Yamaska.....	St-Michel-d'Yamaska.....	Petit Chenal.
	“.....	St-Louis.
	“.....	Collet.
	St-Bonaventure-d'Upton.....	Aux Vaches.
	“.....	“ (3e rang). “
	“.....	“ ....Lauzon.

Comtés	Municipalités	Rivières
Yamaska . . . . .	Baie-du-Febvre . . . . .	Benoit.
	“ . . . . .	La Cavée.
	“ . . . . .	Janelle.
	“ . . . . .	Colbert.
	“ . . . . .	Belisle.
	La Visitation . . . . .	Nicolet.
	St-François-du-Lac . . . . .	Pécasso.
	“ . . . . .	Des Gill.
	“ . . . . .	Aux Vaches.
	N.-D.-de-Pierville . . . . .	Tardif.
	St-Zéphirin . . . . .	St-Zéphirin.
	St-Guillaume . . . . .	Des Chênes.
	“ . . . . .	“
	Comté Yamaska . . . . .	David.
	“ . . . . .	“
	St-David . . . . .	Des Chênes.
	St-Pie-de-Guire . . . . .	Noire.
	St-David . . . . .	Latourelle.

## PONTES EN CONSTRUCTION

Argenteu.i . . . . .	Canton Harington . . . . .	Lake View Creek.
	“ Chatham . . . . .	West.
Arthabaska . . . . .	“ Stanfold . . . . .	Riv. du Loup.
Bagot . . . . .	St-Ephrem-d'Upton . . . . .	Noire.
	Ste-Hélène . . . . .	Chibouette.
	“ . . . . .	“
	St-André-d'Acton . . . . .	Rasconi.
	Ste-Rosalie . . . . .	De l'Orme. •
Bellechasse . . . . .	St-Philémon . . . . .	Fourche du Pin.
	N.-D.-de-Buckland . . . . .	Eau Chaude.
	St-Camille . . . . .	Daaquam.
Bonaventure . . . . .	St-Alexis-de-Matapédia . . . . .	Matapédia.
Brome . . . . .	Canton Farnham (Hawley) . . . . .	Beaver Brook.
	“ Sutton (Emerson) . . . . .	Yamaska Br. Sud.
Champlain . . . . .	St-Tite (Lachapelle) . . . . .	Des Envies.
	St-Maurice . . . . .	Aux Lards.
	St-Luc-de-Vircennes . . . . .	Champlain.
	St-Stanislas et Deux-Rivières . . . . .	Batiscan.
Châteauguay . . . . .	St-Joachim . . . . .	Châteauguay.
	Très St-Sacrement . . . . .	North George.
Chicoutimi . . . . .	St-Honoré et Cant. Tremblay . . . . .	Carillon
	St-Alexis-de-la-Gde-Baie . . . . .	Barachois.

Comtés	Municipalités	Rivières
Drummond.....	Cant. Wendover et Simpson..	Des Saults.
	Wickham ouest.....	Noire.
	Drummondville.....	St-François.
	St-Germain de Grantham....	Noire.
Jacques-Cartier.....	Ile Bizard & Ste-Geneviève..	Des Prairies.
Lac St-Jean.....	St-Thomas-d'Aquin.....	Lac Bouchette.
Laprairie.....	St-Philippe (Dupuis).....	St-Jacques.
L'Assomption.....	Charlemagne et Repentigny..	Assomption.
	St-Roch-l'Achigan.....	Archambault.
	L'Assomption.....	Pointe du Jour.
Lévis.....	St-Romuald et Lévis.....	Etchemin.
	St-Télesphore.....	A la Scie.
L'Islet.....	St-Roch-des-Aulnaies.....	Ferrée.
	St-Jean-Port-Joli.....	Port-Joli.
Lotbinière.....	Ste-Philomène.....	Aux-Ormes.
	St-Patrice-de-Beaurivage....	Beaurivage.
Matane.....	St-Moïse (Chemin Matapéd.)	Tartigou.
Mégantic.....	Summerset Sud.....	Des Bellevues.
	" ".....	Goulet.
	Lower Ireland.....	Bullard.
Nicolet.....	Ste-Brigite-des-Saults.....	Nicolet.
	Ste-Gertrude.....	Gentilly.
	".....	Petit Bras.
	Bécancour.....	Bécancour.
	Ste-Brigite-des-Saults.....	Des-Saults.
Ottawa.....	Hull.....	Pond Creek.
Portneuf.....	St-Casimir.....	Ste-Anne.
Richelieu.....	St-Robert.....	(Plante).
Richmond.....	Canton Shipton (Pow. House)	Yale-Brook.
	" Brompton (Trembl.)	Key-Brook.
Vaudreuil.....	Ste-Just.-de-Newton (6e rang)	Delisle.
Verchères.....	Contrecoeur.....	Des Aulnaies.

Département des Travaux publics et du Travail.

Québec, 30 juin 1921.

IVAN-E. VALLÉE,  
*Ingénieur en chef.*

## IX

ABOLITION DES CHEMINS A BARRIÈRES ET DES PONTS  
DE PÉAGES

## CHEMINS ET PONTS DE PÉAGES RACHETÉS JUSQU'AU 30 JUIN 1920

Pont Dorchester, sur la rivière Saint-Charles, entre la cité de Québec et l'ancienne municipalité de Limoilou. Rachat des débentures au montant de \$100,000.00. Date de l'achat : 25 octobre 1910. (Voir Statut 1 Geo. V, chap. 3, 2e session, sanctionné le 24 mars 1911).

Pont Plessis, sur la rivière Etchemin, à St-Henri de Lauzon, comté de Lévis, 2 Geo. V, chap 2, sanctionné le 3 avril 1912. Date de l'achat : 21 mai 1912. Prix \$11,500.00.

Pont Viau et Lachapelle et les chemins macadamisés de l'Ile Jésus, qui relie l'Ile Jésus à l'Ile de Montréal. Date de l'achat : 24 janvier 1912. Prix : \$90,000.00. (Voir Statut 2 Geo. V, chap. 3, sanctionné le 3 avril 1912).

Ponts sur la rivière Yamaska, appelés ponts Barsalou, Morrison et de la Société de Passage du Pont Neuf de Saint-Hyacinthe. (Voir Statut 3 Geo. V, chap. 7, sanctionné le 21 décembre 1912).

Pont de St-Casimir, sur la rivière Ste-Anne, comté de Portneuf, 2 Geo. V, chap. 2. Date : 6 septembre 1912. Prix : \$6,000.00.

Pont Mackenzie, sur la rivière St-François, entre la ville de Richmond et le village de Melbourne, 2 Geo. V, chap. 2. Date de l'achat : 23 avril 1913. Prix : \$27,000.00.

Chemin à Barrière de la Savane de Ste-Brigide, comté d'Iberville, 2 Geo. V, chap. 2. Achat : 21 juin 1913. Prix : \$4,500.00.

Pont de Drummondville, sur la rivière St-François, 2 Geo. V, chap. 2, 10 mai 1913. Prix : \$16,500.00.

Pont du Graver sur la Rivière du Sud, à St Raphael, comté de Bellechasse, 4 août 1913, prix d'achat : \$800.00.

Ville de Dorval, 3.144 milles de chemin de péage rachetés de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$9,432.00, 24 septembre 1913.

La Corporation de la Cité de Lachine, 0.905 mille racheté de la Compagnie du Chemin de Péage de Dorval, \$2 715.00, 24 septembre 1913

Pont Roy, sur la rivière Etchemin, à Ste-Claire, comté de Dorchester, \$800.00, 15 octobre 1913.

Ville de la Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, 4 milles de chemin rachetés de M. Wilfrid Schetagne, de la Pointe-Claire, \$3,859.59, 24 novembre 1913.

Pont Fontaine, sur la rivière Yamaska, à St-Pie, comté de Bagot, payé à M. Damase Fontaine pour l'abandon de ses droits à percevoir des péages, \$200.00, 24 février 1914.

Ville de la Pointe-aux-Trembles, depuis les limites est de la ville de Montréal-Est, jusqu'au bout de l'Ile, 4.795 milles \$14,385.00,—5 juin 1914.

Barrière de péage sur le chemin conduisant de St-Louis-de-Blandford à Ste-Marie de Blandford, comté de Nicolet, \$1,500.00 payées à M. Albert Lainesse en règlement de tous les droits qu'il pouvait avoir à maintenir ladite barrière, 12 juin 1914.

Pont de Windsor et Brompton, entre la ville de Windsor et St-François Xavier de Brompton comté de Richmond transféré aux Corporations de la ville de Windsor et de la paroisse de St-François Xavier, contribution du gouvernement au prix d'acquisition : \$12,775.00, 24 juin 1914.

Chemin qui commence aux limites de la ville de Beauharnois et qui traverse les municipalités des paroisses de St-Clément, de St-Etienne et de St-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, sur une longueur de sept milles, appartenant à la Compagnie des Chemins macadamisés du comté de Beauharnois et transféré aux municipalités ci-dessus nommées. Prix : \$7,200.00, Date : 28 décembre 1914.

Chemin conduisant de St-Hubert à Boucherville et appartenant à la Compagnie du chemin à barrières de St-Hubert et de Boucherville, distance : 4 milles 6 arpents, racheté par les municipalités de St-Hubert et de Boucherville, le 19 mai 1915. Prix : \$3,428.44.

"Pont Magenta, sur la rivière Yamaska, paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, \$5.00 payées à M. Joseph Chabotte, de la ville de Farnham, en règlement de tous les droits qu'il pouvait avoir sur ledit pont.

Ponts de péage (deux) dans la cité des Trois-Rivières, sur la rivière St-Maurice. Abolition autorisée par la loi 5 Geo V, ch. 10. Acte de conventions signé à cet effet le 26 juin 1915, par lequel le gouvernement s'engage à payer, à l'acquit de ladite cité, une somme annuelle égale aux deux tiers de l'intérêt et du fonds d'amortissement lesquels intérêts et fonds d'amortissement sont de \$8,604.00, sur les débentures au montant de \$150 000.00 émises par la dite cité pour la construction de ces deux ponts et ce jusqu'à l'extinction finale et complète desdites débentures.

Ville de Lasalle, 4.84 milles de chemin de péage rachetés des Commissaires des chemins à barrières de Montréal, 5 août 1915. Prix : \$15,680.13.

"Pont Dion", sur la rivière Etchemin, dans la paroisse de St-Malachie, comté de Dorchester, 14 février 1916. Prix d'achat par la municipalité : \$500.00.

Chemin de Lachine, ville de Montréal Ouest et de St-Pierre, 0.953 mille, part contributoire du gouvernement : \$2,859.00 ; 8 avril 1916.

Chemins et barrières de péage contrôlés par les Compagnies Gati-neau Macadamized & Gravelled Road et By-Town & Aylmer Union-Turnpike Road, et abolis dans la ville de Hull, 3 mai 1916. Part contributoire du gouvernement : \$26,722.50, plus la proportion des intérêts et des frais d'expropriation, savoir \$2,583.06, le tout tel que déterminé par la Compagnie des Services d'Utilité publique de Québec. Distance : 3.58 milles.

Abolition des chemins et barrières de péage de la Rive Nord de Québec, 78 milles ; 15 mai 1916, \$97,200 au pair pour débentures privilégiées et \$60,385.65 étant 20% de la valeur des débentures ordinaires s'élevant à \$301,928.00. (Voir Statut, 6 Geo. V, chap. 2.)

"Pont Larocque" érigé sur la rivière Nicolet, au village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, 1er juillet 1916. Prix : \$4,000.00.

Chemin Larocque, municipalité de Ste-Cécile, comté de Beauharnois, 4½ milles, 11 août 1916. Prix : \$13,500.00.

Chemin conduisant de St-Constant à Laprairie, distance d'environ 7 milles, 13 janvier 1917. Prix : \$14,437.50.

Deux ponts, l'un en fer sur la branche nord-est de la rivière Nicolet ; l'autre en bois sur la branche sud-ouest de la même rivière, à Ste-Clothilde de Horton, comté d'Arthabaska, 19 juin 1917. Prix : \$5,000.00.

Chemin s'étendant de St-Vincent-de-Paul jusqu'au pont de Terrebonne, et traversant une partie de la municipalité de St-Vincent-de-Paul et celle de St-François de Sales, et ayant une longueur approximative de six milles, 23 juin 1917. Contribution du gouvernement : \$11,250.00.

"Pont Morissette", sur la rivière Chaudière, entre le village de Ste-Marie et la paroisse de Ste-Marie, 12 juillet 1917. Prix : \$8,000.00.

Chemin conduisant de Longueuil à Boucherville, distance : six milles, 19 juillet 1917. Prix : \$5,440.00.

Chemin de péage, comté de Jacques-Cartier, appartenant aux Syndics des Chemins à Barrières de Montréal, transféré aux municipalités suivantes : Ville de Mont-Royal, Ville St-Laurent et Paroisse de St-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, distance 4.197 milles, 23 août 1917. Prix : \$12,591.00.

Pont sur la rivière Bécancour, dans la municipalité de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, pont communément appelé "Pont d'en Bas", 13 septembre 1917. Prix : \$12,000.00.

Pont sur la rivière Batiscan, dit "Pont de Narcisse-Pierre Massicotte", dans la paroisse de Ste-Geneviève de Batiscan, comté de Champlain, 14 février 1918. Prix : \$8,280.00.

Chemin à barrières de la Rive Sud de Québec, 20 milles, 1er mai 1918. (Voir Statut 8 Geo. V, ch. 7.) L'article 16 de ce statut autorise l'échange des débentures dites privilégiées s'élevant à la somme de \$41,384.00 pour des débentures de la province, de la même dénomination, portant un intérêt annuel de cinq pour cent à compter de leur émission et remboursables dans une période n'excédant pas quarante ans.

"Pont Mitchell", paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, 20 mai 1918. Prix : \$5,000.00.

Abolition des barrières et des taux de péage sur une partie de chemin dans la paroisse de Saint-Laurent, et sur une partie de chemin dans la cité de Montréal, 8 juin 1918. Distance : 1.999 mille. Prix : \$6,942.00.

Deux chemins situés dans les limites de la Cité de Verdun, appartenant aux Syndics des chemins à barrières de Montréal et connus, le premier, sous le nom de "Lower Lachine Road", le deuxième, sous celui de "Chemin de la Côte St-Paul", ou "Chemin du Pavillon". Longueur totale : 3.893 milles. Prix : \$11,679.00.

Pont Milot, construit sur la branche nord-est de la rivière Nicolet, dans la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet. Date, 13 novembre 1919. Prix : \$25,000., payable \$5,000. par année.

Pont de péage construit sur la rivière Batiscan, entre la paroisse de St-Stanislas et le village des Deux-Rivières, dans le comté de Champlain, appartenant à M. Philippe Trottier, racheté le 25 mai 1920. Prix : \$4,000.00.

Chemin de péage "The By-Town and Turnpike Road", conduisant des limites de la cité de Hull à la rue Principale de Hull et à la ville d'Aylmer, et appartenant à la "By-Town and Turnpike Road Company". 24 janvier 1921. Prix : \$20,000.00. Longueur : cinq milles.

Pont du Village de St-Adelphe, sur la rivière Batiscan, comté de Champlain. Payé : \$2,000.00 à la Corporation de la paroisse de St. Adelphe, qui s'est engagée à mettre ledit chemin en bon état, à l'entretenir à l'avenir et à le tenir libre et exempt de tout droit de péage. Date : 12 mai 1921.

Chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe, traversant les municipalités de Saint-Dominique, de Saint-Hyacinthe-le -Confesseur et de Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, tel que décrit dans 11 Geo. V, chap. 10. Prix : \$15,000.00. Date : 2 mai 1921. Longueur : environ cinq milles.

---



## RAPPORT DU COMMISSAIRE DES INCENDIES

QUÉBEC, 1er juillet 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon huitième rapport annuel comme commissaire des incendies de cette province.

Dans mon dernier rapport, je disais que mon travail s'accroît tous les ans, et c'est ce qui a eu lieu encore cette année où nous avons dû excéder le crédit qui nous avait été voté.

La loi ayant pour objet de prévenir les incendies devient mieux connue, et un plus grand nombre des municipalités auxquelles elle s'applique désirent en bénéficier. Malgré le coût encore aujourd'hui dispendieux des appareils et de la main-d'œuvre, les dix municipalités suivantes ont installé ou amélioré leur système de protection et recouru à l'aide du gouvernement :

St-Benoît-Joseph-Labre, Matane.....	\$ 3,300_00
Macamic, Témiscouata.....	3,000_00
St-Guillaume, Yamaska.....	2,000 00
Neuville, Portneuf.....	3,900_00
St-Georges-Est, Beauce.....	1,200_00
Courville, Québec.....	1,380_00
Kenogami, Chicoutimi.....	2,700 00
St-Marc-des-Carières, Portneuf.....	1,050_00
Chandler, Gaspé.....	2,160 00
Amos, Temiscamingue.....	2,219 76

---

à reporter \$ 22,909 76

---



---

	Report	\$22,909.76
Le coût des enquêtes sur l'origine des incendies		
s'est élevé à.....	\$ 1,190.24	
Salaire du commissaire et du secrétaire.....	900.00	
		<hr/>
Total.....	\$ 25,000.00	

Il est toujours difficile de dire au juste quelle protection on a pu assurer ; mais, sans fausse humilité, je puis affirmer que plus d'une douzaine de fois on m'a fait savoir que des propriétés avaient été préservées et des incendies promptement conjurés grâce aux appareils dont j'avais recommandé l'installation.

Mon ambition est de voir chaque municipalité ayant droit à une subvention en vertu de la loi, bien pourvue d'appareils de protection contre les incendies, avec des règlements appropriés pour les prévenir, ce qui aura pour effet de réduire le chiffre des pertes causées par le feu et d'éliminer d'autant cette forme si regrettable de ruine.

Respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,

*Commissaire des incendies.*

## X

## INSPECTION DES HOTELS

## RAPPORT DE M. Wm-C. MURRAY

MONTRÉAL, 30 juin 1921.

A l'honorable A. GALIPEAULT, C. R.,  
*Ministre des Travaux publics et du Travail,*  
Québec.

*Honorable Monsieur,*

Je suis heureux de pouvoir signaler dans ce rapport un progrès continu d'amélioration dans la condition des hôtels du territoire de ma division d'inspection.

Pendant trois mois environ, il a semblé régner dans l'esprit des hôteliers un sentiment d'inquiétude au sujet du changement de la loi; mais, d'une manière générale, je suis bien satisfait de l'état d'esprit et de la conduite de ceux qui ont charge de l'administration des hôtels.

On a pu remarquer généralement dans toute l'étendue de mon territoire une tendance à améliorer les bâtisses et le service. J'ai essayé de convaincre, et je crois que ce n'est pas accuser ni présomption ni égoïsme si je dis que les conversations que j'ai eues avec les hôteliers et, en plusieurs cas, avec leurs employés, ont été cordialement appréciées. Il m'arrive assez souvent de faire venir le gérant ou le propriétaire d'un hôtel de la campagne, ainsi que sa femme et les employés, et de causer avec eux sur la routine générale de leur occupation, et les avantages à obtenir en systématisant le service des hôtels.

Je crois sincèrement que les hôteliers, sauf quelques rares exceptions d'un caractère spécial, qui ne peuvent assujettir à l'analyse et au système les facteurs qui entrent dans la tenue d'un hôtel, sont destinés à l'échec dans les cinq prochaines années. La grande difficulté que je rencontre est due à ce que bon nombre de gens entreprennent ce genre d'affaires sans en avoir aucune expérience, et, en faisant cette remarque, je me rappelle les paroles d'un grand philosophe et homme d'état américain : "Trouvez le genre d'occupation qui vous convient dans la vie et vous serez heureux et prospère." Il est donc important pour un jeune homme qui veut se faire hôtelier de bien s'assurer d'abord s'il en a les aptitudes naturelles.

Notre bureau de Montréal continue encore à rendre service aux associations d'automobilistes et aux grands hôtels de ville, comme

bureau de renseignements au sujet du logement dans les divers districts ruraux.

Dans le cours de l'année passée j'ai fait mille trois cent soixante-deux inspections (1,362), et dans sept pour cent seulement j'ai été obligé de donner des ordres pour faire des améliorations. C'est une diminution de trois pour cent sur l'année précédente et de dix et demi pour cent sur 1919.

L'absence de plaintes de la part des voyageurs indique aussi qu'on est satisfait des hôtels. Le 2 avril, j'ai eu l'honneur de me présenter devant l'Exécutif et les directeurs de l'Association des Voyageurs de commerce du Dominion, et de leur soumettre un rapport du travail fait, et je puis vous assurer que ça été pour moi une source de grand encouragement, de pouvoir constater le sentiment de satisfaction qui règne parmi les chefs de cette grande association.

J'ai dû refuser le renouvellement de plusieurs certificats, et avant d'accorder de nouveaux certificats aux propriétaires futurs de ces hôtels qui n'avaient pas donné satisfaction, j'ai eu de longues conversations avec eux, appelant leur attention sur les difficultés qu'ils auront à rencontrer et en leur faisant bien comprendre l'absolue nécessité d'observer la loi dans tous ses détails.

#### JOUR DU REPOS HEBDOMADAIRE

#### " 8 George V, chapitre 53."

L'absence de plaintes de la part de l'organisation ouvrière indique que cette loi est bien observée.

Je profiterai de cette occasion pour vous remercier, cher monsieur, d'avoir bien voulu m'accorder, l'hiver dernier, un congé qui m'a permis de visiter l'Ecosse en compagnie des "Canadian Curlers". Durant mon séjour en Europe, il m'a été donné d'étudier les conditions des hôtelleries du vieux monde, et en outre j'ai eu l'honneur insigne d'être appelé par le parti d'excursionnistes qui comprenait trente-six personages de toutes les parties du Canada, (de Sydney, Cap-Breton, à la Saskatchewan), l'honneur, dis-je, de répondre aux toasts portés au Canada dans presque tous les banquets importants.

En vous assurant de nouveau de mon dévouement dans l'accomplissement de mes devoirs au meilleur de ma connaissance,

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

WM-C. MURRAY,  
*Inspecteur.*

---

---

RAPPORT DE M. P.-J. JOBIN

---

QUÉBEC, 30 juin 1921

L'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux public et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon deuxième rapport annuel comme inspecteur d'hôtels.

J'ai fait durant l'année 400 inspections dans les différentes parties du territoire qui m'a été assigné. J'ai donné ma meilleure attention aux plaintes qui m'ont été formulées au cours de l'année, et, en général, les propriétaires d'hôtels, de restaurants et de maisons de pension se sont conformés, de bonne grâce, à mes instructions. D'un autre côté, lorsqu'on paraissait quelque part montrer de la mauvaise volonté quant à l'observation des règles de l'hygiène ou autres, le certificat était invariablement refusé.

Il y a encore beaucoup à faire en vue de l'éducation des propriétaires de ces établissements, et c'est ce à quoi je me dévoue, faisant de mon mieux pour éclairer ces messieurs et leur faire comprendre toute l'importance de leurs obligations envers le public.

Sur le tout, je suis heureux de constater une amélioration considérable dans les conditions des établissements publics du genre en cette province.

Respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,

*Inspecteur.*

## RAPPORT DE M. S. DESROCHERS

QUÉBEC, 30 juin 1921.

L'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon deuxième rapport annuel relatif à l'inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, ainsi qu'à l'observance du jour de repos hebdomadaire.

J'ai beaucoup de plaisir à vous informer que j'ai constaté une amélioration sensible à la suite de la visite générale de mon district, que j'ai faite en vue d'expliquer la loi qui régit ce service de votre département à ceux qui ignoraient les principaux facteurs qui entrent dans la bonne tenue d'un hôtel, tant à la campagne qu'à la ville.

## INSPECTION

La presque totalité du temps que j'ai donné à l'inspection des hôtels a été surtout consacrée à faire des premières inspections ; mais, dans plusieurs cas, j'ai dû, sur demande, faire une deuxième et même une troisième visite. J'ai fait dans le cours de la présente année, 324 premières inspections ; 43 deuxièmes et 23 troisièmes. Je crois pouvoir dire que le public voyageur trouve une amélioration notable dans la tenue de nos maisons de campagne, si nous considérons que les plaintes sont beaucoup moins nombreuses que l'année dernière.

## HYGIÈNE DANS LES CUISINES

Plusieurs fois il m'a été permis de constater que les règles de l'hygiène étaient considérablement méconnues, tant dans les hôtels que dans les maisons de pension et les restaurants, et j'ai dû, dans certains cas, menacer les propriétaires de ces établissements de la privation de leur certificat. J'ai eu la satisfaction de constater que, généralement, on s'était conformé aux instructions reçues, et que l'on s'était trouvé

---

très bien des améliorations apportées. Malheureusement, trop nombreux encore sont ceux qui, probablement avertis du passage de l'inspecteur, font un nettoyage qui serait satisfaisant s'il devait durer, laissant redevenir dans le même état leur maison, particulièrement la cuisine, aussitôt l'inspecteur passé.

#### REGLEMENTS

Il m'a été pénible de constater que la plupart des propriétaires de nos maisons de campagne, et même un grand nombre des villes, ignoraient complètement les règlements qu'ils devaient suivre pour tenir un hôtel convenablement. J'ai souvent été obligé de discuter longuement avec eux pour les convaincre de la nécessité de bien suivre ces règlements afin d'arriver à mettre leur établissement sur un pied irréprochable.

Au cours de mes visites, je laissais une copie de ces règlements à ceux qui m'en faisaient la demande, et je me propose d'en faire tenir une copie à chacun des hôteliers et restaurateurs de mon district. Je dois ajouter avec plaisir qu'on semble maintenant vouloir s'y conformer.

#### ÉMISSION DES CERTIFICATS

Ma nomination comme inspecteur n'ayant été faite qu'en avril 1920, il m'a été impossible de compléter l'émission des certificats pour l'année 1920-21 avant le 30 juin ; un grand nombre ayant été accordés en juillet, août et même septembre, ce qui porte le nombre de certificats émis depuis le 30 juin 1920 à 415. J'ai accordé, pour l'année 1921-22, 271 certificats, y compris 47 pour restaurants et cafés. J'ai refusé mon certificat à 18 hôteliers ; mais, dans plusieurs cas, les améliorations demandées ayant été exécutées, j'ai cru de mon devoir de le leur accorder.

Cependant, quelques-uns ont dû fermer leur établissement et ont été remplacés par d'autres, et cela à l'avantage du public voyageur.

Humblement soumis

S. DESROCHERS,

*Inspecteur.*

---

DIVISION DES CANTONS DE L'EST

---

RAPPORT DE M. R.-H. GOOLEY

---

COATICOOK, Québec, 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Honorable monsieur,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des hôtels confiés à ma surveillance dans les Cantons de l'Est, pour l'année finissant le 30 juin 1921.

L'année dernière, j'ai fait une visite spéciale dans tout mon district, d'abord afin de faire connaissance avec mes clients, de m'assurer des conditions réelles et d'avoir une description de tous les hôtels de mon district, ainsi que de savoir le nombre des chambres pour lesquelles il y aurait à faire payer licences. Avant cela, dans la plupart des cas, on envoyait un avis à chaque propriétaire d'hôtel pour lui demander la description de son hôtel, le nombre de chambres etc., et je suis obligé d'avouer que, dans bien des cas aussi, notre département était frustré de ses droits. Après avoir bien inspecté tous les hôtels, et en avoir obtenu une description déposée dans mon bureau, je croyais que la partie principale de la tâche était accomplie, mais j'ai vu que ce n'était que le début. Je reçois toutes sortes de plaintes de toutes sortes de gens qui trouvent à redire contre le service des hôtels. Il y a plusieurs raisons qui expliquent cet état de choses, que l'on ne peut déterminer qu'en faisant une enquête sur chaque plainte raisonnable. En faisant ces enquêtes à la suite des plaintes, je m'efforce, si possible, de contenter les deux parties, mais souvent c'est bien difficile. Je ne reçois pas de plaintes que du public voyageur ; il y a aussi les gens des localités qui se plaindront de différends locaux et demanderont ni plus ni moins que les certificats soient refusés aux anciens hôteliers, décidant eux-



mêmes quel sera le nouveau propriétaire. C'est toute une affaire que d'amener ces gens à comprendre que c'est à eux de régler leurs disputes locales.

J'ai été obligé de refuser des certificats à plus d'un hôtel dans de petits villages. J'ai eu jusqu'à trois demandes en ces endroits. Nous rencontrons certains propriétaires d'hôtels qui sont peu qualifiés comme tels. Il y en a quelques-uns à qui j'ai refusé de renouveler les certificats. Pour d'autres, j'ai été strict et résolu dans mes demandes d'améliorations, leur donnant toujours à comprendre que si je refusais le certificat désiré, c'étaient eux qui me forçaient de recourir à cette rigueur. De bonne heure, cette année, avant d'émettre mes certificats, j'ai visité cette section pour voir si mes instructions avaient été suivies, et j'ai le plaisir de pouvoir déclarer qu'une merveilleuse amélioration s'est accomplie, et je puis vous assurer qu'il était fort encourageant, non seulement de constater les améliorations, mais de trouver mes clients satisfaits de ce qu'ils prenaient pour une injuste rigueur l'an dernier. Je n'ai pas la prétention de croire que tout ce changement subit n'est dû qu'à mes efforts personnels. Je crois bien que vous-même, monsieur le ministre et vos collègues, en mettant dans nos statuts la nouvelle loi concernant la vente de la bière et du vin, vous êtes pour une bonne part dans ce consolant succès. Le public comprend assurément que dans les petites villes et les villages où la circulation des voyageurs est limitée et incertaine, le profit d'un trafic légal aide à pourvoir à une meilleure nourriture et à de meilleures conditions générales, ce qui bénéficie à tout le monde. Je désire ajouter dans ce rapport que c'est dans les sections où la nouvelle loi est applicable que les améliorations sont le plus remarquables, et il doit être aussi agréable pour le public voyageur que pour moi de voir comment les propriétaires d'hôtels emploient le profit obtenu dans le nouveau trafic, à réparer leur propriété et améliorer le service de l'hôtel en général. C'est maintenant une affaire sûre et certaine et ces gens ne craignent pas de faire les améliorations demandées.

J'ai à ajouter qu'il s'est fait plusieurs changements dans la propriété des hôtels. Des propriétaires immobiliers entreprennent ce commerce d'hôtelier à la campagne, achetant de ceux qui s'y étaient adonnés sans être responsables. Nous, les inspecteurs, pourrions maintenant insister, si c'est nécessaire, pour obtenir de meilleures conditions, sans craindre de faire des misères. J'espère que lorsque je ferai mon prochain rapport, j'aurai à vous annoncer de plus grandes améliorations encore dans les hôtels, principalement lorsque toutes les villes de Cantons de l'Est seront soumises à votre nouvelle loi.

Avant de terminer, je désire vous informer que l'inspection des restaurants dans les localités rurales est tout à fait difficile à faire, surtout dans les villes limitrophes. En certains endroits, cinq ou six propriétaires de restaurants bien installés demanderont des certificats. Des conseils de villes ont passé des résolutions me demandant de ne pas accorder de certificats à la plupart d'entre eux, et il est souvent difficile de déterminer quels sont les plus dignes restaurateurs. Toutefois, j'espère, lorsque la nouvelle loi sera applicable dans ces villes, que la commission aura autant de succès dans sa mise en vigueur que là où cette loi est actuellement applicable ; car c'est un fait connu que ces restaurants ne sont aménagés comme ils le sont qu'en vue d'un commerce illégal.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

R.-H. GOOLEY,

*Inspecteur.*

---

## XII

## EXAMINATEURS DES INGENIEURS STATIONNAIRES

RAPPORT DE MM. EPHREM VALIQUET ET R. MARCHAND

MONTRÉAL, le 30 juin 1921.

A l'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux Publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

Nous avons l'honneur de vous présenter notre sixième rapport annuel sur les opérations du Bureau des Examineurs, pour le district de Montréal.

C'est avec satisfaction que nous constatons le bien que produit la Loi des Ingénieurs, en améliorant les connaissances des hommes qui pratiquent ce métier dans l'industrie ; ils rendent par là même de meilleurs services aux employeurs en réduisant considérablement les dangers qui entourent l'usage de la vapeur.

Pendant l'année, les meilleures relations ont continué d'exister entre les ingénieurs, le bureau et les employeurs. Ces derniers ont souvent manifesté leur satisfaction sur la manière efficace dont le bureau remplissait sa tâche. Ils s'adressent bien souvent à nous lorsqu'ils ont besoin d'hommes pour prendre charge de leurs installations. Malheureusement, le chômage s'est fait sentir parmi ces travailleurs, comme dans toutes les branches de l'industrie, et nous n'avons pu réussir à placer tous ceux qui se sont présentés, cette année, en quête d'ouvrage.

Pendant le cours de l'année, nous avons eu 1219 applications pour examens ; sur ce nombre 1199 ont réussi à passer l'examen requis et 20 ont failli à la tâche.

Les applications pour examens se divisent comme suit :

Inspecteurs de chaudière. ....	1
Ingénieurs de 1er classe. ....	16
“ 2e “ . . . . .	20
“ 3e “ . . . . .	134
“ 4e “ . . . . .	389
Chauffeurs. ....	659
Total. ....	1,219

Nous avons renouvelé les licences de 3,049 ingénieurs et chauffeurs, réparties comme suit :

1ère classe .....	87
2e " .....	159
3e " .....	580
4e " .....	1,047
Chauffeurs .....	1,176
Total .....	3,049

Ce qui suit démontre que, dans notre district, nous avons 4,248 ingénieurs et chauffeurs licenciés en conformité avec la loi.

Ingénieurs, 1re classe .....	103
" 2e " .....	178
" 3e " .....	705
" 4e " .....	1,431
Chauffeurs .....	1,831
Total .....	4,248

Malgré ce nombre, il arrive encore que les inspecteurs découvrent des patrons et des employés qui cherchent à se soustraire à la loi, soit en employant des ingénieurs non-licenciés ou travaillant sans licence ; mais nous désirons déclarer que ces cas sont très peu nombreux, et que les ingénieurs ne fonctionnent pas longtemps sans certificats, grâce à la surveillance exercée par les inspecteurs de fabriques.

Ceci termine le court résumé de nos opérations, durant l'exercice 1920-21 et nous espérons qu'il recevra votre approbation.

Respectueusement soumis,

EPHREM VALIQUET,  
R. MARCHAND,

*Examineurs.*

## BUREAU DES EXAMINATEURS

## RAPPORT DE M. ALPHONSE GUILLEMETTE

QUÉBEC, 30 juin 1921.

A l'honorable A. GALIPEAULT,

Ministre des Travaux publics et du Travail,  
Québec.

Monsieur le Ministre :—

J'ai l'honneur de vous transmettre le sixième rapport annuel couvrant les opérations du "Bureau des Examineurs" des Ingénieurs Stationnaires, division de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Il y a, par miles jeunes ingénieurs surtout, un esprit d'ambition à s'élever dans leur profession ainsi que le démontre le tableau ci-dessous donnant le nombre des nouveaux examens passés durant la dernière année fiscale.

Classe d'ingénieurs	Passé en 1920	Passé en 1921
Inspecteurs de chaudières. ....	1	0
Ingénieurs de ch.—1ère classe.....	1	2
— " —2e " .....	9	9
— " —3e " .....	29	47
— " —4e " .....	129	153
Chauffeurs.....	74	60
	243	271

## GRADATION DE CERTIFICATS

	Passé en 1920	Passé en 1921
Inspecteurs de chaudières.....	1	0
Ingénieurs de 1ère classe.....	0	4
— " 2e " .....	6	13
— " 3e " .....	8	26
— " 4e " .....	4	12
	19	55

## RENOUVELLEMENT DE CERTIFICATS

	Passé en 1920	Passé en 1921
Ingénieurs de 1ère classe.....	19	18
— " 2e " .....	86	85
— " 3e " .....	225	253
— " 4e " .....	469	586
Chauffeurs.....	129	193
	928	1,135

Ces chiffres prouvent une augmentation assez notable, si l'on tient compte de la période de chômage que nous avons eue durant l'année fiscale 1919-1920 ; mais je crois que s'il y avait possibilité de sévir contre ceux qui enfreignent la deuxième partie de l'article 9 des Règlements concernant l'examen des ingénieurs stationnaires, nous arriverions à de meilleurs résultats et ferions cesser les nombreuses critiques de certains ingénieurs qui se sont conformés à la Loi et qui se plaignent que bon nombre d'ingénieurs, tout en pratiquant leur métier, évitent de se conformer aux Règlements.

Nous recevons toujours à ce sujet quantité de lettres anonymes venant des ingénieurs. Les plaintes qui sont signées reçoivent invariablement notre prompt attention.

Relativement aux remarques ci-dessus, permettez-moi de vous signaler que sur 1,600 invitations à renouveler leur certificat de compétence, 1,135 durant le dernier exercice ont répondu à l'appel. Il est clair que bon nombre d'ingénieurs n'apprécient pas suffisamment les bienfaits de cette loi qui protège leur métier ; mais il est aussi évident que les manufacturiers, en négligeant d'engager des ingénieurs diplômés ou en ne s'assurant pas que les ingénieurs à leur service possèdent leur certificat de renouvellement, comme le veut la loi, portent eux aussi une large part des responsabilités dans les difficultés qui retardent le fonctionnement de notre service.

#### QUALIFICATION DES INGÉNIEURS ET INSPECTION DES CHAUDIÈRES EN DEHORS DE LA VILLE DE QUÉBEC

Pendant l'année qui vient de se terminer, j'ai visité les comtés de Beauce, Dorchester, l'Islet, Montmorency, Charlevoix, Portneuf, Mégantic, Montmagny et un grand nombre d'autres localités.

Dans l'exercice de mes fonctions, je me plais à reconnaître l'appui que ne cesse de me prêter M. le Sous-Ministre et les Inspecteurs du Travail qui, en dépit de leurs travaux ardu, se plaisent toujours à me donner toute l'aide nécessaire dans l'accomplissement de mes devoirs.

Dans l'espoir que ce court exposé de mon travail sera trouvé satisfaisant,

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

ALPHONSE GUILLEMETTE,

*Examineur.*

---

## XIII

## SALAIRES RAISONNABLES

## RAPPORT DE M. G.-R. BRUNET

MONTRÉAL, 30 juin 1921.

L'honorable ANTONIN GALIPEAULT,

*Ministre des Travaux publics et du Travail,*

Québec.

*Monsieur le Ministre,*

J'ai l'honneur de vous soumettre mon 5ème rapport annuel sur les opérations du Bureau des Salaires Raisonables.

Pendant cet exercice, une plainte seulement a été faite à ce bureau concernant les salaires payés par les entrepreneurs sur les travaux du gouvernement, et, après enquête sur les lieux, ces griefs furent redressés à la satisfaction des intéressés.

La raison de la rareté des plaintes est due sans doute à ce que les entrepreneurs sont plus attentifs à observer les clauses des salaires raisonnables insérées dans les contrats du gouvernement par le département. Néanmoins, je crois que les entrepreneurs et les ouvriers seraient traités avec plus de justice si l'échelle des salaires à être payés sur les contrats était préparée avant de demander les soumissions et faisaient partie des devis présentés aux entrepreneurs.

Respectueusement soumis,

G.-R. BRUNET,

*Officier des salaires raisonnables.*





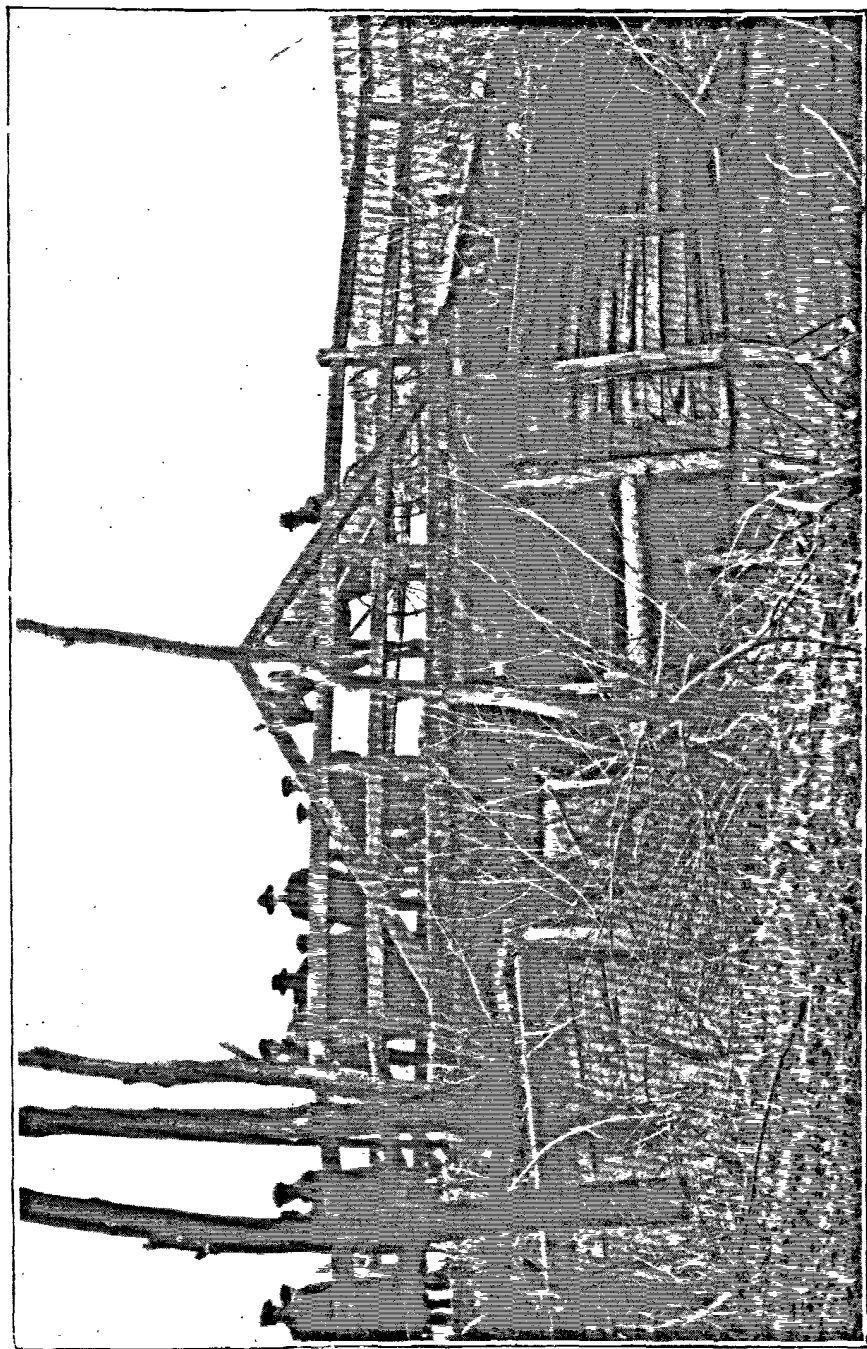
## TABLE DES MATIERES

	Pages
Lettre du ministre des Travaux publics et du Travail à son Honneur le lieutenant-gouverneur.....	III
I— <i>Edifices publics</i> —Rapport de l'architecte-directeur des travaux publics.....	1
II— <i>Recettes et dépenses</i> —Rapport du comptable du départe- ment.....	11
III— <i>Assurances</i> du gouvernement contre les incendies. Divi- sions de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sher- brooke.....	14
IV— <i>Chemins de fer</i> —Rapport de l'ingénieur-directeur des chemins de fer.....	18
V— <i>Inspection des établissements industriels et des édifices pu-         bics—Organisation</i> .....	78
Rapport de M. Guyon.....	79
Rapport de M. Robert.....	91
Rapport de Madame Louisa King.....	95
Rapport de Mlle C. Clément.....	98
Rapport de M. P.-J. Jobin.....	100
Rapport de M. Jos. Guillaume.....	104
Rapport de Madame A.-D. Lemieux.....	105
Rapport de M. Gooley.....	106
VI— <i>Bureaux de placement provinciaux</i> .....	111
VII— <i>Les différends industriels</i> Rapport du greffier des Con- seils de conciliation et d'arbitrage (Québec).....	134
Rapport du greffier conjoint des Conseils de conciliation et d'arbitrage (Montréal).....	138
VIII <i>Construction des ponts métalliques</i> .....	139
IX— <i>Abolition des chemins à barrières et des ponts de péage</i> .	155

---

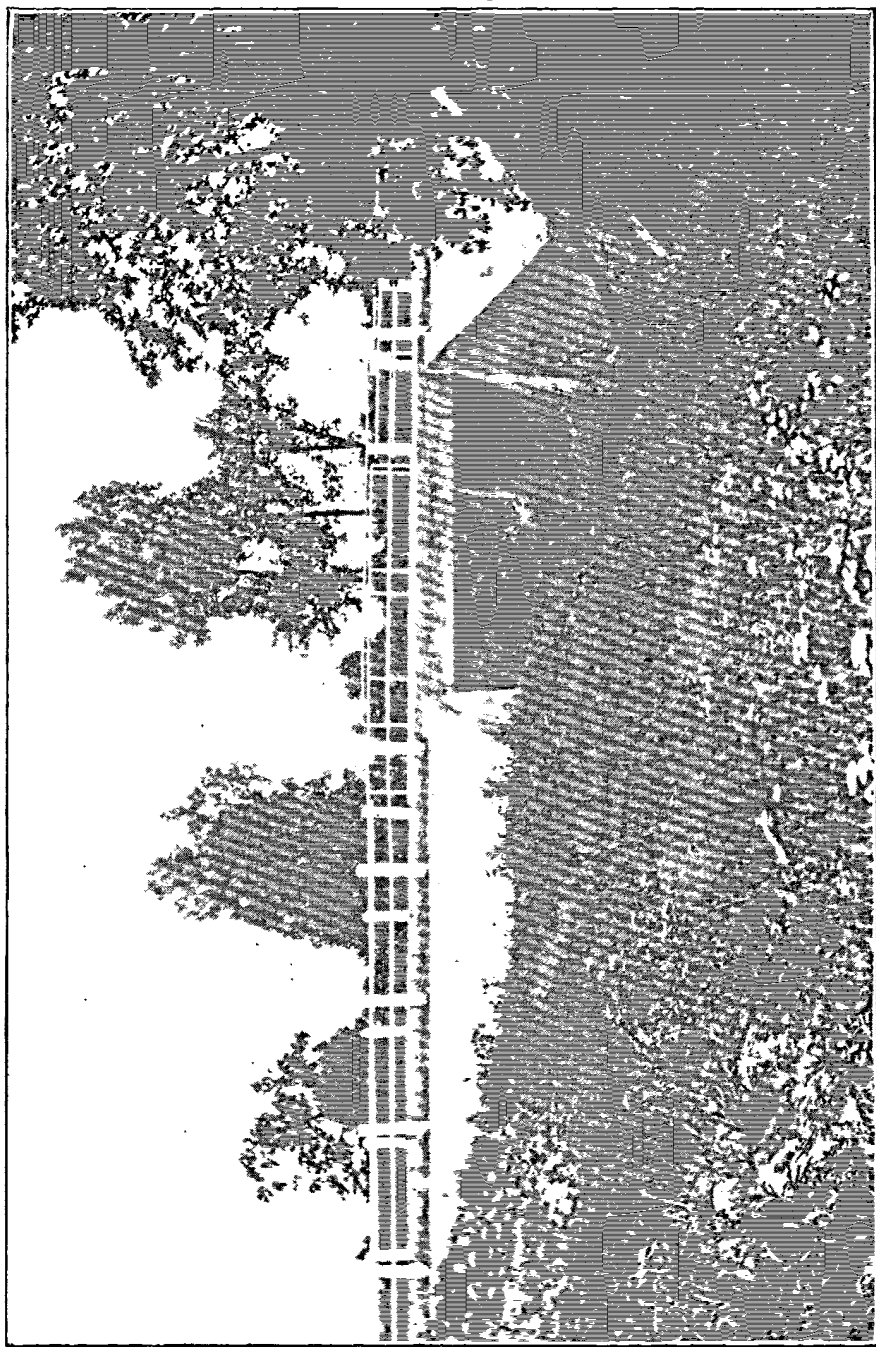
	Pages
X— <i>Incendies</i> —Rapport du Commissaire.....	159
XI— <i>Inspection des hôtels</i> .	
Rapport de M. Wm. C. Murray.....	161
Rapport de M. P.-J. Jobin.....	163
Rapport de M. S. Desrochers.....	164
Rapport de M. R. H. Gooley.....	166
XII— <i>Examineurs des ingénieurs-stationnaires</i> :—	
Rapport de MM. Valiquet et Marchand.....	169
Rapport de M. Alphonse Guillemette.....	171
XIII— <i>Salaires raisonnables</i> —Rapport de M. G.-R. Brunet....	173

---



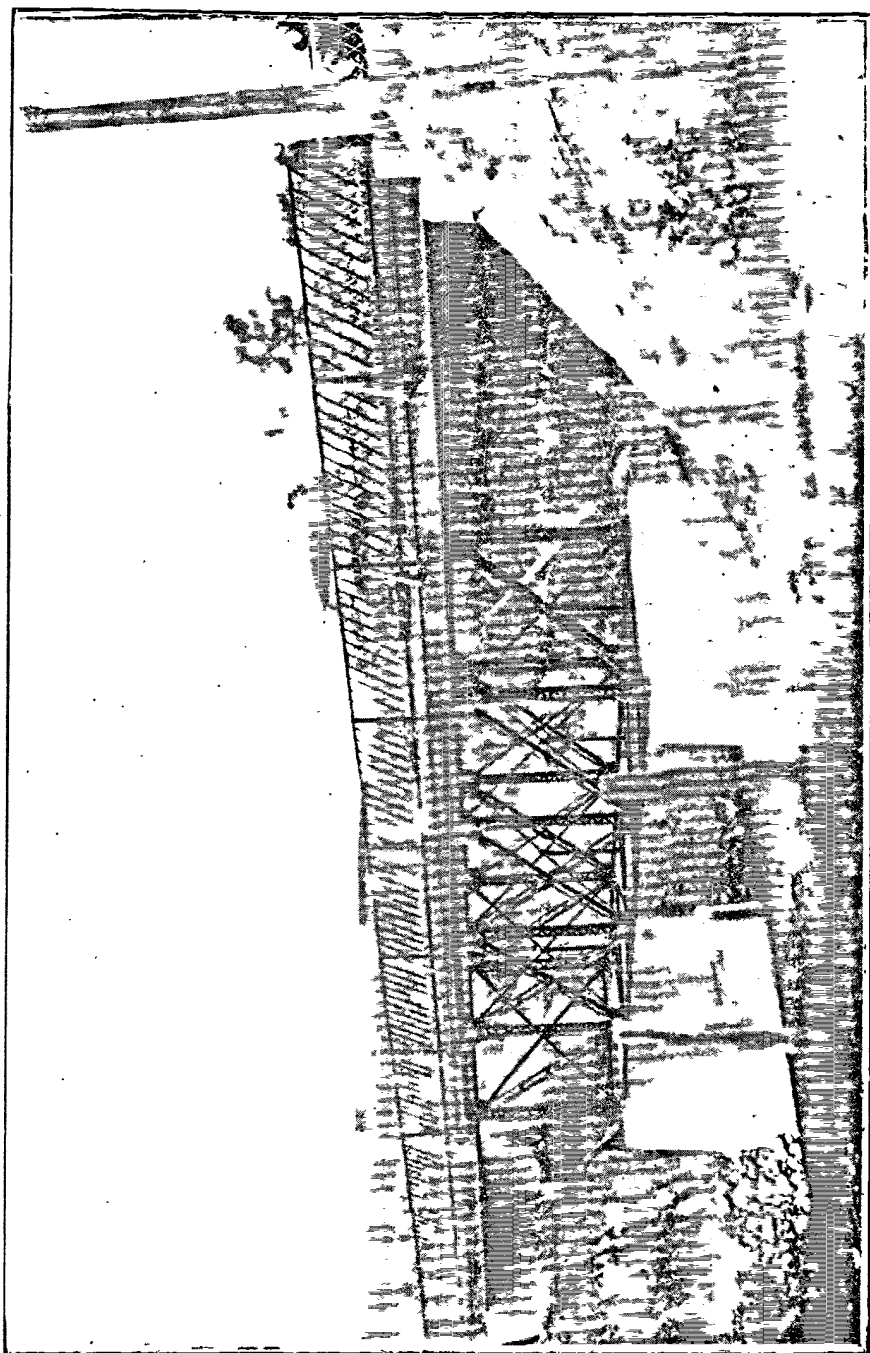
PONT GUINARD, SUR LA RIVIÈRE LARMIÈRE A MASKINONGÉ, COMTÉ DE MASKINONGÉ.

Vieux pont de bois remplacé par le pont en béton armé montré sur la vignette ci-contre.



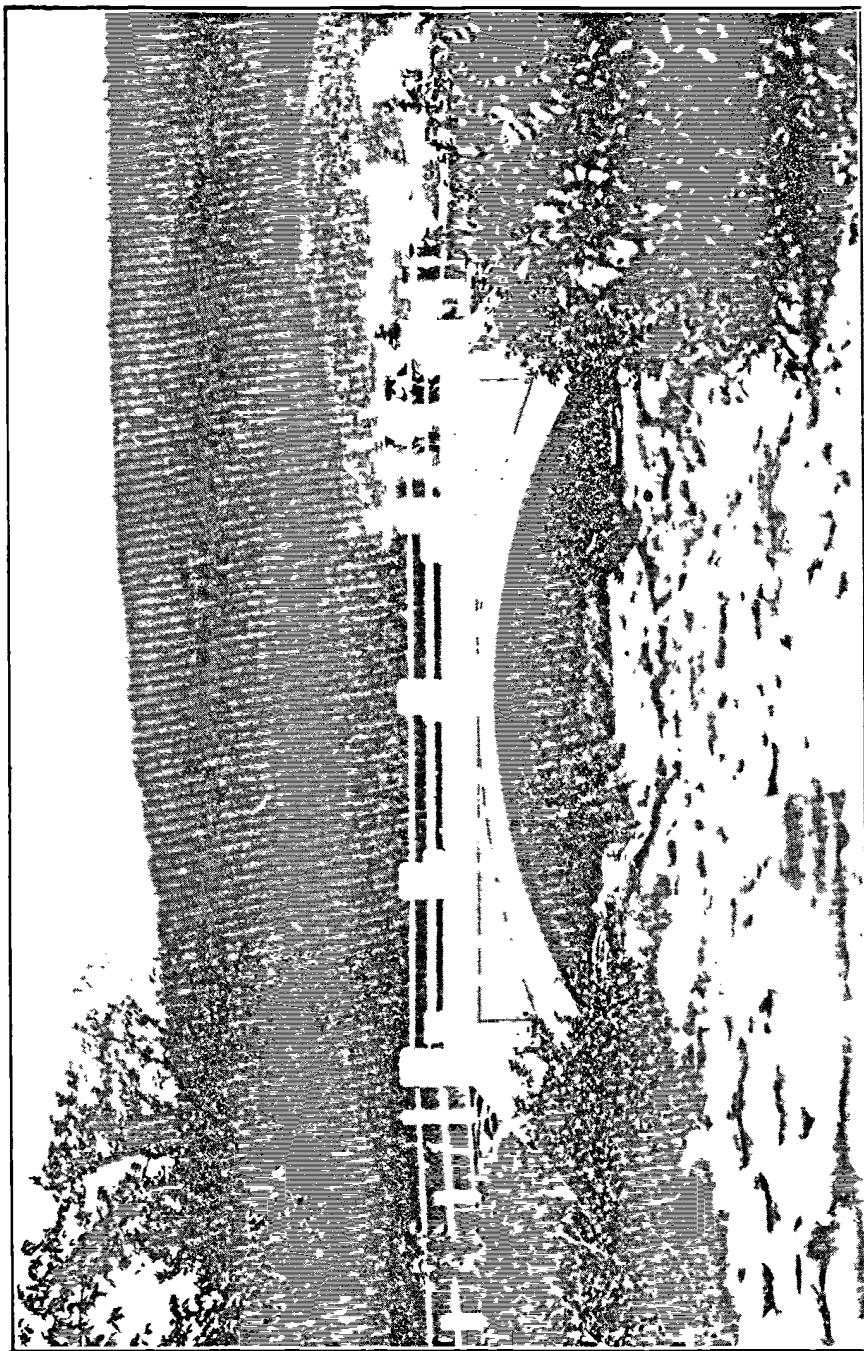
PONT GUINARD, SUR LA RIVIÈRE LARMIÈRE A MASKINONGÉ, COMTÉ DE MASKINONGÉ.

Pont en béton armé d'une travée libre de 25 pds et d'une largeur claire de voie charretière de 20 pds. Ce pont a été construit en 1920. Voir ci-contre la photographie du vieux pont de bois.



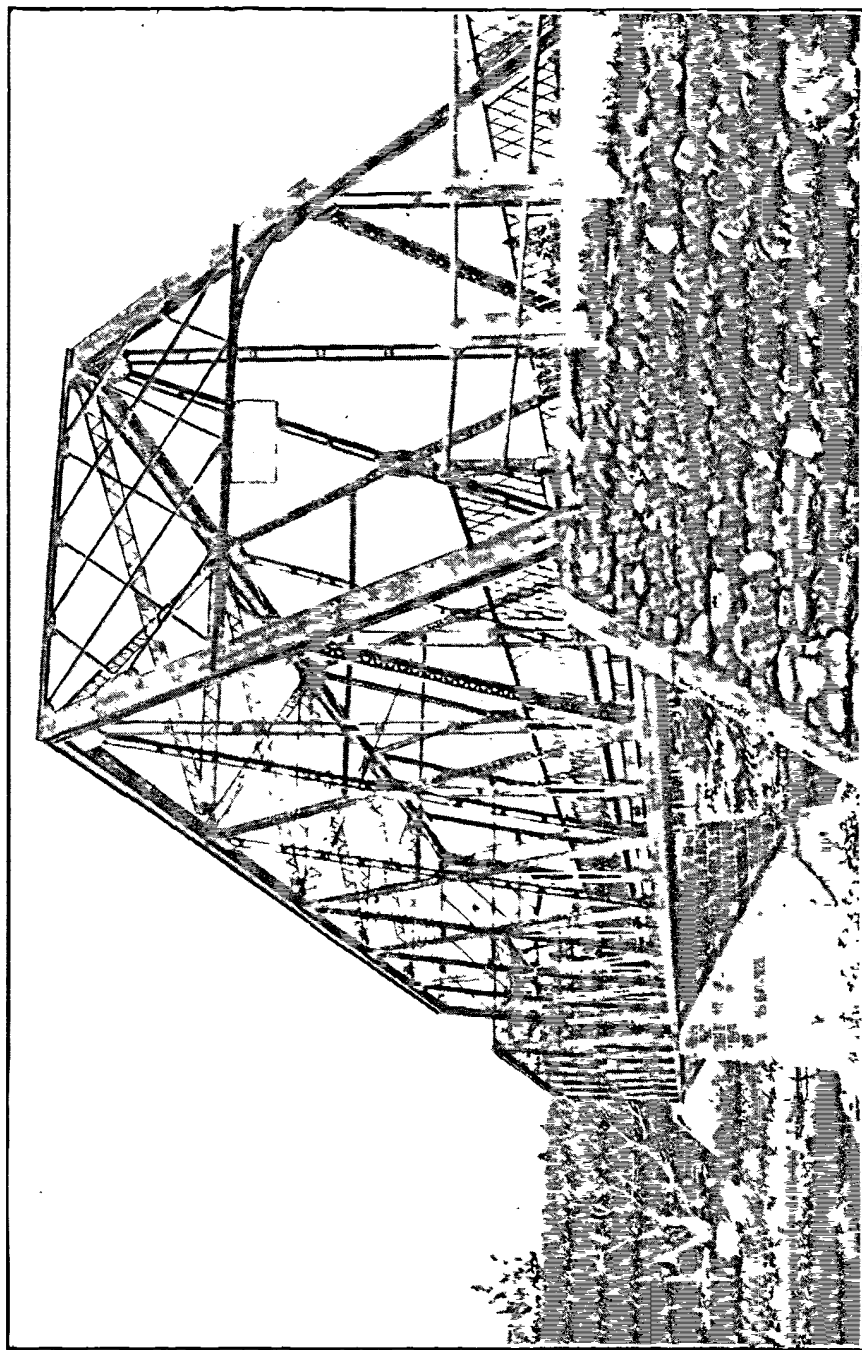
PONT VIADUC SUR LA RIVIÈRE NOIRE, A ST-ALBAN, COMTÉ DE PORNEUF.

Pont à superstructure métallique d'une longueur totale de 120 pds, face-à-face des culées, formé d'une travée principale à tablier supérieur de 50 pds et deux travées sur poutres de 35 pds chacune. La voie charretière qui est en béton armé, a une largeur libre de 16 pds. Ce pont a été construit en 1920.



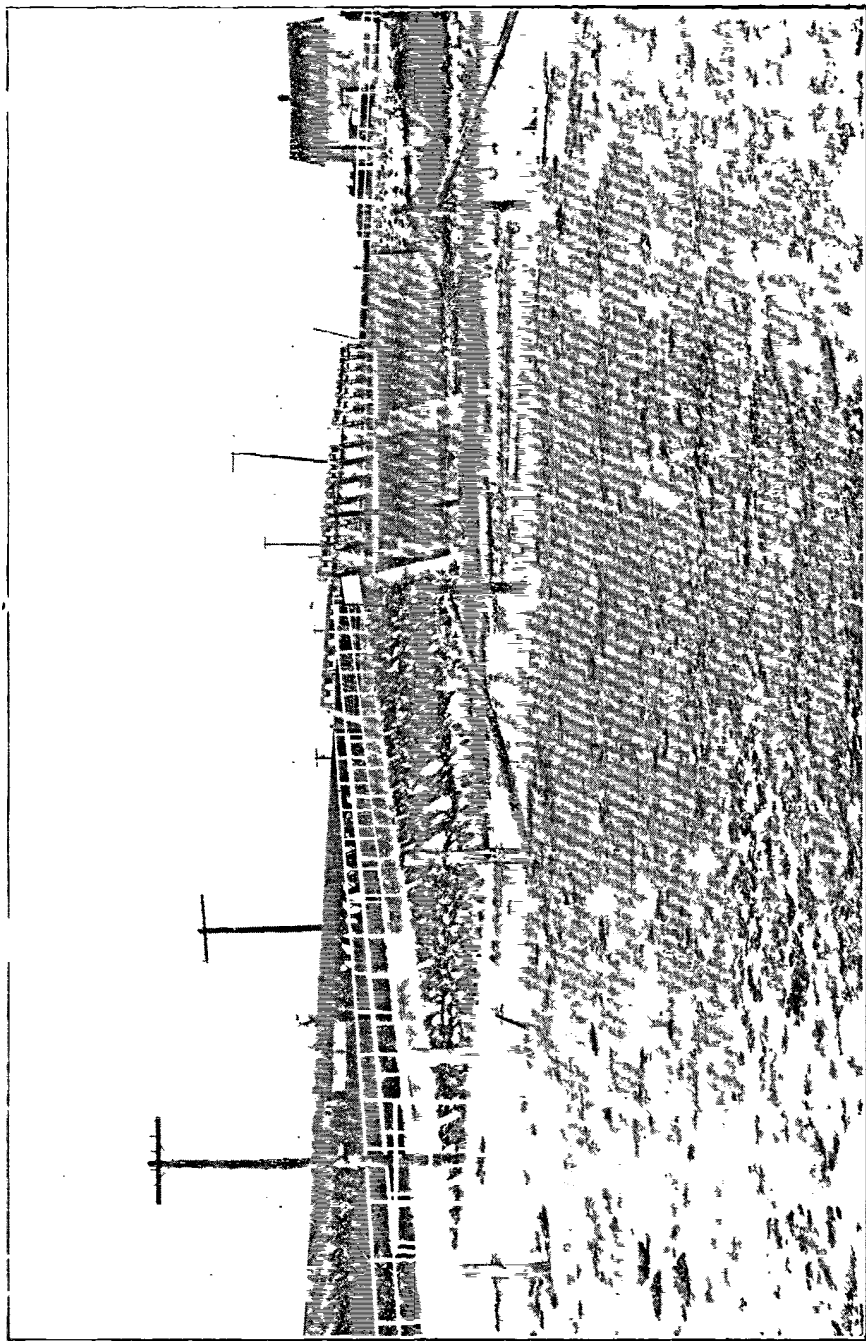
PONT ROUGE SUR LA RIVIÈRE FOURCHE DU PIN A ST-PHILÉMON, COMTÉ DE BELLECHASSE.

Arche en béton armé, à tympans pleins d'une longueur libre aux naissances de 46 pds et d'une largeur libre de voie charretière de 14 pds. Pont construit en 1921.



PONT SUR LA RIVIÈRE CHAUDIÈRE A STE-MARIE, COMTÉ DE BEAUCÉ.

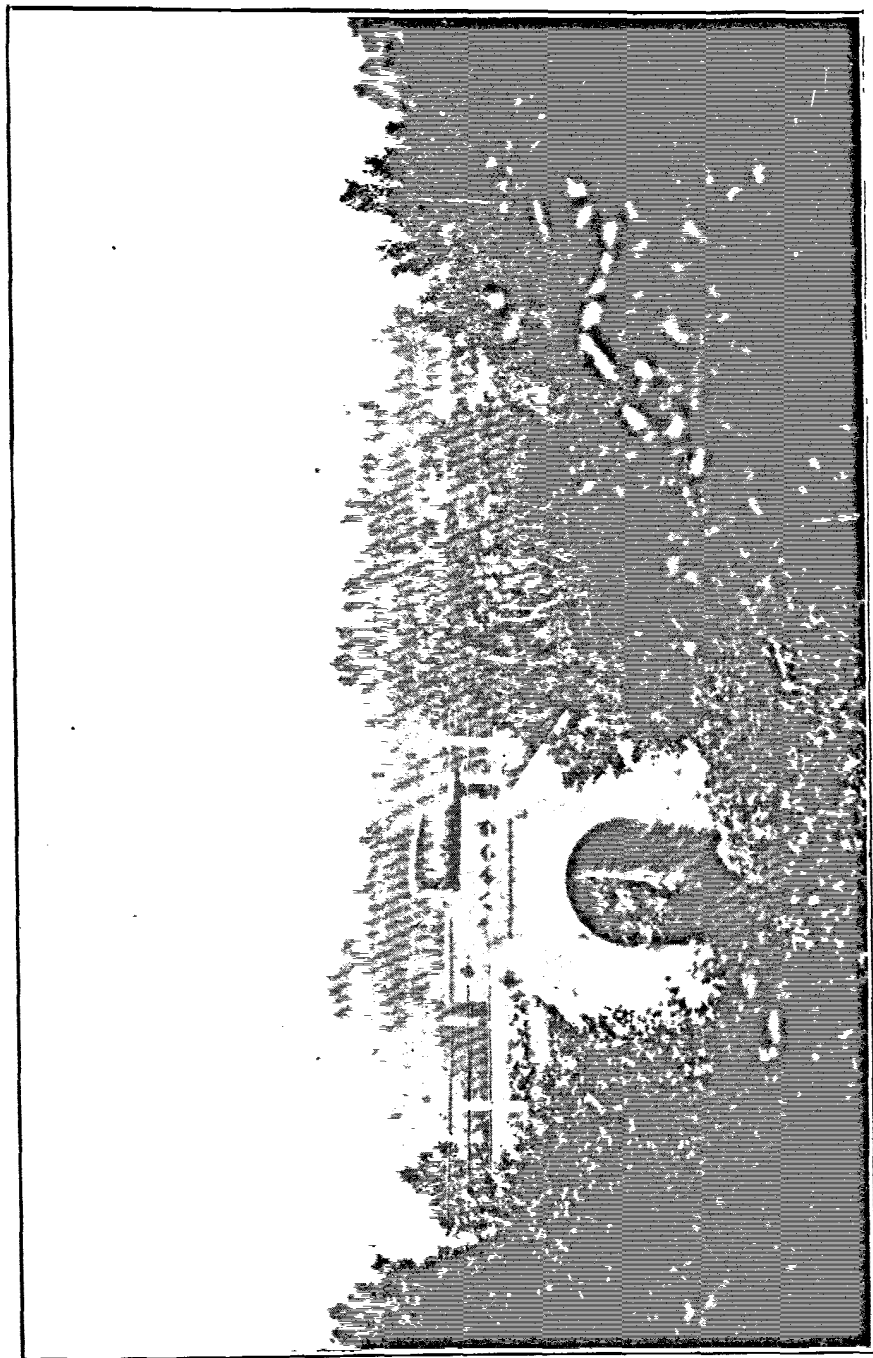
Pont à super-structure métallique d'une longueur totale de 435' 6" formée de deux travées ayant 213' 6" de longueur centre à centre des appuis. La voie charretière de ce pont est en béton armé et a une largeur libre de 18 pds. Ce pont a été construit en 1919.



PONT DUCHESNAY, SUR LA RIVIÈRE DU LOUP, BRANCHE DE LA RIVIÈRE NICOLET, DANS LE CANTON STANFOLD.  
COMTÉ D'ARTHABASKA.

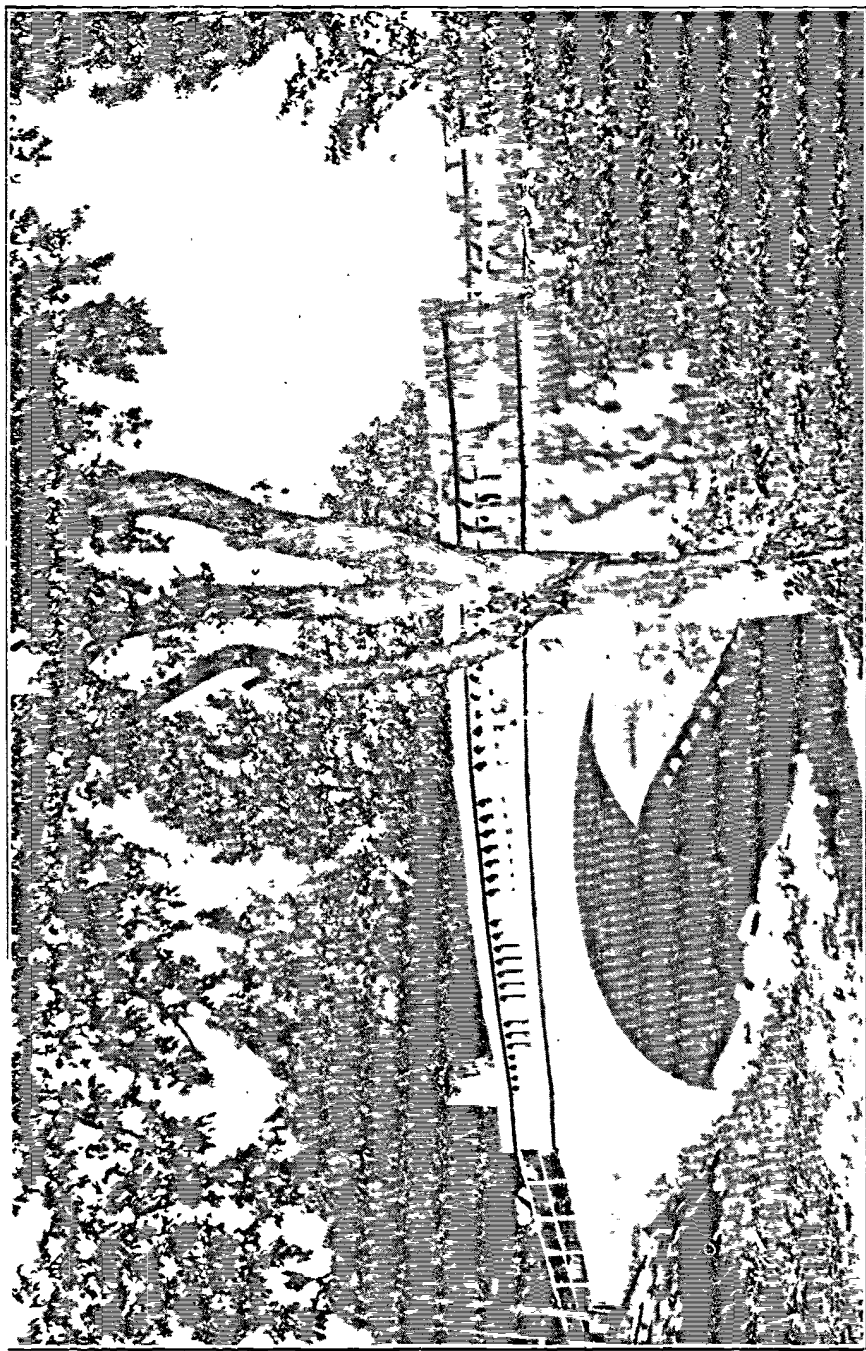
Pont à superstructure métallique d'une longueur totale de 176 pds face à face des culées, formée de deux travées libres de 85 pds, ayant une largeur libre de voie charretière de 18 pds. Le tablier de ce pont construit en 1921 est en béton armé,



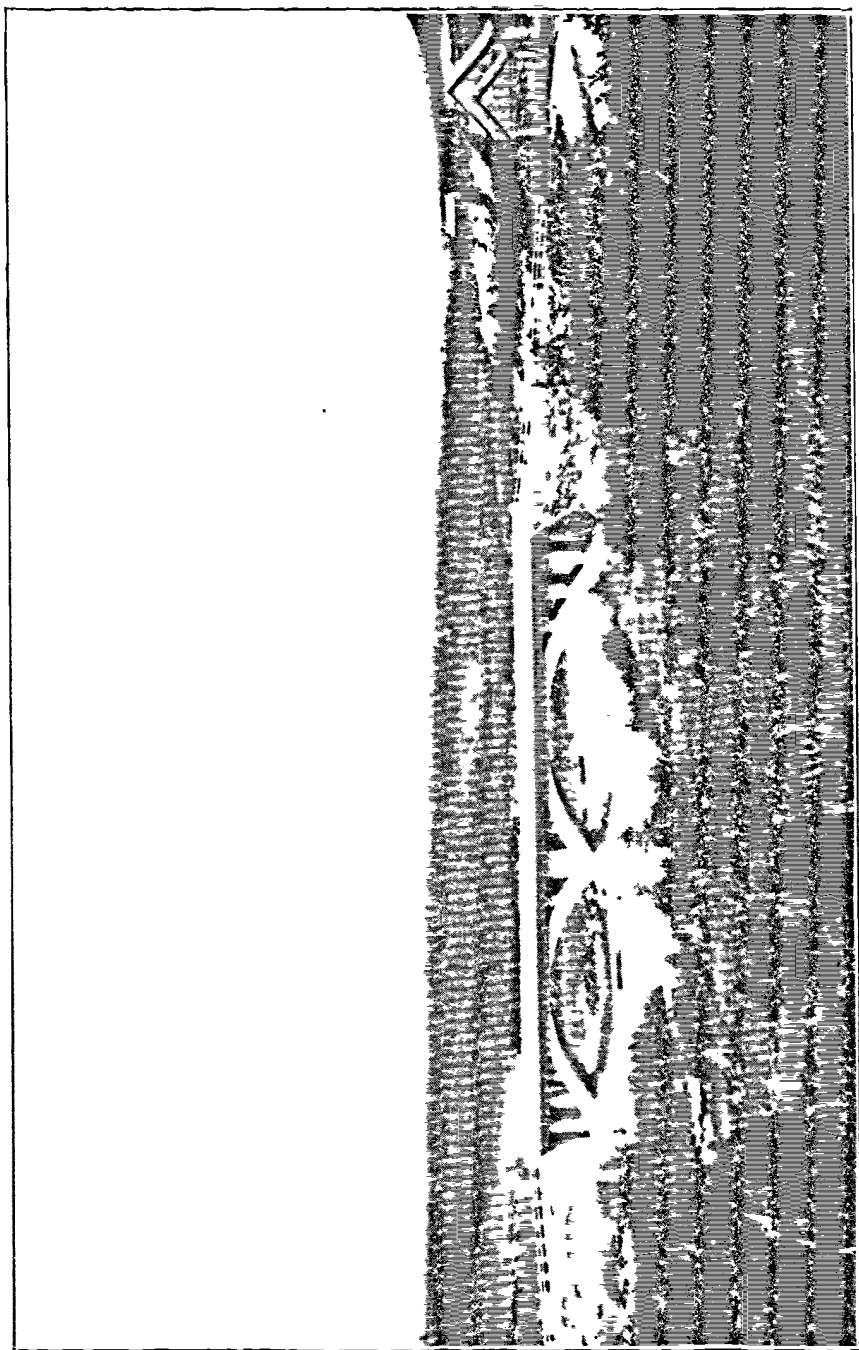


PONT DIT DU TROU ST-PATRICE A ST-LAURENT, I.O., COMTÉ DE MONTMORENCY.

Pont en béton armé, ayant une ouverture de 10 pds et une largeur claire de voie charretière de 16 pds. Construit en 1920.

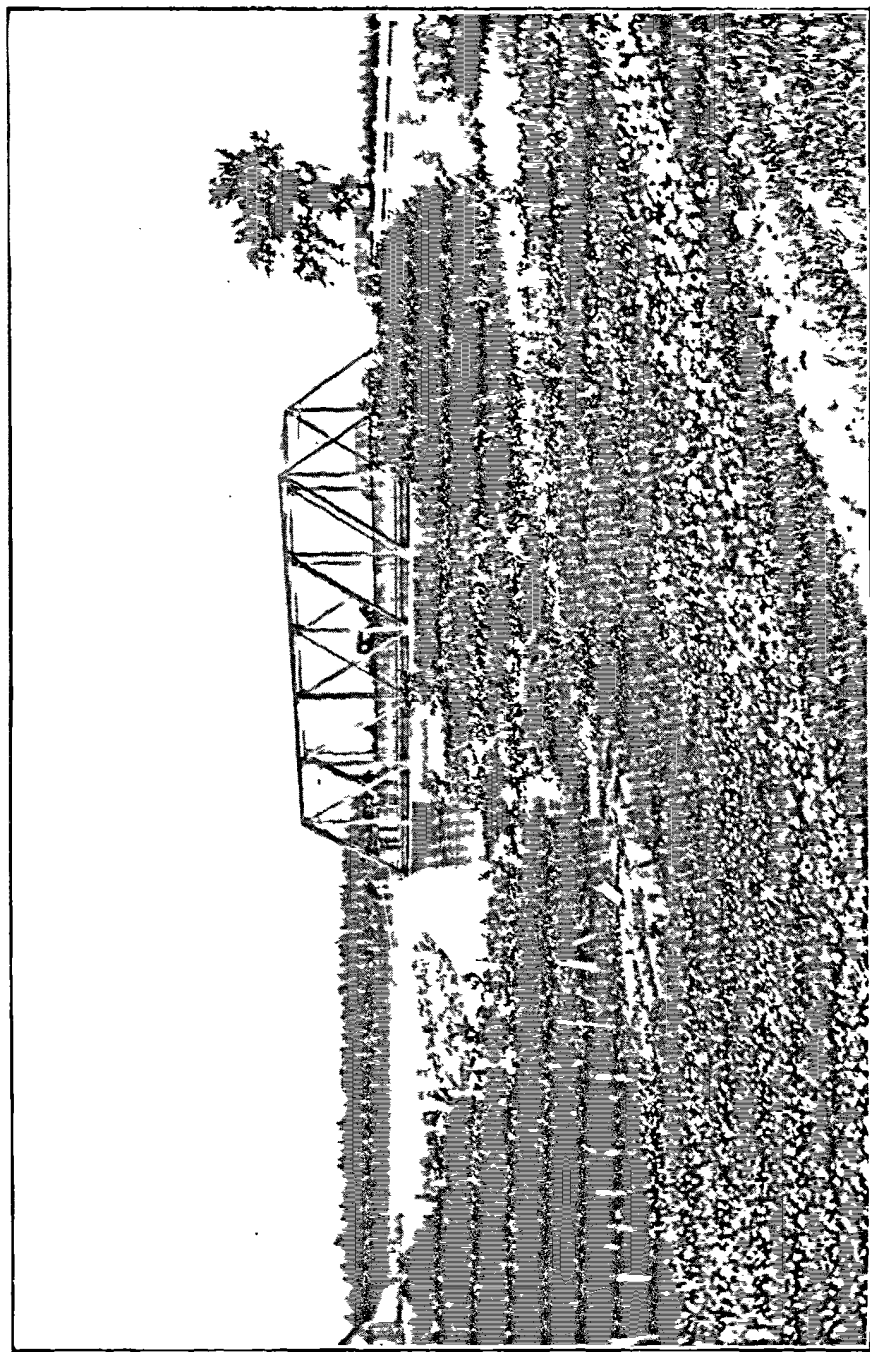


PONT SUR LA RIVIÈRE FERRÉE AU VILLAGE DES AULNAIES, DANS LA MUNICIPALITÉ DE ST-ROCH-DES-AULNAIES, COMTÉ DE L'ISLET.  
Arche en béton armé à tympan plein d'une longueur totale de 89 pds et ayant comme travée libre aux naissances 70 pds.  
La voie charretière a une largeur libre de 18 pds. Pont construit en 1921.



PONT SUR LA RIVIÈRE NOIRE A ST-PAMPHILE, COMTÉ DE L'ISLET.

Arche en béton armé à tympans ouverts d'une longueur totale de 220' 6" formée de deux travées d'une longueur de 83' 6" entre les naissances. Il a une largeur libre de voie charretière de 16 pds. et a été construit en 1920. Les arches ont chacune une flèche de 14 pds.



PONT SUR LA RIVIÈRE BEAURIVAGE, A ST-GILLES, COMTÉ DE LOTBINIÈRE.

Pont à superstructure métallique d'une travée libre de 110 pds et d'une largeur libre de voie charretière de 16 pds. Ce pont à éablier en béton armé a été terminé en 1921.